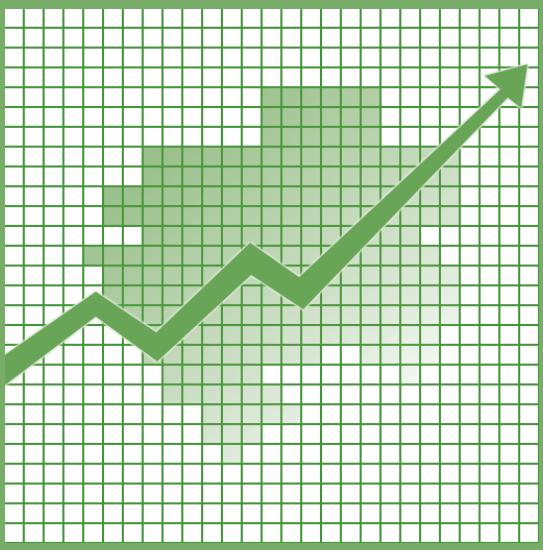
RÉPUBLIQUE GABONAISE

TABLEAU DE BORD DE L'ÉCONOMIE

N° 50 – JUIN 2020



SITUATION 2019
PERSPECTIVES 2020-2021

DGEPF
Direction Générale de l'Economie et de la Politique Fiscale
www.dgepf.ga

DIRECTION GÉNÉRALE DE L'ECONOMIE ET DE LA POLITIQUE FISCALE

Ministère de l'Économie et des Finances

TABLEAU DE BORD DE L'ECONOMIE

SITUATION 2019

PERSPECTIVES 2020-2021

DIRECTION DE PUBLICATION

Ministre de l'Économie et des Finances
M. Jean Marie OGANDAGA

Ministre délégué
M. Sosthène OSSOUNGOU NDIBANGOYE

Directeur Général de l'Economie et de la Politique Fiscale
M. Jean Baptiste NGOLO ALLINI

Directeur Général Adjoint
Mme. Aurélie KASSAT

Placée sous l'autorité du Ministre chargé de l'économie, la Direction Générale de l'Economie devenue Direction Générale de l'Economie et de la Politique Fiscale (DGEPF), a été créée par le décret N° 1207/PR du 17 novembre 1977. Elle a pour principale missions :

- d'analyser, d'orienter et de promouvoir l'économie nationale ;
- de déterminer la stratégie économique de l'Etat ;
- de contrôler et d'orienter les secteurs clés de l'économie nationale ;
- d'élaborer des prévisions à court terme.

La DGEPF est organisée en cinq (6) directions :

Direction des Institutions Financières (DIF)

Missions :

- étudier les principales grandeurs monétaires et financières ;
- analyser régulièrementlesfluxéconomiquesetfinanciersavecl'extérieur ;
- participer aux travaux du Comité National Economique et Financier ;
- promouvoir le développement de la microfinance.

Direction des Programmes Sectoriels (DPS)

Missions :

- étudier les grands secteurs de l'économie nationale ;
- suivre les dossiers de tutelle et de contrôle des entreprises du secteur parapublic.

Direction de la Prévision et des Analyses Economiques (DPAE)

Missions :

- étudier les principales grandeurs économiques ;
- participer à l'élaboration de la législation fiscale ;
- mesurer et analyser l'impact des décisions fiscales adoptées par le Gouvernement.

Direction des Synthèses et de la Promotion Economique (DSPE)

Missions :

- assurer la synthèse de l'ensemble des informations économiques et financières ;
- analyser la conjoncture internationale ;
- préparer et présenter à la Direction Générale tous les dossiers depolitique économique.

Direction de la Politique Fiscale (DPF)

Missions :

- concevoir la politique fiscale du Gouvernement ;
- participer à l'élaboration de la législation fiscale ;
- mesurer et analyser l'impact des décisions fiscales adoptées par le Gouvernement.

Direction du Personnel et des Moyens (DPM)

Missions :

- gérer le budget, le matériel et les fournitures ;
- gérer le personnel.

SOMMAIRE

La Direction Générale de l'Economie et de la Politique Fiscale renouvelle ses remerciements aux entreprises, aux administrations et aux opinions informées qui ont permis la réalisation de ce 50ième Tableau de Bord de l'Economie.

L'ensemble des informations de ce tableau de bord résulte d'un effort de synthèse d'une enquête de conjoncture réalisée en Février 2020, complétée par de nombreux entretiens auprès des opinions informées et par des prévisions bâties à partir du Modèle de l'Economie Gabonaise (MEGA).

L'enquête annuelle a porté sur un échantillon de plus de trois cents entreprises représentant tous les secteurs d'activité et auprès des administrations.

RESUME EXECUTIF

Le rythme de progression de l'économie mondiale a été impacté par les tensions commerciales entre la Chine et les Etats-Unis, la persistance des conflits géopolitiques et les incertitudes liées à l'aboutissement du Brexit en Europe. Ces différents facteurs ont notamment pénalisé le commerce international des biens et services qui a perdu trois (3) points de croissance sur la période et l'investissement (- 4 points de croissance) pour les pays du G20. Dans ce contexte, la production mondiale a décéléré à 2,9% en 2019 contre 3,6% un an plus tôt.

Le ralentissement économique a été relevé au sein de tous les ensembles économiques. En effet, la croissance des pays avancés a reflué suite aux difficultés du secteur industriel en Europe et aux Etats-Unis, au repli de la demande globale et aux effets des conflits commerciaux. Cette diminution de la croissance a également été enregistrée dans les pays émergents et en développement dont l'activité a progressé de 3,8% en 2019 contre 4,5% l'année précédente. Cette évolution tire son origine de la décélération de l'économie chinoise, de la baisse de la demande en Inde ainsi que d'autres facteurs propres à chaque pays.

S'inscrivant dans la tendance générale, l'économie africaine a toutefois été plus résiliente en affichant une croissance du Pib de 3,1% contre 3,3% en 2018. Celle-ci a été soutenue par la hausse des exportations, notamment des pays producteurs qui ont tiré profit de la remontée des cours du pétrole au cours de l'année. Par ailleurs, les dépenses d'investissement ont contribué pour une part importante dans la dynamique de croissance du Pib africain. Bien que stable, ce résultat est en dessous de la moyenne des dix dernières années (+5%) de cette région. Ce ralentissement provient en partie de l'expansion modérée (+3,1) enregistréepar les cinq principales économies du continent (Algérie, Egypte, Maroc, Nigéria et Afrique du Sud).

Au niveau sous-régional, les pays de la CEMAC ont enregistré une croissance de 2,1% en 2019 contre 1,8% en 2018, soutenue par une progression conjointe des activités des secteurs pétrolier et non pétrolier. En termes de contribution, le secteur non pétrolier est demeuré le moteur de la croissance dans la CEMAC en 2019 avec un apport de 1,7 point (contre 1,5 point un an plus tôt) ; celui du secteur pétrolier s'est élevé à 0,4 point (contre 0,2 point en 2018), grâce notamment à l'accroissement de la production de gaz au Cameroun et de pétrole au Tchad.

Concernant le commerce mondial des produits de base, la guerre commerciale entre

la Chine et les États-Unis a plombé l'évolution des marchés de matières premières en 2019. Ainsi, l'indice des cours des produits de base a diminué de 5,5% en 2019, impacté par les cours de l'énergie (-13,1%), des denrées alimentaires (-1,2%) et des métaux de base (-0,9). A l'inverse, les cours du minerai de fer et du nickel se sont affermis en raison de certaines inquiétudes sur l'offre. De même, l'or a renforcé son rôle de valeur refuge qui a permis une forte progression de ses cours (+17%).

Au plan national, l'activité économique a profité d'un environnement international globalement favorable, malgré le ralentissement de la croissance dans les principaux pays. L'activité nationale s'est soldée par la consolidation des effets positifs des politiques de diversification économique mises en œuvre depuis 2010, notamment dans les secteurs de l'agriculture de rente, des mines, du bois, de la pêche et des services. Ainsi, le PIB s'est établi à 3,9% en 2019 contre 0,8% l'année précédente. Cette embellie a été soutenue principalement par le secteur pétrolier (+13,0%) et dans une moindre mesure par la dynamique du secteur hors -pétrole (+2,9%).

Sur le **plan productif**, l'activité a été dynamique dans les trois secteurs en 2019. Ainsi, les secteurs primaire, secondaire et tertiaire ont progressé respectivement de +12,3%, +1,5% et +4,1%.

Dans le détail, la hausse substantielle des activités du **secteur primaire** en 2019 (+12,3% contre +0,2% en 2018) est expliquée par les performances des branches pétrole (+13,0%), mines (+25,4%), pêche (+15,3%) et de la poursuite des performances de la branche agriculture (+9,2%). Les activités du **secteur secondaire** ont globalement ralenti en 2019 par rapport à 2018, malgré la reprise des activités des BTP (+3,1%) et le dynamisme du secteur des agro-industries (+7,3%). L'activité du **secteur tertiair**e, a bénéficié de la hausse globale de l'activité économique, notamment dans les secteurs primaire et secondaire.

Suivant **l'optique demande**, en 2019, la croissance a été portée aussi bien par la demande extérieure (+19,8%) que par la demande intérieure (+2,3%).

L'accroissement de la demande extérieure a porté à la fois surles exportations des produits pétroliers (+21,6%) et hors-pétrole (+17,8%), en lien avec l'affermissement de la demande des principaux partenaires économiques du Gabon. La hausse de la demande intérieure provient de la progression de l'investissement total (+2,4%) et de la consommation totale (+2,2%).

Au niveau des prix, l'activité économique a évolué dans un contexte de baisse d'inflation. En effet, le taux d'inflation, en moyenne annuelle s'est replié à 2,0% en 2019 contre 4,8% en 2018, suite au ralentissement de la hausse des prix de la quasi-totalité des postes de dépense.

Sur le plan budgétaire et pour la troisième année consécutive, la situation des finances publiques s'est améliorée. En effet, l'exécution du budget s'est soldée en 2019 par un excédent sur l'ensemble des soldes budgétaires (primaire, base ordonnancement ainsi que base caisse).

Concernant les comptes extérieurs, le solde de la balance de paiements est ressorti excédentaire à +170,7 milliards de FCFA contre 191,4 milliards de FCFA en 2018. Cet excédent a été favorisé par un environnement national marqué par une accélération de la croissance économique (+3,9% contre 0,8% en 2018), l'amélioration du déficit courant (+27,8%) et de l'excédent des capitaux (+60,2%).

Corrélée à l'évolution du secteur réel, des finances publiques et des échanges extérieurs, la situation monétaire large a été marquée par une légère hausse de la masse monétaire (+1,1%),une dépréciation des avoirs extérieurs nets (-20,9%),une consolidation du crédit intérieur net (+5,6%),une dégradation de la Position Nette du Gouvernement et un infléchissement de la politique monétaire.

Enfin, la politique économique du Gouvernement s'est inscrite, en 2019, dans la poursuite du Plan triennal de Relance de l'Economie (PRE) et la mise en œuvre des mesures d'assainissement des finances publiques.

L'Environnement International

1ère partie

I.1 L'ECONOMIE MONDIALE EN 2019

L'activité économique mondiale a ralenti en 2019. En effet, dans un contexte marqué par des tensions commerciales entre les principales puissances économiques mondiales (Etats-Unis, Chine, Union Européenne), la persistance des conflits géopolitiques dans le monde et le Brexit en Europe, l'activité économie mondiale a progressé moins rapidement que prévu.

Ainsi, les contractions du commerce des biens et services (0,8% contre 3,8% en 2018) et de l'investissement (+1% contre +5% en 2018) dans les pays du G20 ont été des facteurs pénalisants pour la croissance.

Dans ce contexte, la production mondiale a progressé de 2,9% contre 3,6% un an plus tôt.

I.1.1 L'activité

La croissance économique des pays avancés s'est détériorée pour s'établir à 1,7% contre 2,2% en 2018. Tous les pays ont reflué, à l'exception du Japon. Les difficultés du secteur manufacturier en Europe et aux Etats-Unis, une demande globale en baisse et des conflits commerciaux en sont les facteurs explicatifs.

L'expansion américaine, quoiqu'en ralentissement, est restée positive. Sur la période, elle a été soutenue par une politique budgétaire expansionniste et des taux d'intérêt bas, en dépit du conflit commercial avec la Chine. En moyenne annuelle, le PIB a été de 2,3% contre 2,9% auparavant.

La croissance de l'économie japonaise est restée faible, suite à la baisse de la consommation privée et des dépenses publiques qui ont influencé négativement l'économie. A cela s'ajoute, le passage de plusieurs typhons qui ont eu un impact sur le commerce. Néanmoins, les mesures prises pour atténuer le relèvement de la taxe sur la consommation et l'augmentation des dépenses en capital ont été bien orientées, entrainant une croissance de 0,7% contre 0,3% en 2018.

Dans la zone euro, la croissance économique, en 2019, est demeurée en dessous de son potentiel. En effet, elle a reculé avec un PIB à 1,2% (1,9% en 2018), en lien avec la faiblesse de la demande extérieure et de celle de la production industrielle.

Ainsi, après une croissance de 1,5% en 2018, le produit intérieur brut de l'Allemagne a ralenti à 0,6% en 2019, pénalisé par l'impact du ralentissement

mondial sur ses exportations, notamment automobiles, et la baisse d'attractivité de son économie auprès des investisseurs internationaux. Toutefois, le secteur de la construction et la demande intérieure ont constitué les moteurs de l'expansion de cette année.

Dans le même temps, la croissance de l'économie française s'est affichée à 1,3% contre 1,7% en 2018, portée par la bonne tenue de la consommation des ménages et l'investissement des entreprises. Quoique plus résiliente que la moyenne des économies de la zone euro, elle a également subi les effets de la conjoncture mondiale par le biais d'une contribution négative (-0,2%) de ses échanges extérieurs à la croissance du PIB en 2019.

De même, la croissance espagnole a accéléré au quatrième trimestre. La quatrième économie de la zone a été tirée par la demande extérieure, tandis que celle intérieure se contractait de 0,4%. En rythme annuel, l'expansion économique s'est traduite par un taux de croissance de 2%. Cette éclaircie n'a néanmoins eu aucune répercussion sur le niveau de l'emploi, le taux de chômage restant à un seuil élevé (13%). L'Italie a frôlé la récession économique avec une croissance annuelle qui a baissé à 0,3%.

Hors de la zone euro, la croissance en Grande-Bretagne a repris timidement, grâce à un regain de la consommation privée, en dépit des incertitudes liées au Brexit. En rythme annuel, la croissance du PIB est estimée à 1,4% en 2019.

L'activité économique dans les pays émergents et en développement a ralenti en 2019. La croissance est ainsi passée de 4,5% en 2018 à 3,8% en 2019. De multiples raisons expliquent cette évolution, notamment, la baisse de régime de l'économie chinoise, dans un contexte de tensions commerciales, le fléchissement marqué de la demande intérieure en Inde et les difficultés internes et spécifiques à chaque pays.

En 2019, l'expansion économique des pays émergents d'Europe a continué à être tirée par la demande extérieure. L'économie de ces pays a cru de 2,1% contre 3,2% en 2018. A contrario, le PIB russe a décéléré à 1,1% contre 2,3% l'année précédente.

En Asie, la croissance chinoise a ralenti en 2019 à 6,1% contre 6,7% en 2018, dans un contexte de ralentissement des échanges internationaux, de conflit commercial avec les Etats-Unis et de stabilité des prix des matières premières. De même, l'économie indienne a enregistré une expansion moins rapide avec 4,8% contre 6,8% en 2018.

Des conditions extérieures moins favorables et les contraintes au niveau de l'offre ont pesé sur l'activité économique en Amérique latine. Ainsi, cet ensemble a été au bord de la récession avec un PIB de 0,1% contre 1,1% un an plus tôt. Des difficultés spécifiques au Mexique, en raison de la faiblesse persistante des investissements, et des troubles sociaux au Chili et au Venezuela ont plombé la croissance. Le Brésil et le Mexique, principales économies de la région, ont enregistré respectivement des taux de 1,1% et -0,1%.

A l'instar des autres blocs économiques, l'Afrique a enregistré un ralentissement de l'expansion de 3,1% à 3,3% un an auparavant. L'Afrique du sud, deuxième économie de la zone, fait face à des contraintes structurelles. De plus, la détérioration des finances publiques a freiné la confiance des chefs d'entreprise et l'investissement privé. Ainsi, au Nigéria et en Afrique du sud, la croissance a été respectivement de 2,2% et 0,2%.

La croissance économique de la CEMAC s'est située à 2,1% en 2019 contre 1,8% en 2018, sous l'effet d'une légère progression des activités du secteur pétrolier, conjuguée avec un maintien du rythme de progression des activités dans le secteur non pétrolier.

En termes de contribution, le secteur non pétrolier est demeuré le moteur de la croissance dans la CEMAC en 2019 avec un apport de 1,7 point (contre 1,5 point un an plus tôt).Celui du secteur pétrolier s'est élevé à 0,4 point (contre 0,2 point en 2018), grâce notamment à l'accroissement de la production de gaz au Cameroun et de pétrole au Tchad.

Par pays, la croissance économique se présente comme suit : Cameroun (3,7%), Congo (-0,3%), Guinée Equatoriale (-4,6%), République Centrafricaine (4,3%), Gabon (3,9%) et Tchad (3,0%).

1.1.2 L'inflation

L'inflation a baissé dans le monde en 2019. Cette évolution s'explique par un niveau d'activité en deçà du potentiel de production et des politiques monétaires accommodantes, notamment dans les pays avancés.

Suite à la chute des produits énergétiques, le taux d'inflation aux Etats-Unis s'est situé à 2% sur la période.

Dans la zone euro, l'inflation est restée en dessous de l'objectif fixé par la Banque Centrale Européenne (BCE). Une hausse de ses principales composantes : l'alimentation, alcool et tabac (+2,0%), les services (+1,8%), les biens industriels hors énergie (+0,4%) et de l'énergie (0,2%) a induit un taux de 1,3%.

En Allemagne, l'inflation a reculé à 1,5% sur la période, du fait du ralentissement de la chute des prix dans l'énergie. Toutefois, les prix des denrées alimentaires ont continué leur progression. En ralentissement par rapport à l'année dernière, l'inflation française a atteint 1,1% en 2019, suite au repli des prix de l'énergie et des services.

En Asie, la Chine a enregistré une inflation de 3,0%, du fait de l'accroissement des prix des denrées alimentaires (+17,4% en glissement annuel). Pour les produits non alimentaires, l'augmentation a été de 1,3%.

Dans la CEMAC, à fin 2019, il a été enregistré une détente du rythme de l'inflation, contrastant avec les trois premiers trimestres marqués par la hausse du niveau général des prix. En glissement annuel, le taux d'inflation est ainsi redescendu à 0,5% en décembre 2019 contre 4,0% un an auparavant. Dans le même sens, l'inflation en moyenne annuelle s'est repliée à 2,0% au terme de l'année 2019, contre 2,2% à fin décembre 2018.

I.1.3 L'emploi

De manière globale, la situation de l'emploi mondial s'est dégradée suite au fléchissement de la croissance économique et au renforcement des restrictions commerciales. Ainsi, le taux de chômage s'est situé à 5,4% en 2019 contre 5% précédemment, maintenant le nombre de demandeurs d'emplois à des seuils élevés dans de nombreux pays avec, toutefois, quelques exceptions.

L'économie américaine a affiché une belle santé notamment sur le marché du travail avec 266.000 créations d'emplois et un taux de chômage à 3,5%, le plus bas depuis 50 ans, malgré le ralentissement du secteur manufacturier.

En Chine, le marché de l'emploi est demeuré stable. En effet, le taux de chômage urbain enregistré à fin décembre 2019 s'est chiffré à 3,6% contre 4,9% à fin décembre 2018. Le taux moyen annuel s'est situé à 5,3% en 2019. Cette évolution s'explique par l'adoption d'une politique de l'emploi plus favorable, incluant la mise en œuvre de formations professionnelles à grande échelle, la promotion de l'entrepreneuriat, l'augmentation de l'aide à l'emploi pour les personnes dans le besoin et le renforcement des services d'emploi public.

Au Japon, le taux de chômage, extrêmement bas depuis plusieurs années, a encore diminué. Ce niveau très faible s'explique notamment par le fort vieillissement démographique du pays et donc une diminution de la population active. En conséquence, de nombreux secteurs d'activité souffrent d'une pénurie de main-d'œuvre (bâtiment, commerces de proximité, prise en

charge de la petite enfance et des personnes âgées, etc.). Le taux de chômage s'est ainsi établi à 2,2% sur la période.

Dans la zone euro, le taux de chômage est demeuré sur une trajectoire baissière. Il a représenté 7,4% de la population active en 2019 contre 7,9% en 2018. Les taux les plus élevés ont été relevés en Grèce (plus de 16%) et en Espagne (13,7%).

L'économie allemande a pâti de nouveau de la décélération de son industrie exportatrice (automobiles). Cette situation a eu des conséquences sur le marché du travail. Ainsi, le taux de chômage a stagné pour se situer à 5,0%. En données brutes, le nombre de chômeurs a augmenté pour s'établir à 2,23 millions de personnes.

En revanche, en France, le taux de chômage a baissé pour s'établir à 8,1% de la population active et atteindre son plus bas niveau depuis 2008. En 2019, 3,308 millions de personnes étaient au chômage contre 3,416 millions en 2018.

Affectée par le ralentissement en Europe, les tensions commerciales entre la Chine et les Etats-Unis, mais également par la frilosité des chefs d'entreprise qui investissent moins, le taux de chômage en Italie s'est situé à 10% après 10,6% en 2018.Au Royaume-Uni, le taux de chômage s'est maintenu à 3,8% à l'approche du Brexit.

I.1.4 Le commerce extérieur

Le rythme d'expansion du commerce mondial en volume a chuté à 0,8% contre 3,8% en 2018, dans le sillage de l'évolution de l'activité économique. Les tensions commerciales, les différentes incertitudes liées à la volatilité des marchés et la baisse des investissements sont les variables explicatives à ce ralentissement.

Aux Etats-Unis, le déficit commercial s'est réduit en 2019, pour la première fois depuis 2013, en raison des barrières douanières mises en place contre les produits chinois, ayant entrainé un recul des importations en provenance de ce pays. Ainsi, le déficit des biens et services s'est établi à 616,8 milliards de dollars (-1,7%) avec des exportations évaluées à 2.499,8milliards de dollars (-0,1%) et des importations de 3.116,5milliards (-0,4%).

L'excédent commercial de la zone euro s'est établi à 225,7 milliards d'euros sur l'ensemble de l'année. Ceci, grâce aux exportations de biens qui se sont

élevées à 2.345,4 milliards d'euros (+2,7% par rapport à 2018), tandis que les importations ont augmenté plus lentement à 2.119,7 milliards (+1,5%).

Dans ce contexte, l'Allemagne a vu son surplus commercial s'établir à 223,6 milliards d'euros contre 228,7 milliards en 2018, suite à une progression plus lente des exportations (+0,8%) par rapport aux importations (+1,4%).

A contrario, en France, la balance commerciale est déficitaire depuis plus de quinze ans. Dans un contexte international marqué par les tensions commerciales et un fort ralentissement des échanges, le déficit commercial s'est légèrement réduit, pour atteindre 58,9milliards d'euros contre 63milliards en 2018. Cette situation a résulté d'une progression des importations et des exportations de biens, respectivement de + 2,2% et + 3,3% à 566,9 et 508milliards d'euros.

En Italie, l'excédent commercial a augmenté de près de 35% en 2019, à 52,94 milliards d'euros contre 39,28 milliards en 2018. Sur un an, les exportations ont évolué de 2,3%, tirées notamment par les ventes de produits pharmaceutiques (+25,6%), les articles de cuir (+9,7%), l'habillement (+7,3%) ainsi que les produits alimentaires, boissons et tabac (+6,6%). Dans le même temps, les importations se sont repliées de 2,2%.

Le commerce extérieur chinois a ralenti en 2019, suite à la guerre commerciale avec les Etats-Unis. Au total, le volume des biens échangés a légèrement baissé sur un an. L'excédent commercial du géant asiatique avec le reste du monde s'est établi à 421,5milliards de dollars. Les importations ont reculé (–2,8% sur un an), tandis que les exportations ont légèrement progressé (+0,5%).

I.1.5 Les finances publiques

Sur fond de faible expansion de l'économie mondiale, de lourds ratios d'endettement ont persisté dans l'ensemble des pays avancés.

La détérioration des finances publiques s'est poursuivie aux Etats-Unis. Ainsi, le déficit budgétaire de l'Etat fédéral américain s'est élevé à 984 milliards de dollars, soit 4,6%. Le déficit budgétaire a bondi de 26% sur un an.

Au Japon, le ratio de la dette publique par rapport au PIB a augmenté pour se situer à 240% en 2019, atteignant ainsi un nouveau record. Le déficit budgétaire (environ 4% du PIB) s'est chiffré à 845 milliards d'euros.

Dans la zone euro, la dette s'est établie au-dessus de 90% du PIB. Les niveaux

d'endettement les plus élevés ont été observés en Grèce (180,2%), en l'Italie (138,0%), au Portugal (121,0%), en Belgique (102,3%) et en France (100,5%).

Sur la période, les finances publiques ont continué à se redresser en zone CEMAC en 2019, en raison des appuis budgétaires dont ont bénéficié les Etats de la sous-région, dans le cadre des programmes d'ajustement signés ou en cours de négociation avec le Fonds Monétaire International (FMI) et une dynamique relativement favorable de la production d'hydrocarbures. En conséquence, le déficit du solde budgétaire base engagement, dons compris, est passé de -0,3% du PIB en 2018 à 0,1% du PIB en 2019.

I.1.6 Les taux d'intérêt

La politique monétaire dans les principaux pays avancés s'est traduite par un maintien des principaux taux directeurs au plus bas, afin de dynamiser l'économie.

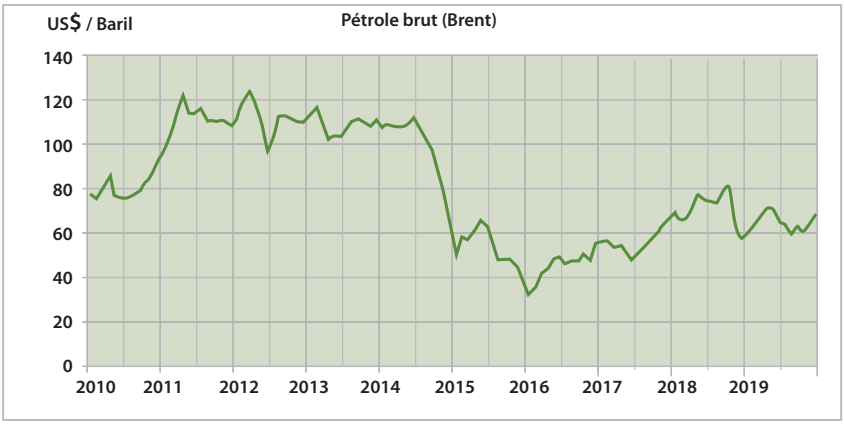
En effet, pour parer aux tensions commerciales et au ralentissement de la croissance de l'économie mondiale, la banque fédérale américaine a abaissé à trois reprises son taux directeur pour se situer entre 1,50% et 1,75%. Dans le même sillage, les banques centrales européenne et japonaise ont décidé de maintenir les leurs à 0%.

I.2 L'EVOLUTION DES COURS DES PRODUITS DE BASE

La guerre commerciale entre la Chine et les États-Unis a largement nui à l'essor des marchés de matières premières en 2019. Ainsi, l'indice des cours des produits de base a diminué de 5,5% en 2019, pénalisé par les cours de l'énergie (-13,1%), des denrées alimentaires (-1,2%)et des métaux de base (-0,9%).Ces évolutions s'expliquent par les tensions commerciales persistantes et la crainte d'un ralentissement de l'économie mondiale. A l'inverse les cours du minerai de fer et du nickel se sont affermis en raison de certaines inquiétudes du côté de l'offre. De même, les cours de l'or ont progressé de 17% en 2019, sa plus forte hausse en 9 ans.

I.2.1 Le pétrole

Après un rebond temporaire en avril, tiré par une dynamique positive des marchés financiers et des réductions de l'offre, les cours du pétrole ont encore diminué en 2019 sous l'effet d'une augmentation sans précédent de la production aux États-Unis et de la faiblesse des perspectives de croissance, surtout dans les pays émergents. Face à ce recul, les membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP), ainsi que d'autres pays exportateurs (dont la Russie), se sont accordés sur la continuité de la limitation de leur production jusqu'en mars 2020. Ainsi, le baril de Brent est passé de 71,59 USD en 2018 à 61,39 USD en 2019, soit une baisse de 14%.

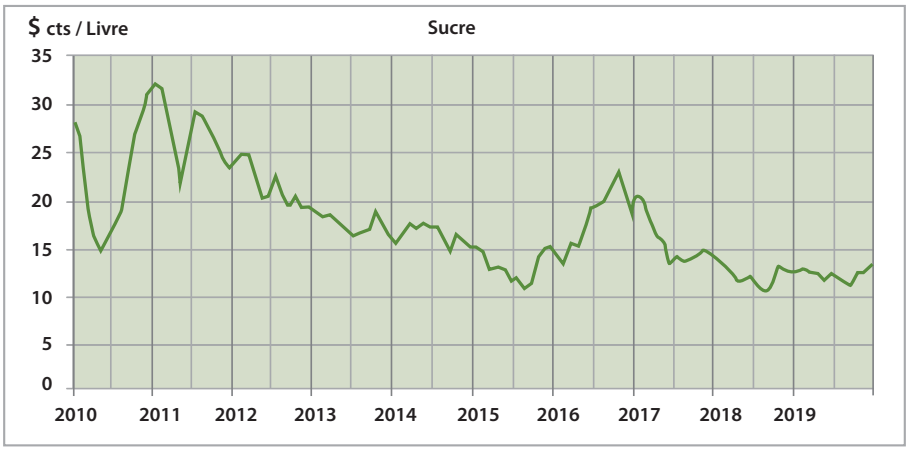


Sources : DGEPF, INSEE

I.2.2 Le sucre

Le cours du sucre s'est inscrit à la hausse, brisant le cycle baissier observé ces dernières années du fait de l'abondance des stocks. Ainsi, la tonne de sucre blanc a légèrement gagné 0,8% à Londres (12,35 cents la livre) et la livre de

sucre roux a augmenté de 3% à New York. Sur l'année, les cours du sucre ont été portés par la monnaie brésilienne (+3% face au dollar), la bonne tenue des cours du pétrole (pics à plus de 70 US$/baril) ainsi que par la consolidation de la demande de l'éthanol au Brésil(+1%), aux USA (3%) et en Europe (4%).

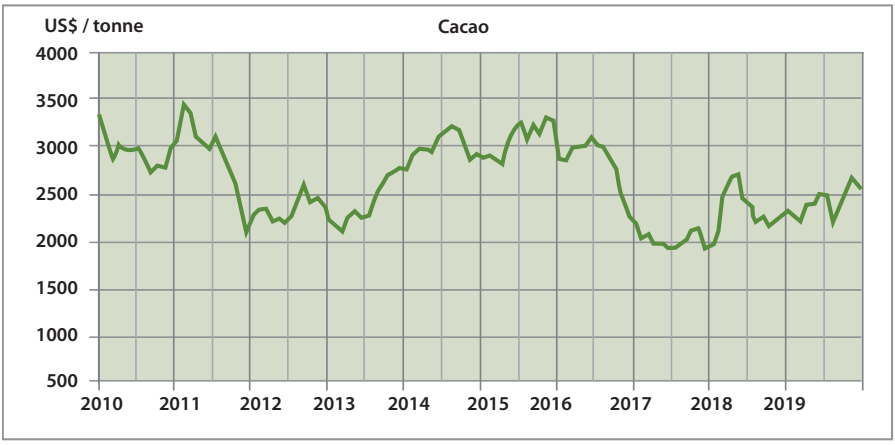


Source : INSEE

I.2.3 Le cacao

Après une expansion des cours favorisée par la faiblesse de la livre sterling, les Les prix du cacao ont gagné plus de 2% à 2284,47 dollars la tonne en moyenne sur l'année aussi bien à Londres qu'à New-York. Cette situation s'explique par la fermeté de la demande mondiale et les conditions météorologiques défavorables, notamment la sécheresse qui a endommagé les cabosses dans les plantations de Côte d'Ivoire (1er producteur mondial).

En effet, l'Organisation internationale du cacao (ICCO) a estimé la production mondiale de fèves de cacao à 4,834 millions de tonnes (Mt). Elle est en hausse de 3,9% par rapport à la campagne précédente (4,651 Mt tonnes). Du côté de la demande, les broyages mondiaux ont progressé de 4,1% à 4,783 Mt, faisant ressortir un déficit sur le marché du cacao estimé à 107 000 tonnes en 2018/2019.

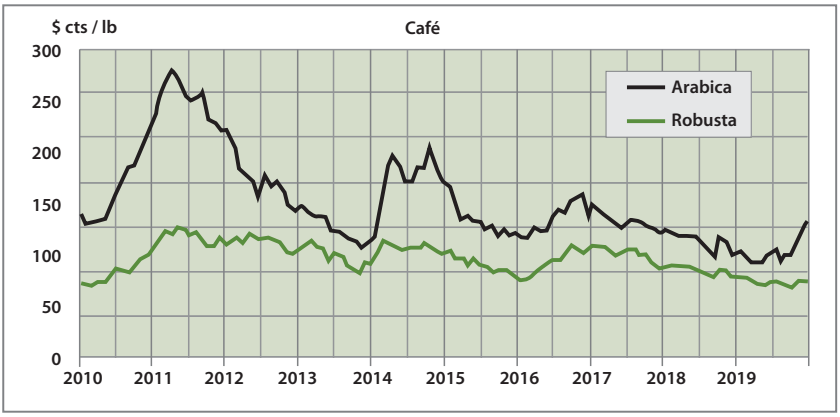


Sources : DGEPF, INSEE

I.2.4 Le café

Le café arabica s'est maintenu grâce à la baisse de récolte au Brésil, frappé par la sécheresse et le découragement des producteurs d'Amérique centrale. Dans ce contexte, la livre d'arabica s'est stabilisée (0,1%) à 137,46 cents la livre sur le marché de New-York.

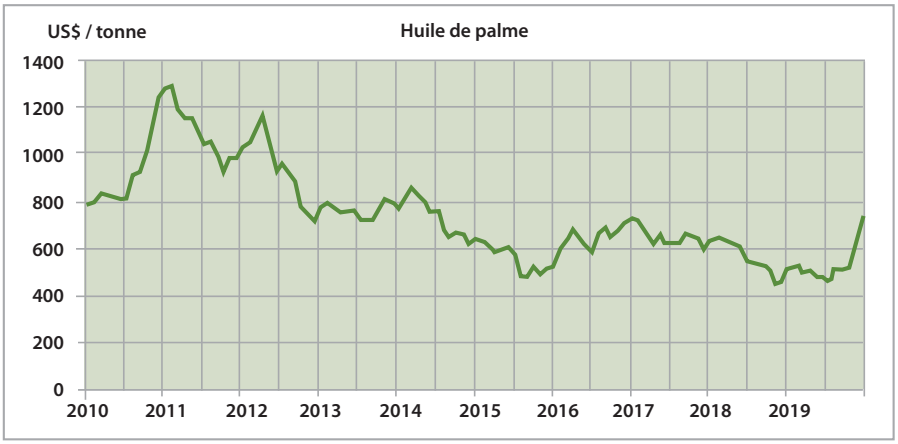
Par contre, à Londres, la tonne de robusta a reculé de plus de 9% sur l'année, soit 79,61 cents la livre, en raison principalement des récoltes abondantes au Brésil, premier producteur mondial, et de la faiblesse de la monnaie de ce pays. Un paradoxe dans un contexte de hausse de la consommation, qui a grimpé de 1,5% en moyenne à 167,9 millions de sacs, selon l'Organisation internationale du café (ICO). Le continent européen représente toujours un tiers de la demande sur la planète.



Sources : DGEPF, INSEE

I.2.5 L'huile de palme

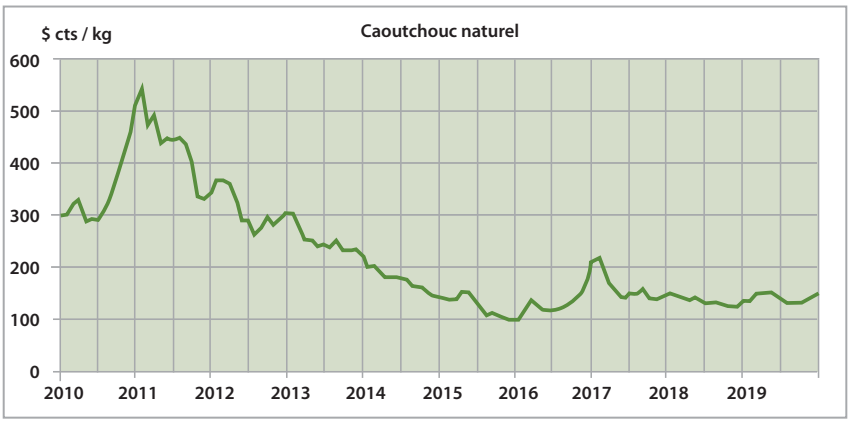
En 2019, les cours de l'huile de palme ont gagné 4%par rapport à l'année précédente. Ce regain est consécutif au tassement progressif des stocks, suite à la forte demande mondiale pour les biocarburants. En effet, le ralentissement des productions et la hausse de la consommation en Inde et en Chine ont entrainé une baisse des stocks. Dans le même temps, l'augmentation des cours du pétrole a favorisé la consommation d'huile de palme pour la production de biodiesel en Indonésie, notamment.



Sources : DGEPF, INSEE

I.2.6 Le caoutchouc naturel

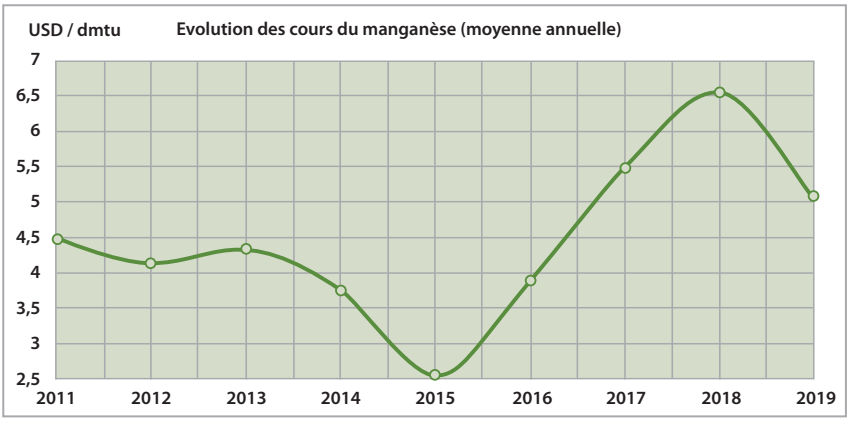
En 2019, les prix du caoutchouc naturel ont progressé de 6% en moyenne annuelle. Cette embellie s'explique par la bonne tenue des cours du pétrole. Par ailleurs, cette évolution tire son origine de l'annonce faite par les trois gros producteurs asiatiques (Thaïlande, Indonésie et Malaisie) d'une réduction de leurs productions annuelles de 800.000 tonnes, causée par une maladie des feuilles de l'hévéa.



Sources : DGEPF, INSEE

I.2.7 Le minerai de manganèse

Les prix du minerai de manganèse se sont détériorés. En moyenne annuelle, ils se sont établis à 5,06 USD/dmtu, en chute de 22,6% par rapport à 2018. Ce déclin s'explique par les stocks élevés de minerai dans les ports chinois.

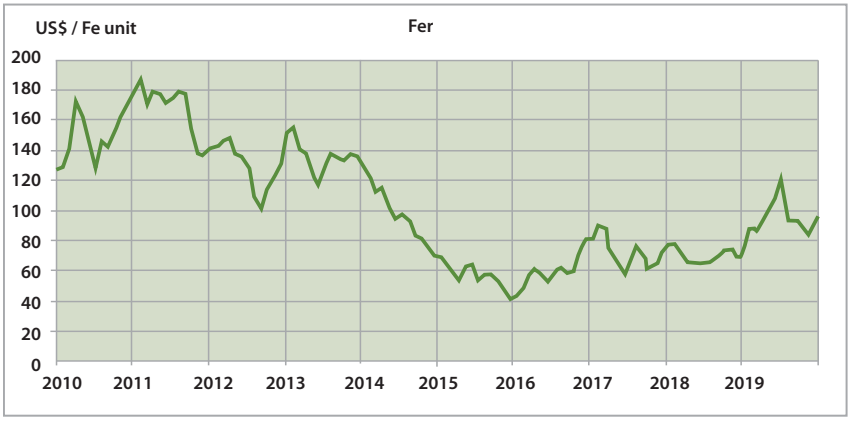


Sources : DGEPF, CRU-Eramet

I.2.8 Le minerai de fer

Les cours du minerai de fer ont augmenté de 33,5% pour s'établir à 93,62 dollars la tonne contre 70,14 dollars en 2018. Cette embellie s'explique par l'effet conjugué de l'effondrement d'un barrage qui a impacté des zones

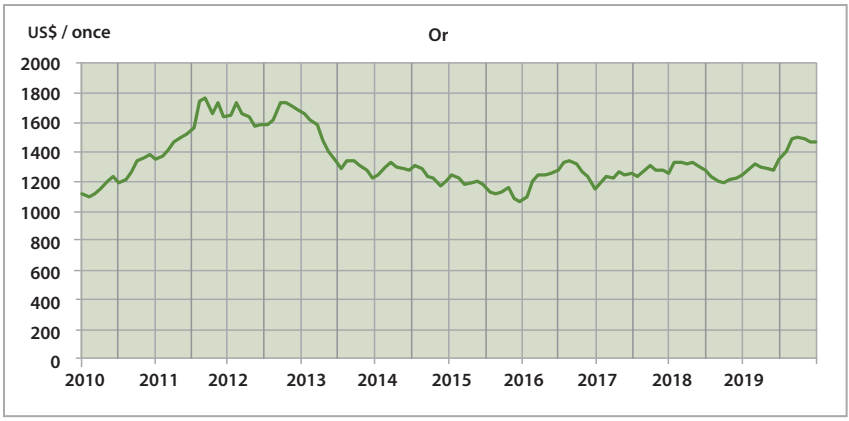
d'extraction au Brésil, des sécheresses en Australie causées par le cyclone tropical et d'une forte augmentation de production d'acier en Chine.



Sources : DGEPF, INSEE

I.2.9 L'or

Le cours de l'or a progressé de 9,6% en moyenne annuelle en 2019, pour s'établir à 1392,17 dollars l'once contre 1269 dollars en 2018. Il aété soutenu par les perspectives de baisse de taux de la FED, le regain de tensions commerciales et la poursuite du ralentissement de l'économie mondiale.



Sources : DGEPF, INSEE

L'activité nationale

2e partie

II.1 EVOLUTIONS SECTORIELLES A FIN DECEMBRE 2019

SECTEURS	2019
Secteur primaire	
Pétrole	↗
Gaz naturel commercialisé	↘
Mines	↗
Exploitation forestière	↗
Agriculture et élevage	
Agriculture maraichère et vivrière	↘
Cacao et café	↗
Huile de palme brute	↗
Caoutchouc naturel	↘
Elevage	↗
Secteur secondaire	
Industries agro-alimentaires, boissons	
Huiles et corps gras	↗
Production sucrière	↘
Boissons gazeuses et alcoolisées	↗
Eau minérale	↗
Industries du bois	
Unités de sciages	↘
Unités de déroulage	↗
Raffinage	↘
Electricité et eau	↗
Autres industries de transformation	
Chimie	↗
Matériaux de construction	↗
Seconde transformation des métaux	↘
Fabrication de batteries pour véhicules	↘
Imprimerie, édition et presse	↘
Industrie minière	↘
Bâtiment et Travaux publics	↗
Secteur tertiaire	
Transports et auxiliaires de transports	
Ferroviaire	↗
Maritime	↘
Activités portuaires	↗
Terrestre	↘
Auxiliaires de transport	↗

Télécommunications	↗
Commerce	
Général structuré	↘
Véhicules neufs	↗
Produits pétroliers	↗
Produits pharmaceutiques	↘
Distribution des ouvrages et périodiques	↗
Services	
Rendus aux particuliers	↗
Immobiliers	↘
Rendus aux entreprises	↘
Réparation mécanique	↘
Parapétroliers	
Hôtellerie et restauration	↗
Hôtellerie	↘
Restauration	↗

Source : DGEPF

II.2 LES PRINCIPAUX PRODUITS D'EXPORTATION

II.2.1 Le pétrole

En 2019, l'activité pétrolière au Gabon a été marquée par l'entrée en application du nouveau code des hydrocarbures. Ainsi, la reprise des investissements à la suite de l'adoption de cette nouvelle loi a permis de dynamiser le secteur.

La production

Après de nombreuses années consécutives de déclin, l'industrie pétrolière s'est caractérisée par un raffermissement de l'activité durant l'exercice 2019. Ainsi, la production nationale est passée de 9,647 millions de tonnes métriques en 2018 à 10,901 millions de tonnes en 2019, soit une progression de 13%. Cette performance a été atteinte grâce à la mise en exploitation du champ Simba, par Perenco, et la poursuite des travaux d'amélioration des rendements des champs matures et ce, malgré le contexte de limitation de l'offre sur le marché décidée par l'OPEP et ses partenaires.

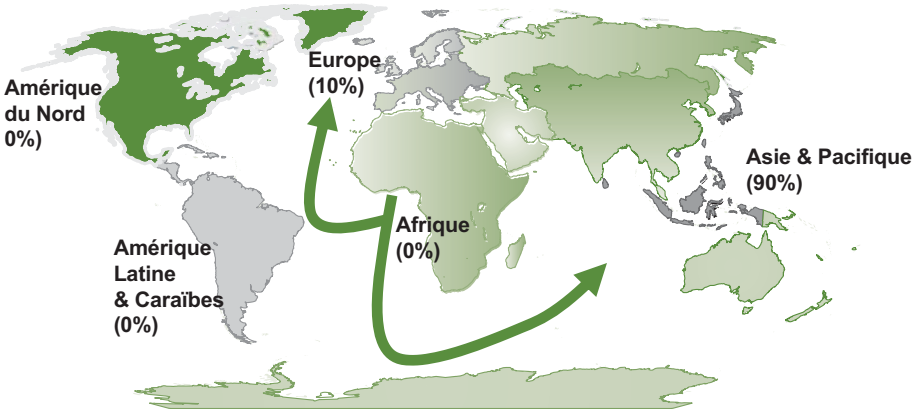
Evolution de l'activité pétrolière

	2017	2018	2019	19/18
Production (en millions de tonnes)	10,503	9,647	10,901	13,0%
Production (en millions de barils)	76,674	70,423	79,576	13,0%
Exportation (en millions de tonnes)	9,440	8,706	10,553	21,2%

Source : Enquête TBE

Les exportations

Les exportations se sont accrues d'environ 21% à 10,553 millions de barils contre 8,706 millions de barils un an plus tôt. Elles ont bénéficié de la contraction des livraisons à la Sogara pour des arriérés de paiement. L'Asie reste la principale destination du brut gabonais avec 90% de parts, le reste étant absorbé par l'Europe (10%).



Les prix

Dans le contexte de guerre commerciale sino-américaine et d'offre mondiale de pétrole brut excédentaire, consécutivementau record de production américaine de schiste, le prix moyen du Brent s'est situé à 64,305 dollars le baril, en baisse de 9,2% par rapport à 2018. De même, le prix moyen des bruts gabonais s'est déprécié de 8,1% à 63,81 dollars le baril. Cependant, la poursuite de l'accord de diminution de l'offre sur le marché mondial de l'or noir entre l'OPEP et ses partenaires, ainsi que les tensions géopolitiques (Iran, Lybie, Venezuela, Irak) ont permis d'amortir cette baisse.

En revanche, le taux de change moyen du FCFA par rapport au dollar s'est amélioré de 5,4% comparativement à 2018 pour s'établir à 585,973 FCFA pour 1 dollar US.

Evolution des prix et du taux de change

	2017	2018	2019	19/18
Prix moyen annuel de Brent (USD/baril)	54,27	70,79	64,305	-9,2%
Prix moyen du brut gabonais (USD/baril)	52,54	69,42	63,81	-8,1%
Taux de change moyen (FCFA/USD)	582,075	555,733	585,973	5,4%

Source : Enquête TBE

II.2.2 Le gaz naturel commercialisé

La production de gaz naturel commercialisé a baissé de 18,6% pour se situer à 416,5 millions de mètres cubes (m^3) en 2019. La faiblesse de la demande nationale, notamment celle des centrales électriques de la SEEG et de Sogara,

explique cette diminution de la production. De même, le prix de vente moyen s'est déprécié de 2,5% pour se situer à 0,1075 dollar le m^3.

Evolution de l'activité de gaz naturel commercialisé

	2017	2018	2019	19/18
Production (en millions de m^3)	491,2	511,4	416,5	-18,6%
Prix de vente moyen national (USD/ m^3)	0,1221	0,1103	0,1075	-2,5%

Source : Enquête TBE

II.2.3 Le manganèse

Le secteur des mines a évolué dans un environnement caractérisé par la croissance de la production mondiale d'acier au carbone de 3,6%, atteignant un niveau record de 1867 millions de tonnes. Cette évolution a été soutenue par une forte demande en Chine (+8,3%) tirée par les marchés de la construction et des infrastructures.

La croissance de la demande et le maintien d'un cours avantageux sur une partie de l'année ont favorisé une hausse de la production de minerais, conduisant à un rapport offre/demande légèrement excédentaire. En conséquence, les stocks de minerai dans les ports chinois se sont élevés à 4,7 millions de tonnes (Mt) à fin 2019, en hausse de 1,6 Mt par rapport à fin 2018.

La production nationale

Dans ce contexte, l'industrie minière nationale a été très dynamique en 2019 au regard des records de production enregistrés par deux des trois opérateurs (Comilog et Nouvelle Gabon Mining). Ainsi, la production de minerai et d'agglomérés a atteint 7,3 millions de tonnes, soit une progression de 25,4% par rapport à 2018. Cette embellie est liée aux améliorations opérationnelles sur les sites miniers, suite à l'utilisation d'un nouveau procédé de traitement à sec du minerai, et au renforcement des capacités de production du gisement de Biniomi, près de Franceville.

Les exportations et les ventes

Les exportations ont fait un bond de 17% à 6,1 millions de tonnes contre 5,2 millions de tonnes en 2018. Cela s'explique par la fermeté du carnet des commandes (Chine notamment). Les ventes ont également augmenté de 14,7%.

Cependant, le chiffre d'affaires consolidé du secteur mines a reculé de 6,3% à 739,2 milliards de FCFA, en raison de la baisse des prix du minerai de manganèse. En effet, les prix ont subi un repli, pour finir à 2,59 USD/dmtu en

décembre, en raison de l'augmentation des stocks de minerai dans les ports chinois. Le prix moyen a été de 5,06 USD/dmtu en 2019, en chute de 22,6% par rapport à 2018 (6,54 USD/dmtu).

Evolution de l'activité minière

	2017	2018	2019	19/18
Production (milliers de tonnes)	4 904 895	5 846 658	7 330 208	25,4%
Exportations (milliers de tonnes)	5 061 507	5 246 513	6 138 435	17,0%
Ventes (milliers de tonnes)	5 055 881	5 352 567	6 138 435	14,7%
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	662 616	788 527	739 205	-6,3%
P.V. moyen (en FCFA/tonnes)	131 058	147 317	120 422	-18,3%
Investissements (millions de FCFA)	17 781	97 742	146 885	50,3%
Masse salariale (millions de FCFA)	50 919	47 308	48 604	2,7%
Effectifs (nombre d'agents)	1 934	2 058	2 005	-2,6%

Source : Enquête TBE

Les investissements, les effectifs et la masse salariale

Les investissements ont considérablement augmenté (+50,3%), passant de 97,7 milliards de FCFA en 2018 à 146,9 milliards de FCFA en 2019. Ceux-ci ont concerné les travaux préparatoires de la mine (plateaux d'Okouma et de Bagombé) et les travaux d'aménagement et d'installation des usines du site de Lebaye à Okondja en vue de son entrée en production.

S'agissant de l'emploi, les effectifs ont baissé de 2,6% à 2 005 employés permanents représentant une masse salariale de 48,6 milliards de FCFA.

II.3 L'EXPLOITATION FORESTIERE

En 2019, les performances de l'exploitation forestière ont été globalement bonnes. En effet, la production de grumes a augmenté de 5,2% à 2,1 millions de mètres cubes (m^3) sur la période d'analyse. Cette embellie est consécutive à la fermeté de la demande, notamment de la zone économique spéciale de Nkok et à l'exploitation de nouvelles surfaces forestières et ce, malgré l'arrêt temporaire de l'exploitation de certaines concessions forestières, en lien avec le scandale du Kevazingo. L'augmentation du volume global de production provient de la hausse des coupes de grumes d'okoumé (+11%) alors que la production de bois divers recule de 2,8%).

Parallèlement, les ventes de grumes aux industries locales ne disposant pas de permis forestiers ou d'essences appropriées ont atteint un volume de 932 972 m^3, en hausse de 5,7%, traduisant une hausse de la demande en bois brut par les industriels. De même, le prix du mètre cube (m^3) a été revalorisé sur le marché local compte tenu de l'augmentation des coûts de production.

Evolution de l'activité de l'exploitation forestière

	2017	2018	2019	19/18
Production forestière (m^3)	1 756 975	2 034 390	2 139 802	5,2%
Okoumé	*1 107 788*	*1 178 159*	*1 307 590*	*11,0%*
Bois divers	*649 186*	*856 230*	*832 212*	*-2,8%*
Ventes aux industries locales (m^3)	674 745	882 838	932 972	5,7%
Okoumé	*513 803*	*709 580*	*775 811*	*9,3%*
Bois divers	*160 942*	*173 258*	*157 161*	*-9,3%*

Source : Enquête TBE

II.4 L'AGRICULTURE, l'ELEVAGE ET LA PECHE

II.4.1 L'agriculture

II.4.1.1 Les cultures maraichères

L'activité de production de cultures maraichères et vivrières présente des résultats contrastés. En effet, la production maraichère a reculé de 10,2%, passant de 913 tonnes en 2018 à 820 tonnes en 2019. La maladie « tutaabsoluta » qui a fortement impacté la production des tomates est la cause majeure de cette baisse. En revanche, bien que les volumes produits demeurent encore faibles par rapport à la demande, les produits vivriers ont connu un accroissement de 9,6% à 547 tonnes du fait de l'implémentation de nouvelles techniques culturales.

Dans ce contexte, le chiffre d'affaires s'est amélioré de 13% pour se situer à 957 millions de FCFA, tiré par la bonne tenue des ventes des produits vivriers (+21%).

Les investissements réalisés ont concerné l'agrandissement des surfaces cultivées et le renouvellement de certains équipements.

Les effectifs ont augmenté de 6,3% à 67 employés pour une masse salariale de 15 millions (-6,3%). L'activité utilise une importante main-d'œuvre saisonnière qui a fortement diminué en 2019 (-37%).

Evolution de l'activité agricole maraichère et vivrière

	2017	2018	2019	19/18
Productions	**916**	**1 412**	**1 367**	**-3,2%**
Maraîchère (en tonnes)	404	913	820	-10,2%
Vivrière (en tonnes)	512	499	547	9,6%
Chiffre d'affaires (millions de FCFA)	**806**	**847**	**957**	**13,0%**
Maraicher	586	558	607	8,8%
Vivrier	220	289	350	21,1%
Investissements (millions de FCFA)	58	26	5	-80,8%
Effectifs	80	63	67	6,3%
Masse salariale (millions de FCFA)	15	16	15	-6,3%

Source : Enquête TBE

II.4.1.2 Les cultures de rente

II.4.1.2.1 La cacao-culture

Au terme de la campagne 2018/2019, on a enregistré une hausse de près de 21% des achats de fèves de cacao à 79 tonnes contre 64,5 tonnes une année auparavant, grâce à la disponibilité du fonds dédié aux achats de la Caistab. Les exportations ont chuté de 58,2% à 25 tonnes, alors que le marchélocal a absorbé les 2/3 (50,2 tonnes) des achats auprès des planteurs.

Dans ce contexte, le chiffre d'affaires a diminué de 7,1%, soit une valeur de 64,3 millions de FCFA contre 69,2 millions lors de la campagne précédente.

Evolution de l'activité cacao

	2016/2017	2017/2018	2018/2019	19/18
Achats (en tonnes)	94,8	65,4	79,1	20,9%
Ventes locales (en tonnes)	4,8	3,0	50,2	1573,3%
Exportations (en tonnes)	100,4	60	25,1	-58,2%
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	109,5	69,2	64,3	-7,1%

Source : Enquête TBE

II.4.1.2.2 La caféiculture

Bien que les volumes en jeux restent encore faibles, l'activité de la caféiculture a retrouvé, en 2019, une tendance haussière après plusieurs baisses successives. Les achats ont augmenté de 46,3% à 30 tonnes contre 20,5 tonnes en 2018. Le recepage à blanc de certaines plantations, l'amélioration du rendement des plantations réhabilitées et la mobilisation des fonds alloués par l'Etat expliquent ce résultat. On note tout de même un effondrement des ventes locales de 86,6%. En effet, en valeur, le chiffre d'affaires a baissé de près de 25%, soit 18 millions contre 24 millions en 2018.

Evolution de l'activité café

	2017	2018	2019	19/18
Achats (en tonnes)	22,1	20,5	30,0	46,3%
Ventes locales (en tonnes)	13,6	30,0	4,0	-86,6%
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	12,4	24,0	18,0	-24,9%

Source : Enquête TBE

II.4.1.2.3 L'huile de palme

La filière de l'huile de palme brute a poursuivi le renforcement de ses performances agro-industrielles entamé depuis plus de trois ans. Cette embellie est expliquée par l'amélioration continue des rendements des plantations d'Awala et de Mouila. Ainsi, l'exploitation des plantations a permis de récolter 239 326 tonnes contre 143 252 tonnes l'année précédente, soit une augmentation de 67,1%. Dans le même temps, la transformation des régimes a permis de produire 55 218 tonnes d'huile de palme rouge, en hausse de 68,1% sur la période d'étude, en raison de la montée en puissance des usines récemment installées.

Par ailleurs, la trituration de noix de palme a engendré une production de 2 517 tonnes d'huile palmiste, en augmentation de 57%.

Sur le plan commercial, les volumes vendus d'huile brute, majoritairement orientés vers le marché extérieur, se sont établis à 34 930 tonnes en 2019, générant ainsi un chiffre d'affaires de près de 13,0 milliards de FCFA.

Les investissements ont augmenté de 13,5% pour se situer à 59,7 milliards de FCFA, en raison des travaux d'installation de l'usine de Mouila et des autres équipements pour les plantations.

Au niveau de l'emploi, les effectifs ont régressé d'environ 40% à 8 022 agents, pour une masse salariale de 16,37 milliards de FCFA.

Evolution de l'activité de l'huile de palme

	2017	2018	2019	19/18
Production (en tonnes)				
1. Régime de palme	138 673	143 252	239 326	67,1%
2. Huile brute	22 385	32 854	55 218	68,1%
3. Huile palmiste	1 246	1 603	2 517	57,0%
Exportations huile brute (en tonnes)	-	20 321	37 266	83,4%
1. Huile brute	-	18 887	34 930	84,9%
2. Huile palmiste		1 434	2 336	62,9%
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	-	8 235	12 999	57,9%
Investissements	52 249	52 627	59 739	13,5%
Effectifs	10 841	13 320	8 022	-39,8%
Masse salariale (millions de FCFA)	13 672	20 009	16 374	-18,2%

Source : Enquête TBE

II.4.1.2.4 L'hévéaculture

La branche de l'hévéaculture a enregistré, une nouvelle fois, des contreperformances à fin 2019. En effet, malgré l'entrée en exploitation des plantations d'hévéas de Bitam réalisées par le groupe Olam, la production consolidée de caoutchouc humide a baissé de 14,1% à 20 578 tonnes. Cette évolution s'explique par le vieillissement des plantations de SIAT et la diminution du personnel affecté à la saignée. En conséquence, la production de granulé a chuté de 28,9% à 9 396 tonnes.

De même, les exportations se sont repliées en raison des difficultés d'évacuation de la production.En conséquence, le chiffre d'affaires s'est contracté de 11,2% à 8,4 milliards de FCFA, sous l'effet de la baisse des quantités vendues et des cours mondiaux du caoutchouc naturels.

Les investissements réalisés à hauteur de 17,8 milliards de FCFA ont concerné l'acquisition des machines agricoles, des produits agricoles biologiques et la construction des bâtiments.

Evolution de l'activité du caoutchouc

	2017	2018	2019	19/18
Production industrielle (en tonnes)				
Caoutchouc humide (fonds de tasse)	26 233	23 952	20 578	-14,1%
Caoutchouc usiné (granulé de 50 kg)	14 191	13 207	9 396	-28,9%
Exportations de caoutchouc usiné	14 287	13 207	9 396	-28,9%
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	14 593	9 491	8 430	-11,2%
Investissements (millions de FCFA)	4 080	18 577	17 876	-3,8%
Effectifs	1 421	1 250	1 140	-8,8%
Masse salariale (en millions)	5 748	5 823	5 319	-8,7%

Source : Enquête TBE

II.4.2 L'élevage

A fin 2019, l'activité de l'élevage s'est relativement bien portée. En effet, hormis le cheptel bovin qui a baissé de 1,6% à 6 285 bêtes (mortalité et nombreuses bêtes mises à l'abattage et aux ventes sur pied), les poules et les œufs sont en progressions respectives de 10% et 3,3%.

Sur le plan commercial, le secteur a vu son chiffre d'affaires consolidé s'apprécier de 83,5% à 868 millions de FCFA, corrélativement à l'expansion des ventes de viande bovine et de la bonne tenue des autres produits.

Evolution de l'élevage bovin

	2017	2018	2019	19/18
Cheptel				
Bœufs (nombre)	5 832	6 387	6 285	-1,6%
Poules pondeuses (nombre)	7 600	6 009	6 612	10,0%
Œufs (en millions d'unités)	2,97	3,03	3,13	3,3%
Ventes de viande (en kg)	68 450	23 431	51 110	118,1%
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	658	473	868	83,5%

Source : Enquête TBE

II.5 LES INDUSTRIES

II.5.1. Les Agro-industries

Les industries agroalimentaires sont composées des filières de la minoterie et aviculture, des huiles et corps gras, de la raffinerie de sucre, des bières et boissons gazeuses, ainsi que de l'eau minérale. En 2019, la branche des industries agroalimentaires a connu une hausse du chiffre d'affaires de 2,1% à 249,5 milliards de FCFA.

Evolution de l'activité consolidée des agro-industries

	2017	2018	2019	19/18
Chiffre d'affaires (millions de FCFA)	230 045	244 315	249 501	2,1%
Investissements	19 816	21 206	4 873	-77,0%
Effectifs (nombre d'agents)	1 756	1 765	1 631	-7,6%
Masse salariale (en million de FCFA)	22 144	23 868	24 744	3,7%

Source : Enquête TBE

II.5.1.1 Les huiles et corps gras

La filière des huiles et corps gras a enregistré des résultats globalement satisfaisants. En effet, suite à l'amélioration de l'approvisionnement des usines en huile brute, la production s'est renforcée de 2% pour s'établir à 24 071 tonnes, portée par la bonne tenue de l'huile raffinée (+10,3%) et ce, malgré la régression de la production de savon (-18,1%).

Sur le plan commercial, les ventes des produits élaborés ont généré un chiffre d'affaires de 16,05 milliards de FCFA, en hausse de 3,8% comparativement à l'année précédente, suite au dynamisme des exportations de stéarine et d'acides gras.

Evolution de l'activité des huiles et corps gras

	2017	2018	2019	19/18
Production (en tonnes)	**11 785**	**23 587**	**24 071**	**2,0%**
Huile raffinée (oléine)	7 658	12 174	13 427	10,3%
Savons	3 541	5 670	4 644	-18,1%
Autres produits (stéarine, acides gras)	585	5 744	6 000	4,5%
Ventes (en tonnes)	**11 200**	**18 189**	**17 854**	**-1,8%**
Huile raffinée	7 658	12 779	13 088	2,4%
Savons	3 541	5 410	4 766	-11,9%
Exportations (Stéarine et acides gras)	30	403	1 621	302,5%
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	**9 846**	**15 459**	**16 051**	**3,8%**
Investissements (millions de FCFA)	3 373	2 941	2 907	-1,2%
Effectifs	238	220	193	-12,3%
Masse salariale (millions de FCFA)	977	331	394	19,0%

Source: Enquête TBE

II.5.1.2 La production sucrière

Les résultats de la raffinerie de sucre ont été contrastés en 2019. En effet, elle a enregistré des performances exceptionnelles sur le plan agronomique, avec une production de granulés de 50 kg en augmentation de 31%à 26400 tonnes, en raison des bonnes conditions climatiques.

Par contre au plan industriel, la quantité de sucre transformé a légèrement reculé de 0,3%. Cette évolution est imputable à l'arrêt de l'outil de production en cours d'année, afin de désengorger les magasins de stockage des produits. Concomitamment, le déficit de l'offre local a contraint l'entreprise à importer 6 708 tonnes de sucre en morceaux pour la satisfaction de la demande domestique.

Sur le plan commercial, malgré la baisse de 1,8% des ventes en volume (31 551 tonnes en 2019) consécutivement aux difficultés logistiques rencontrées aux mois d'avril et d'octobre, le relèvement des prix du sucre de 65 FCFA en début d'année a induit un accroissement du chiffre d'affaires de 7,8% à 21,3 milliards de FCFA.

L'augmentation des effectifs de 6,2% a occasionné une hausse de la masse salariale de 8,3% par rapport à 2018.

Evolution de l'activité sucrière

	2017	2018	2019	19/18
Production (en tonnes)	24 376	20 158	26 400	31,0%
Importations (en tonnes)	6 746		6 708	-
Total sucre transformé	20 173	20 545	20 476	-0,3%
Sucre (en morceaux)	*11 704*	*11 074*	*11 119*	*0,4%*
Autres (dose, granulé 1kg)	*8 469*	*9 471*	*9 357*	*-1,2%*
Ventes (en tonnes)	31 244	32 125	31 551	-1,8%
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	19 244	19 805	21 350	7,8%
Effectifs (nombre d'agents)	288	273	290	6,2%
Masse salariale (en million de FCFA)	4 161	5 410	5 860	8,3%

Source : Enquête TBE

II.5.1.3 Les boissons

II.5.1.3.1 Les bières et les boissons gazeuses

En 2019, la branche des boissons gazeuses et alcoolisées a consolidé ses performances. En effet, la production totale a progressé de 3,1%, pour s'établir à 2,8 millions d'hectolitres, tirée par la bonne tenue des boissons gazeuses (+5%) et des bières (+2%). Corrélativement, le chiffre d'affaires a progressé de 1,4% à 164,8 milliards de FCFA au cours de la période sous-revue.

Les effectifs ont également été renforcés de 2,1% à 1 065 agents, pour une masse salariale de 15,3 milliards de FCFA, soit une hausse de 3,1% par rapport à l'année précédente.

Evolution de l'activité des boissons gazeuses et alcoolisées

	2017	2018	2019	19/18
Productions (en hectolitres)	2 854 699	2 736 242	2 821 928	3,1%
Bières	1 606 424	1 677 255	1 711 257	2,0%
Boissons gazeuses	953 348	973 200	1 022 150	5,0%
Vins	44 713	42 767	43 794	2,4%
Divers	250 213	43 019	44 727	4,0%
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	155 298	162 503	164 804	1,4%
Masse salariale (en millions de FCFA)	13 624	14 832	15 285	3,1%
Effectifs (nombre d'agents)	1 014	1 043	1 065	2,1%

Source : Enquête TBE

II.5.1.3.2 L'eau minérale

La production de l'eau minérale s'est établie à environ 1,1 million d'hectolitres, en amélioration de 1,1% par rapport à 2018. Cette performance a été réalisée grâce au dynamisme des gammes Akewa et Origen, en liaison avec la forte demande locale. Cependant, on note une baisse de production de la marque Andza (-3,1%) qui a été pénalisée par les difficultés d'évacuation des produits vers les principaux centres de consommation. Dans ce contexte, le chiffre d'affaires global a augmenté de 3,4% pour se situer à 16 milliards de FCFA.

Evolution de l'activité de l'eau minérale

	2017	2018	2019	19/18
Production d'eau (en hectolitres)	894 274	1 070 315	1 082 479	1,1%
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	14 970	15 792	16 329	3,4%
Effectifs	73	83	83	0,0%
Masse salariale (en millions de FCFA)	873	1010	839	-16,9%

Source: Enquête TBE.

II.5.2 Les Industries du Bois

La filière bois comprend trois (3) niveaux de transformation, à savoir :

- 1er niveau : sciage et déroulage ;
- 2ème niveau : moulures, profilés et parquets ;
- 3ème niveau : menuiserie et ébénisterie.

En 2019, les industries de transformation du bois ont globalement enregistré d'assez bons résultats sur les plans industriel et commercial. La production s'est élevée à 1 134 109 m^3, en amélioration de 1,3% par rapport à l'année précédente. Ce résultat a été réalisé grâce au dynamisme des usines implantées dans la ZERP de Nkok. Néanmoins, ces performances ont été amoindries par la crise du Kevazingo qui a entrainé des baisses d'activité dans les industries avec des difficultés d'approvisionnement en grumes et de commercialisation sur plusieurs mois.

Sur le plan commercial, les ventes à l'export se sont accrues de 6,6% à 941 359 m^3, soutenues par la fermeté de la demande asiatique de bois sciés. En revanche, les ventes domestiques ont chuté de près de 19% pour s'établir à 92 838 m^3, suite à la contraction de la commande locale.

Evolution de l'activité des industries de bois

en mètres cubes	2017	2018	2019	19/18
Production	836 267	1 119 547	1 134 109	1,3%
Ventes locales	65 383	114 123	92 838	-18,7%
Exportations	672 534	883 247	941 359	6,6%
Chiffre d'affaires (millions de FCFA)	184 434	242 648	269 170	10,9%
Valeur ajoutée (millions de FCFA)	78 300	65 423	50 365	-23,0%
Investissement (millions de FCFA)	58 118	81 977	50 685	-38,2%
Masse salariale (millions de FCFA)	42 660	48 012	49 802	3,7%
Effectifs (agents permanents)	10 122	11 749	11 468	-2,4%

Sources : Enquête TBE

Les unités de déroulage

Le segment du déroulage comprend la transformation de bois en placages et en contreplaqués à base d'Okoumé, essentiellement. Le renforcement des capacités de production a continué à dynamiser cette branche.

Le placage

En 2019, les unités de fabrication des placages ont de nouveau affermi leurs activités, grâce au dynamisme des industries installées dans la ZERP de Nkok. De ce fait, la production a augmenté de 12,4% à 434 604 m^3. Les exportations ont suivi la même tendance et ont fortement progressé (+32,9%) à 393 660 m3, en lien avec la fermeté du carnet de commandes pour les panneaux de construction, des caisses en bois, des meubles, des parquets contrecollés et des granulés de bois.

Par contre, les ventes locales ont chuté de 36,6% pour se situer à 19 380 m3, consécutivement à la contraction de la demande locale du bois de placage.

Dans ces conditions, le chiffre d'affaires s'est apprécié de 34,3% à environ 117,6 milliards de FCFA. Les investissements se sont élevés à 23,8 milliards de FCFA, en hausse de 2,2% en glissement annuel.

Les effectifs se sont renforcés de 39,3% à 3 175 agents, tandis que la masse salariale a progressé de 8,2% à 9,6 milliards de FCFA.

Evolution de l'activité des industries de placage

en mètres cubes	2017	2018	2019	19/18
Production	274 440	386 757	434 604	12,4%
Ventes locales	24 384	30 564	19 380	-36,6%
Exportations	198 823	296 307	393 660	32,9%
Chiffre d'affaires (millions de FCFA)	50 847	87 554	117 560	34,3%
Valeur ajoutée (millions de FCFA)	12 673	10 002	3 146	-68,5%
Investissement (millions de FCFA)	17 077	23 242	23 755	2,2%
Masse salariale (millions de FCFA)	6 799	8 913	9 640	8,2%
Effectifs (agents permanents)	1 669	2 280	3 175	39,3%

Source : Enquête TBE

Le contreplaqué

Le segment fabrication de contreplaqués a enregistré des performances notables en 2019. En effet, la production s'est accrue de 13,5%, passant à 42 263 m^3. Cette évolution s'explique par l'approvisionnement régulier des principales unités de transformation.

Sur le plan commercial, les ventes locales et les exportations ont évolué respectivement de 1,9% et 6,8%, pour des volumes de 7 250 m^3 et 32 484 m^3. Les exportations ont tiré profit de la fermeté de la demande asiatique en panneaux de construction pour les chantiers navals et l'habillage de maisons. En conséquence, le chiffre d'affaires a légèrement augmenté (+1,3%).

Evolution de l'activité des unités de contreplaqué

en mètres cubes	2017	2018	2019	19/18
Production	51 129	37 228	42 263	13,5%
Ventes locales	6 914	7 113	7 250	1,9%
Exportations	41 972	30 405	32 484	6,8%
Chiffre d'affaires (millions de FCFA)	17 495	13 266	13 440	1,3%

Source : Enquête TBE

Les unités de sciage

A fin 2019, on note une dégradation des performances industrielles et commerciales de l'activité de sciage. En effet, sur le plan industriel, la

production de bois sciés a reculé de 5,5% à 657 242 m³. Cette situation est imputable aux dysfonctionnements consécutifs au scandale du Kevazingo et à la fermeture temporaire de certaines usines, suite aux difficultés d'approvisionnement en grumes.

Corrélativement, les ventes locales et les exportations ont baissé respectivement de 13,4% et 7,4% pour cause de contraction de la demande nationale et du marché asiatique du bois scié. Le chiffre d'affaires a suivi cette même tendance baissière (-2,6%) pour se situer à 138 milliards de FCFA.

Par ailleurs, les investissements ont chuté de 54,1% à 26,9 milliards de FCFA, en relation avec le ralentissement du rythme de création des unités de production.

En matière d'emploi, les effectifs ont enregistré une baisse de 12,4% pour se situer à 8 293 agents permanents, pour une masse salariale en hausse de 2,7% à 40,2 milliards de FCFA.

Evolution de l'activité des industries de sciage

en mètres cubes	2017	2018	2019	19/18
Production	510 698	695 562	657 242	-5,5%
Ventes locales	34 085	76 446	66 208	-13,4%
Exportations	431 739	556 535	515 215	-7,4%
Chiffre d'affaires (millions de FCFA)	116 092	141 828	138 170	-2,6%
Valeur ajoutée (millions de FCFA)	65 627	55 421	47 219	-14,8%
Investissements (millions de FCFA)	41 041	58 735	26 930	-54,1%
Masse salariale (millions de FCFA)	35 861	39 099	40 162	2,7%
Effectifs (agents permanents)	8 453	9 469	8 293	-12,4%

Source : Enquête TBE

II.5.3 Le raffinage

La Société Gabonaise de Raffinage (unique raffinerie du pays) produit du butane, du gasoil, de l'essence, du kérosène et d'autres produits comme le pétrole lampant et le gaz liquéfié. Sa capacité de raffinage est de 1 200 000 tonnes métriques.

Le brut traité

En 2019, l'activité de la raffinerie de pétrole a poursuivi sa contraction avec un

volume de brut traité qui s'est établi à 667 194 tonnes métriques contre 759 391 tonnes en 2018, soit un recul de 12,1%. Cette baisse est imputable aux arrêts techniques liés à l'obsolescence de l'outil de production et aux difficultés d'approvisionnement en pétrole brut auprès des principaux fournisseurs.

Evolution de l'activité de raffinage

En tonnes métriques	2017	2018	2019	19/18
Total brut traité	794 429	759 391	667 194	-12,1%
Total Importations	254 432	408 157		-100,0%

Source : Enquête TBE

La commercialisation

Sur le plan commercial, la société a dû faire face à la baisse progressive des ventes sur les marchés domestiques et extérieurs, malgré la bonne tenue des ventes de super (+19,6%) et du turbine-fuel (+28,5%). En conséquence, le chiffre d'affaires global s'est élevé à 219,4 milliards FCFA en 2019, soit une baisse de 9,2% comparativement à l'année précédente.

Evolution des ventes de Sogara

	2017	2018	2019	19/18
Marché intérieur				
Butane (TM)	26 592	7 691	6 817	-11,4%
Super (m^3)	31 768	35 029	41 885	19,6%
Pétrole lampant (m^3)	17 501	6 611	4 802	-27,4%
Turbine fuel 1 (m^3)	13 408	33 727	43 333	28,5%
Gasoil moteur (m^3)	268 163	219 697	174 712	-20,5%
Marché Export				
Résidu atmosphérique (RAT)	459 470	412 602	387 953	-6,0%
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	220 215	241 646	219 389	-9,2%
Chiffre d'affaires intérieur	129 606	132 683	120 604	-9,1%
Chiffre d'affaires export	90 609	108 963	98 785	-9,3%

Source : Enquête TBE

Les investissements, les effectifs et la masse salariale

Les investissements ont chuté de 57,5% à environ 1,7 milliard de FCFA, consacrés au renouvellement du matériel de production. A l'inverse, la masse salariale a progressé de 4,7% à 10,9 milliards de FCFA suite à une augmentation de 8,9% des effectifs.

Evolution des autres indicateurs d'activité

en millions de FCFA	2017	2018	2019	19/18
Investissements (millions de FCFA)	13 617	3 894	1 655	-57,5%
Masse salariale (millions de FCFA)	9 845	10 430	10 915	4,7%
Effectifs	313	291	317	8,9%

Source : Enquête TBE

II.5.4 La production et la distribution d'eau et d'électricité

La branche énergie et eau a consolidé ses résultats en 2019, au regard de l'évolution des principaux indicateurs, suite aux travaux d'amélioration de l'outil de production et au renforcement des capacités installées.

Evolution de l'activité du secteur énergie

	2017	2018	2019	19/18
Abonnements (nombre)				
Electricité	345 800	376 403	404 948	7,6%
Eau	186 787	200 692	212 936	6,1%
Production en volume				
Electricité (en millions de kwh)	2 246	2 781	2 840	2,1%
Production SEEG	*1 870*	*1 822*	*1 848*	*1,4%*
Production SP	*376*	*959*	*992*	*3,4%*
Eau (en millions de m^3)	117	117	118	0,9%
Ventes en volume				
Electricité (en millions de kwh)	1 702	2 222	2 222	0,0%
Moyenne tension	*611*	*1127*	*1128*	*0,1%*
Basse tension	*1 091*	*1 095*	*1 094*	*-0,1%*
Eau (en millions de m^3)	62,5	61,7	61,92	0,4%

Source : Enquête TBE

II.5.4.1 L'électricité

L'activité de la branche de l'électricité s'est raffermie en 2019. Ainsi, la production nette d'électricité totale a augmenté de 2,1% à 2 840 Gwh. Cette performance a été atteinte grâce au bon fonctionnement des centrales hydrauliques et thermiques à la suite des travaux de maintenance de l'outil de production, combiné à la bonne tenue du Grand Poubara et des centrales à gaz d'Alénakiri et Port-Gentil.

Dans le même temps, les volumes facturés se sont stabilisés à 2 222 GWh, suite au dysfonctionnement du processus de facturation consécutivement à la réorganisation de la SEEG et ce, malgré la demande croissante des industries installées à Nkok.

II.5.4.2 L'eau

La production de l'eau potable s'est améliorée de 0,9% à 118 millions de m^3 en 2019, en raison de la mise en service de la nouvelle conduite d'eau à Libreville. Parallèlement, les ventes hors cession ont faiblement progressé (+0,4%) à 61,9 millions de m^3. Néanmoins, le déficit à combler reste important, privant une partie de la population de l'accès à ce produit.

II.5.4.3 Les résultats consolidés

Le chiffre d'affaires global du secteur énergie a progressé de 2,6% à 233 milliards de FCFA, soutenu, entre autres, par la hausse des prix moyens du kWh et du m^3. Corrélativement, la valeur ajoutée s'est appréciée de 5,1% au cours de la période sous-revue.

Dans le même temps, les investissements réalisés en 2019 se sont chiffrés à près de 22,9 milliards de FCFA dans le tableau ci-dessous et ont concerné, entre autres, la mise en place d'une station de pompage, d'une station de traitement d'eau, des canalisations et l'installation du circuit électrique à Cim-Gabon.

Les effectifs ont légèrement baissé (-0,7%) à 2 066 agents, en lien avec les départs à la retraite. La masse salariale a progressé par contre de 8,3% suite au changement de statut (passage en CDI)de certains agents qui étaient en CDD.

Evolution des autres indicateurs consolidés du secteur énergie

	2017	2018	2019	19/18
Chiffre d'affaires total (milliards de FCFA)	219,2	227,4	233,4	2,6%
Electricité	165,2	176,6	180,57	2,2%
Eau	23,5	23,7	24,19	2,1%
Autres (SP)	23,9	27,1	28,64	5,7%
Valeur ajoutée (en milliards de FCFA)	64,4	64,7	68,0	5,1%
Investissements (en milliards de FCFA)	13,8	9,4	22,9	143,6%
Masse salariale (en milliards de FCFA)	32,7	35,9	38,9	8,4%
Effectifs (agents permanents)	1 972	2 081	2 066	-0,7%

Source : Enquête TBE

II.5.5 Les autres industries de transformation

Les autres industries de transformation regroupent les activités de la chimie, des matériaux de construction, la seconde transformation des métaux, la fabrication des batteries automobiles, l'industrie minière, ainsi l'imprimerie et la presse.

II.5.5.1 La chimie

La chimie comprend les sous-branches gaz industriels, fabrication de matelas, désinfectants et papier à base d'ouate de cellulose.

En 2019, l'activité des industries chimiques s'est améliorée sous l'effet de la bonne tenue du carnet de commandes dans les industries pétrolière, minière et les BTP. Par ailleurs, le début des exportations de peintures, notamment dans la sous-région CEMAC, a permis de dynamiser l'activité. On relève également la bonne tenue des produits locaux à base d'ouate de cellulose par rapport aux produits importés.

Sur le plan commercial, les ventes des produits chimiques ont généré une hausse de chiffre d'affaires de 8,7% à 12,3 milliards de FCFA. Les effectifs ont légèrement baissé (-1,4%) pour une masse salariale de 1,7 milliard de FCFA.

Dans le même temps, les investissements ont presque doublé à 945 millions de FCFA et ont été orientés vers l'entretien des bâtiments et l'achat de nouveaux équipements, en vue de l'amélioration de la productivité.

Evolution de l'activité des industries chimiques

	2017	2018	2019	19/18
Productions				
- Peintures (tonnes)	3 667	3 321	3 351	1,0%
- Gaz industriels (m^3)	701 080	486 519	580 030	19,2%
Chiffre d'affaires (millions de FCFA)	16 856	11 306	12 287	8,7%
Investissements (millions de FCFA)	39	480	945	96,9%
Masse salariale (millions de FCFA)	2 627	1 643	1 679	2,2%
Effectifs (nombre d'agents)	281	209	206	-1,4%

Source : Enquête TBE

Les peintures

En 2019, l'activité de la branche des peintures a affiché des résultats en légère hausse. En effet, la production a augmenté de 1,0% pour s'établir à 3 351 tonnes, en lien avec la relance des commandes des principaux clients industriels (BTP, sociétés pétrolières et minières).

Les gaz industriels

La production consolidée des gaz industriels a progressé de 19,2% pour se situer à 580 030 m^3, suite à un accroissement des commandes du secteur minier et carrières en oxygène et en azote liquide, ainsi qu'à la relance du secteur des BTP. Cette augmentation de la demande des opérateurs miniers a d'ailleurs induit l'installation d'une unité de production de gaz à Moanda.

II.5.5.2 Les matériaux de construction

Les matériaux de construction sont constitués de la production du ciment, de gravier et de l'extraction de sable. La branche matériaux de construction a connu un frémissement de son activité en 2019.

La branche de fabrication de ciment a été marquée par une augmentation de 9,2% de la production pour se situer à 531 434 tonnes. Ce résultat a pu être réalisé grâce à une meilleure exploitation des équipements de production, mais aussi la reprise des activités de l'usine de CimGabon. Cette hausse de la production s'est accompagnée d'une augmentation de 9,2% des importations de clinker.

Dans le même temps, la sous-branche de concassage (gravier) a suivi la même tendance, avec une production de gravier qui a progressé de 19,3% à 49 928

tonnes contre 41 837 tonnes en 2018. Cette amélioration est corrélée à la fermeté du carnet des commandes (BTP, logements sociaux, auto-construction, etc.).

Par ailleurs, pour des besoins de secteurs d'activités spécifiques, des importations de certains types de ciment non fabriqués localement ont eu lieu sur le marché, pour une valeur de 3,83 milliards de FCFA, correspondant à 49 434 tonnes contre 9 210 tonnes en 2018. Il s'agit notamment de ciments hydrauliques, de ciments portlands et de ciment mortier et béton.

Sur le plan commercial, les ventes de ciment et gravier ont induit une hausse de 10,1% du chiffre d'affaires à plus de 40 milliards de FCFA.

Les investissements ont très fortement augmenté pour se situer à 8,1 milliards de FCFA, orientés vers l'expansion et l'amélioration de l'outil de production, notamment l'installation d'un nouveau broyeur dans l'usine de Cimaf.

Evolution des matériaux de construction

(En tonnes)	2017	2018	2019	19/18
Importations de clinker	328 395	381 632	454 799	19,2%
Production de ciment	341 352	486 774	531 434	9,2%
Production de gravier	30 000	41 837	49 928	19,3%
Chiffre d'affaires (millions de FCFA)	30 205	36 654	40 355	10,1%
Investissements (millions de FCFA)	327	1 925	8 127	322,2%
Masse salariale (millions de FCFA)	1 448	2 123	2 119	-0,2%
Effectifs (nombre d'agents)	209	143	144	0,7%

Source : Enquête TBE

II.5.5.3 La seconde transformation des métaux

L'activité de la seconde transformation des métaux comprend la chaudronnerie, la construction navale, la charpente métallique, la mécanique, la fabrication des tôles en aluminium et le recyclage des métaux. Les unités de fonderie permettent la transformation à chaud des aciers pour produire du fer à béton, des lingots de plomb, de cuivre, d'aluminium, de laiton et de bronze.

Au terme de l'exercice 2019, la seconde transformation des métaux a enregistré un tassement de son activité. En effet, la production totale a chuté de 24,5% pour se situer à 10 048 tonnes. Cette contreperformance s'explique par des problèmes techniques et l'insuffisance des consommations intermédiaires

(ferraille) au niveau de la fonderie. Toutefois, on note un affermissement de l'activité de fabrication des tôles.

Sur le plan commercial, les ventes totales ont généré un chiffre d'affaires de 14 milliards de FCFA en 2019, en baisse de 19,3% par rapport à 2018.

Parallèlement, les investissements ont fortement baissé en 2019 (-94,8%) et ont été essentiellement orientés vers le renouvellement des équipements de production. Les effectifs et la masse salariale ont également baissé respectivement de 19,7% et 10,3%.

Evolution de la seconde transformation des métaux

	2017	2018	2019	19/18
Production (tonnes)	13 741	13 308	10 048	-24,5%
Tôles	1 733	1 430	1 617	13,1%
Fers à béton	7 808	6 953	4 324	-37,8%
Lingots (plomb, cuivre, aluminium)	4 200	4 925	4 107	-16,6%
Chiffre d'affaires (millions de FCFA)	35 781	17 385	14 038	-19,3%
Valeur ajoutée (millions de FCFA)	7 227	1 650	1 350	-18,2%
Investissements (millions de FCFA)	6 416	13 940	722	-94,8%
Masse salariale (millions de FCFA)	3 880	1 789	1 605	-10,3%
Effectifs (nombre d'agents)	200	461	370	-19,7%

Source : Enquête TBE

II.5.5.4 La fabrication de batteries automobiles

La branche de la fabrication des batteries automobiles a enregistré des performances mitigées. Ainsi, la production s'est améliorée de 8,3% à 1 300 unités contre 1 200 en 2018. Les ventes locales ont suivi la même tendance et se sont appréciées de 8,6% à 1 045 unités.

A l'inverse, le chiffre d'affaires et la valeur ajoutée ont respectivement baissé de 3% et 6,3%, en raison de la vigueur de la concurrence des batteries importées.

Evolution de la fabrication de batteries automobiles

	2017	2018	2019	19/18
Production (unité)	1 300	1 200	1 300	8,3%
Ventes locales (unité)		962	1 045	8,6%
Chiffre d'affaires (millions de FCFA)	41	33	32	-3,0%
Valeur ajoutée (millions de FCFA)	13	16	15	-6,3%
Effectifs (nombre d'employés)	5	5	5	0,0%
Masse salariale (millions de FCFA)	7	8	8	0,0%

Source : Enquête TBE

II.5.5.5 L'imprimerie

Dans l'ensemble, l'activité de l'imprimerie a enregistré une forte baisse en 2019. Ainsi, le chiffre d'affaires a chuté de 33,4% à environ 7,7 milliards de FCFA, en raison de la forte diminution du carnet de commandes des principaux clients (Etat et opérateurs privés), de la vigueur du secteur informel, de la hausse des coûts des consommables et des retards des paiements des clients.

Les investissements, à hauteur de 2 milliards de FCFA, ont été orientés vers l'exploitation (achat d'équipements et de véhicules). Les effectifs et la masse salariale ont légèrement diminué sur la période.

Evolution de l'imprimerie

	2017	2018	2019	19/18
Chiffre d'affaires (millions de FCFA)	7 649	11 534	7 687	-33,4%
Valeur ajoutée (millions de FCFA)	3 399	5 369	3 141	-41,5%
Investissements (millions de FCFA)	2 492	3 158	2 063	-34,7%
Masse salariale (millions de FCFA)	2 558	2 566	2 541	-1,0%
Effectifs (nombre d'agents)	196	203	202	-0,5%

Source : Enquête TBE

II.5.5.6 L'industrie minière

La transformation de manganèse par le Complexe Métallurgique de Moanda (CMM ou C2M) a enregistré une baisse du rendement. En effet, la production d'alliages de manganèse s'est repliée de 4,3% à 47 763 tonnes en 2019. Cette

situation s'explique par de nombreux dysfonctionnements rencontrés par l'unité industrielle, notamment les problèmes liés aux condensateurs et au four (mars-juillet), conjugués aux difficultés d'approvisionnement en dolomie et quartz à partir de Lastourville.

De même, les volumes de ventes ont reculé de 9,3% à 40 509 tonnes, du fait des problèmes de disponibilité des wagons adaptés pour l'acheminement de la production et du fort ralentissement du marché. En conséquence, le chiffre d'affaires a régressé de 16,6% à 27,2 milliards de FCFA. La baisse des prix de vente des alliages de manganèse (-7% pour le ferromanganèse raffiné en Europe), reflétant le ralentissement du marché mondial (en particulier pour l'industrie automobile), a également pesé sur le chiffre d'affaires.

En revanche, les investissements ont progressé de 37,1% à 4,9 milliards francs CFA et ont été destinés au renouvellement des équipements (fours et condensateurs). Les effectifs ont enregistré une légère baisse (-1,2%) à 420 agents, tandis que la masse salariale a enregistrée une hausse (+10,5%) pour atteindre 8,7 milliards de francs CFA en 2019.

Evolution de l'activité de transformation de manganèse (CMM)

	2017	2018	2019	19/18
Production Silico Manganèse (SiMn)	21 474	41 034	39 607	-3,5%
Production Manganèse Métal (Mn Métal)	6 451	8 900	8 156	-8,4%
Production Totale	**27 925**	**49 934**	**47 763**	**-4,3%**
Ventes d'alliages (en tonnes)	25 821	44 685	40 509	-9,3%
Prix moyen Silico Manganèse (FCFA/tonne)	-	1 080	1 037	-4,0%
Prix moyen Manganèse Métal (FCFA/tonne)	-	2 288	1 639	-28,4%
Chiffre d'affaires (millions de FCFA)	19 044	32 664	27 229	-16,6%
Investissements (millions de FCFA)		3 582	4 911	37,1%
Effectifs	437	425	420	-1,2%
Masse salariale	7 237	7 854	8 680	10,5%

Sources : Enquête TBE

II.6 LE BATIMENT ET TRAVAUX PUBLICS

Le secteur du bâtiment et des travaux publics (BTP) a renoué avec la croissance en 2019, après plusieurs années de repli. Cette évolution s'explique par la relance de la commande publique et de nombreux contrats privés (travaux des voiries urbaines à Libreville, Port-Gentil et Franceville, réhabilitation de la voie ferrée, aménagement du nouveau plateau de Comilog). Ainsi, la production vendue s'est affermie de 5,8% à 88,5 milliards de FCFA.

Parallèlement, la valeur ajoutée s'est améliorée de 4,2% à 16,7 milliards de FCFA, suite aux efforts déployés par les opérateurs du secteur pour maitriser les charges d'exploitation.

De même, les investissements, d'une valeur de 43,305 milliards de FCFA (+19,7%), ont été axés sur l'achat du matériel des travaux publics (engins, camions, pèles, etc.).

En revanche, au niveau de l'emploi, le recours à la main d'œuvre temporaire (contrats chantiers) a entrainé la réduction des effectifs de 3,8% à 2816 agents permanents en 2019, représentant une masse salariale de 21,9 milliards de FCFA.

Evolution de l'activité des BTP

(en millions de FCFA)	2017	2018	2019	19/18
Production vendue	**180 361**	**83 629**	**88 503**	**5,8%**
- Bâtiment-génie-civil	164 518	66 376	70 465	6,2%
- Lignes eau, électricité, téléphone	15 843	17 253	18 038	4,5%
Valeur ajoutée	33 963	16 025	16 703	4,2%
Investissements	72 923	36 180	43 305	19,7%
Masse salariale	27 033	24 889	21 942	-11,8%
Effectifs permanents	4 348	2 926	2 816	-3,8%

Source : Enquête TBE.

II.7 LE TRANSPORT ET LES AUXILIAIRES DE TRANSPORT

Le secteur des transports au Gabon compte quatre branches, représentant les différents moyens de transport les plus courants. Il s'agit du :

- Transport ferroviaire ;
- Transport aérien ;
- Transport maritime et fluvial ;
- Transport terrestre.

Les auxiliaires de transport viennent en complément des opérateurs œuvrant dans les branches citées ci-dessus. Ces auxiliaires de transport sont des partenaires spécialisés dans l'organisation du transport des marchandises (manutentionnaires, transitaires, commissaires en douane, etc.).

II.7.1 Le transport terrestre

Cette branche d'activité comprend le transport de personnes en zone urbaine, périurbaine et interurbaine, ainsi que l'cheminement de marchandises.

Le chiffre d'affaires du transport structuré des personnes et de marchandises a régressé de 4,7% à 9 milliards de FCFA. Cela, en raison principalement des contreperformances de la société publique en rapport avec le vieillissement du parc automobile et l'absence de pièces de rechange.

Evolution de l'activité du transport terrestre

(en milliards de FCFA)	2017	2018	2019	19/18
Chiffre d'affaires	9,45	9,44	9	-4,7%
Valeur ajoutée	8,05	8,05	6,62	-17,8%
Masse salariale	8,37	8,38	7	-16,5%
Effectifs (nombre d'agents)	1 349	1 348	1 357	0,7%

Source : Enquête TBE

II.7.2 Le transport ferroviaire

En 2019, le transport ferroviaire a présenté des résultats satisfaisants dans l'ensemble. En effet, le volume global de marchandises transportées par rails s'est apprécié de 22,7% à près de 7,2 millions de tonnes. Cette performance a été obtenue grâce à la bonne tenue de l'évacuation des minerais de

manganèse (+26,3%), des produits pétroliers (+9,8%) et à la forte progression des bois débités conteneurisés.

En revanche, le nombre de passagers transportés a reculé de 2,2% à 321 920 voyageurs à cause de nombreux déraillements.

Evolution de l'activité du transport ferroviaire

(en tonne)	2017	2018	2019	19/18,
Total marchandises transportées	**5 866 173**	**5 838 238**	**7 165 746**	**22,7%**
Grumes	404 977	447 248	378 473	-15,4%
Bois débités	51 956	30 360	18 241	-39,9%
Bois débités conteneurisés	ND	19 644	72 761	270,4%
Manganèse	5 000 488	4 945 928	6 248 610	26,3%
Produits pétroliers	63 924	59 159	64 967	9,8%
Autres marchandises	344 828	335 899	382 694	13,9%
Passagers (en nombre)	321 705	329 222	321 920	-2,2%

Source : Enquête TBE

Sur le plan financier, le transport des personnes et des marchandises a généré un chiffre d'affaires de 83,5 milliards de FCFA, en hausse de 19,5% par rapport à 2018. Dans le même temps, les investissements se sont renforcés de 31,3% pour se situer à 41,9 milliards de FCFA, orientés essentiellement vers la poursuite des travaux de rénovation de la voie ferrée.

Evolution des autres indicateurs du transport ferroviaire

(en milliards de FCFA)	2017	2018	2019	19/18
Chiffre d'affaires	67,1	69,9	83,5	19,5%
Valeur ajoutée	36,2	37,5	44,8	19,5%
Masse salariale	18,6	15,4	21,6	40,3%
Investissements	28,5	31,9	41,9	31,3%
Effectifs (nombre d'agents)	1 031	1 150	1 220	6,1%

Source : Enquête TBE

II.7.3 le transport aérien

Au terme de l'année 2019, l'activité des transporteurs aériens s'est caractérisée

par une consolidation des performances financières. Ainsi, le chiffre d'affaires a progressé de 34% pour se situer à 54,8 milliards de FCFA. Cette embellie est justifiée par la reprise de l'activité économique, notamment la relance de l'activité pétrolière..

Evolution de l'activité aérienne

	2017	2018	2019	19/18
Mouvements avions commerciaux	**23 500**	**21 034**	**19 680**	**-6,4%**
- Réseau domestique	10 993	9 721	8 178	-15,9%
- Réseau international	12 507	11 313	11 502	1,7%
Nombre passagers	**815 938**	**789 514**	**793 506**	**0,5%**
- Vols domestiques	192 363	181 936	159 005	-12,6%
- Vols internationaux	500 231	508 846	531 842	4,5%
- Transit	123 344	98 732	102 659	4,0%
Volume du fret (tonnes)	**12 220**	**12 743**	**13 506**	**6,0%**
- Réseau domestique	580	617	633	2,6%
- Réseau international	11 640	12 126	12 873	6,2%

Source : Enquête TBE

II.7.3.1 Le trafic aérien national

Les mouvements commerciaux des avions au niveau du trafic aérien national ont enregistré une baisse de 15,9% à 8 178 vols en 2019 contre 9 721 en 2018, du fait de l'arrêt des activités de la NRT et de Solenta Aviation durant le premier trimestre. Ces facteurs expliquent également l'évolution baissière du nombre de passagers transportés (-12,6%).

II.7.3.2 Le trafic aérien international

En 2019, les mouvements commerciaux des avions sur le réseau international ont été en légère hausse (+1,7%) et le nombre de passagers transportés en accroissement de 4,5% à 531 842 personnes. Cette évolution est justifiée par une reprise constatée à partir du second trimestre, grâce au dynamisme de certaines compagnies qui ont augmenté le nombre de vols hebdomadaires.

II.7.3.3 L'activité des compagnies aériennes

Au terme de l'année 2019, les compagnies aériennes se sont caractérisées par une consolidation des performances financières. Ainsi, le chiffre d'affaires a progressé de 34% pour se situer à 54,8 milliards de FCFA. Cette embellie est justifiée par la reprise de l'activité économique, notamment la relance de l'activité pétrolière.

Evolution des performances du transport aérien

(en milliards de FCFA)	2017	2018	2019	19/18
Chiffre d'affaires	48,14	40,9	54,8	34,0%
Masse salariale	2	1,83	1,8	-1,6%
Effectifs (nombre d'agents)	138	118	114	-3,4%

Source : Enquête TBE

II.7.4 Le transport maritime et fluvial

II.7.4.1 Le transport maritime

Le transport maritime a enregistré des résultats relativement stables. Cette évolution résulte de la perte de contrats de certaines compagnies maritimes, en raison du ralentissement de l'activité de transport du bois débités suite au scandale du Kévazingo.

Evolution des performances du transport maritime

(en milliards de FCFA)	2017	2018	2019	19/18
Chiffre d'affaires	37,7	35,1	35,0	-0,3%
Valeur ajoutée	15,2	7,4	1,3	-82,2%
Masse salariale	13,9	12,0	11,2	-6,7%
Effectifs (nombre d'agents)	831	638	641	0,5%

Source: Enquête TBE

II.7.4.2 Les activités portuaires

Les activités portuaires ont consolidé leurs performances. Ainsi, le volume global des marchandises manipulées s'est apprécié de 11,9% à 10,3 millions de tonnes, eu égard à la reprise amorcée par l'économie nationale. Ce résultat a été obtenu principalement grâce au relèvement de 19% des exportations de

manganèse. Le repli de 26,8% des bois débités est consécutif à la situation de blocage qui a fait suite au scandale dit du Kévazingo.

Bilan activité portuaire

(en tonnes)	2017	2018	2019	19/18
Mouvements des bateaux (nombre)	1 729	2 906	3 378	16,2%
Volume total de marchandises	**9 089 781**	**9 217 108**	**10 316 305**	**11,9%**
Bois débités	414 914	529 593	387 634	-26,8%
Manganèse	5 106 483	5 200 258	6 189 669	19,0%
Autres marchandises	3 568 384	3 487 257	3 739 002	7,2%

Source : Enquête TBE

Le port d'Owendo

L'activité au port d'Owendo a été en morose en 2019. Ainsi, le volume de marchandises manipulées s'est replié de 22,8% à 4,5 millions de tonnes. L'activité a été plombée par le recul des exportations de bois débités et du minerai de manganèse respectivement de 30,3% et 22,5%. De même, les mouvements des bateaux ont suivi la même tendance (-9,1%).

Evolution de l'activité du port d'Owendo

(en tonnes)	2017	2018	2019	19/18
Mouvements des bateaux (nombre)	764	2 016	1 832	-9,1%
Volume total de marchandises	**5 313 267**	**5 847 381**	**4 512 827**	**-22,8%**
Bois débités	317 919	448 725	312 841	-30,3%
Manganèse	4 020 407	3 754 304	2 910 402	-22,5%
Autres marchandises	974 941	1 644 352	1 289 584	-21,6%

Source : Enquête TBE

Le port de Port-Gentil

L'activité du port de la capitale économique a enregistré à nouveau des contreperformances. En effet, le volume de marchandises a baissé de 2,1% à 201 128 tonnes contre 205355 tonnes une année auparavant. Cette situation est attribuable à la contraction des exportations des bois débités suite au scandale dit de Kévazingo, malgré les mouvements des bateaux qui ont plus que doublé durant la même période.

Evolution de l'activité au port de Port-Gentil

(en tonnes)	2017	2018	2019	19/18
Mouvements des bateaux (nombre)	118	236	678	187,3%
Volume total de marchandises	**286 251**	**205 355**	**201 128**	**-2,1%**
Bois débités	96 995	80 868	74 793	-7,5%
Autres marchandises	189 256	124 487	126 335	1,5%

Source : Enquête TBE

Le Port Môle

L'activité consolidée entre le port Môle et les différents beachs de Libreville (Barracuda et Acae pour le transport du sable et du gravier) a connu un certain frémissement en 2019. En effet, les mouvements des bateaux ont progressé de 15% du fait de la hausse du nombre de chalutiers qui ont accosté. De même, le volume global des marchandises s'est amélioré de 14,9%, tiré par les autres marchandises, notamment le gravier et le sable.

Evolution de l'activité du Port Môle

(en tonnes)	2017	2018	2019	19/18
Mouvements des bateaux (nombre)	786	575	661	15,0%
Volume total de marchandises (en tonnes)	**1 776 435**	**769 241**	**884 105**	**14,9%**
Poissons	5 390	5 212	5 472	5,0%
Autres marchandises	1 771 045	764 029	878 633	15,0%

Source : Enquête TBE

Port cargo et minéralier d'Olam

L'activité au niveau des plateformes portuaires d'Olam s'est renforcée en 2019, grâce à la montée en puissance de ces deux nouveaux ports. Ainsi, les mouvements de bateaux ont plus que doublé, passant de 79 à 207rotations. Corrélativement, le volume global de marchandises manipulées dans ces différents ports a fortement progressé, passant de 2,4 millions de tonnes en 2018 à 4,7 millions de tonnes en 2019. Cette embellie provient principalement du transport de manganèse (+126,8%) et des autres marchandises (+83,4%).

Evolution de l'activité aux ports cargo et minéralier d'Olam

(en tonnes)	2017	2018	2019	19/18
Mouvements des bateaux (nombre)	61	79	207	162,0%
Volume de marchandises (en tonnes)	**1 713 828**	**2 395 131**	**4 718 245**	**97,0%**
Manganèse CITIC	837 156	741 083	603 544	-18,6%
Manganèse de Comilog		363 023	1 665 254	358,7%
Manganèse de NGM	248 920	341 848	1 010 469	195,6%
Volume total manganèse		**1 445 954**	**3 279 267**	**126,8**
Clinker de CIMAF	397 752	458 632	539 499	17,6%
Autres marchandises	230 000	490 545	899 479	83,4%

Source : Enquête TBE

II.7.5 Les auxiliaires de transport

La branche des auxiliaires de transport regroupe l'ensemble des entreprises dont l'activité est focalisée sur les différentes prestations de transport. Elle englobe :

- les entités ayant en charge la gestion et l'entretien des domaines publics (OPRAG, GPM, ADL, ASECNA) ;
- les agences de voyages ;
- les sociétés de transit, d'acconage, de consignation, de manutention et logistique maritime.

L'activité des auxiliaires de transport a été bien orientée, avec un chiffre d'affaires en hausse de 20,9%, suite à la bonne tenue de la manutention, du transit maritime et de la logistique aérienne.

De même, les investissements réalisés se sont accrus de 24,6%, en liaisonavec les travaux d'aménagement et d'extension des quais et des espaces d'entreposage.

Evolution de l'activité des auxiliaires de transport

(en milliards de FCFA)	2017	2018	2019	19/18
Chiffre d'affaires	137,2	187,8	227,0	20,9%
Valeur ajoutée	52,1	41,2	43,6	5,8%
Masse salariale	27,1	26,5	30,4	14,7%
Investissements	257,4	267,0	332,7	24,6%
Effectifs (nombre d'agents)	2 207	2 015	2 217	10,0%

Sources : Enquête TBEI

II.8 COURRIERS ET TELECOMMUNICATIONS

Le secteur courriers et télécommunications est constitué des sociétés intervenant dans :

- la transmission radiotélévisée et l'approvisionnement des fournitures d'accès à internet;
- la distribution du courrier, des colis et la vente des boîtes aux lettres ;
- l'acheminement du courrier express ;
- la téléphonie mobile et filaire ;
- la commercialisation et l'installation des équipements pour le réseau de la télévision par satellite.

Le marché des télécommunications du Gabon se caractérise désormais par la connexion des principaux centres urbains à la technologie 3G/4G. Le taux de pénétration est situé autour de 95%, grâce au déploiement de la fibre optique et aux offres de box internet par les opérateurs.

Pour l'exercice 2019, le secteur des télécommunications a enregistré une hausse d'activité dans ses principaux segments. En effet, le nombre d'abonnements au téléphone s'est établi à 3 millions, en hausse de 2,1%, conforté aussi bien par la téléphonie mobile que par le téléphone filaire, les deux ayant progressé de 2,1%. De même, le nombre d'abonnements internet a augmenté de 6,7% à 2,1 millions, grâce à internet mobile (+7%) et à l'amélioration de la couverture réseau via la poursuite des efforts de connexion de nombreux centres urbains à la technologie 3G/4G.

Par ailleurs, le nombre d'abonnements à la télévision satellitaire s'est accru de 1,6% à 337745 clients, à la faveur des offres promotionnelles d'acquisition des kits (baisse des prix des kits).

Evolution du nombre d'abonnés

	2017	2018	2019	19/18
Téléphone ordinaire	21 235	21 878	22 332	2,1%
Téléphone cellulaire	2 663 254	2 930 554	2 992 811	2,1%
Total abonnés téléphone	2 684 489	2 952 432	3 015 143	2,1%
Nombre abonnés ADSL	16 187	12 369	8 682	-29,8%
Nombre abonnés Internet Mobile (GSM)	1 761 403	1 916 728	2 048 745	6,9%
Total abonnés Internet	1 777 590	1 929 097	2 057 427	6,7%
Nombre d'abonnés Télévision Satellitaire	285 747	332 318	337 745	1,6%

Source : Enquête TBE

L'activité du secteur des télécommunications reste fortement corrélée à celle de la téléphonie. Aussi, le chiffre d'affaires du secteur a très légèrement progressé à 249,6 milliards de FCFA (+0,2%), sous l'effet des offres promotionnelles.

Au cours de la période sous-revue, les investissements réalisés par les opérateurs ont fortement augmenté (+75,8%), pour se situer à environ 56 milliards de FCFA. Ils ont été orientés vers l'acquisition de nouveaux équipements (fibre optique) et le passage à la 4G en vue de l'amélioration de la qualité des prestations. De même, les opérateurs ont investi dans les installations permettant l'accès des ménages à internet (fibre optique et box canal+).

En matière d'emploi, les effectifs ont augmenté de 2,1% à 1028 agents pour une masse salariale quasi-stable à 16,2 milliards de FCFA.

Evolution des performances du secteur Courriers et Télécommunications

(en milliards de FCFA)	2017	2018	2019	19/18
Chiffre d'affaires	204,4	249,2	249,6	0,2%
Valeur ajoutée	100,4	105,0	114,3	8,9%
Masse salariale	23,1	16,3	16,2	-0,6%
Investissements	78,8	31,8	55,9	75,8%
Effectifs (nombre d'agents)	703	1 007	1 028	2,1%

Source : Enquête TBE

II.9 LE COMMERCE

Le secteur commerce est composé de l'ensemble des entreprises spécialisées dans le négoce. Il compte cinq branches :

- le commerce général structuré, qui concerne une gamme élargie de produits à savoir : l'alimentation, la quincaillerie, l'habillement et les cosmétiques ;
- le commerce des véhicules, représenté par les concessionnaires agréés regroupés au sein de l'Union des représentants des automobiles industriels (URAI) ;
- le commerce des produits pétroliers, assuré par le groupe des professionnels pétroliers (G.P.P) ;
- le commerce des produits pharmaceutiques, exercé par Pharmagabon et Ubipharm Gabon qui distribuent les produits pharmaceutiques à l'ensemble des pharmacies sur le territoire national ainsi que les organismes publics (CNSS) ;
- le commerce d'ouvrages.

En 2019, le chiffre d'affaires du secteur commerce s'est consolidé de 2,5% à 1 066,4 milliards FCFA, traduisant une hausse de la demande domestique. L'ouverture et/ou la réouverture de certaines stations-services a participé à cette embellie en ce qui concerne les produits pétroliers. De plus, la branche des véhicules neufs a renforcé ses parts de marché, en lien avec les contrats signés avec le secteur minier.

Par contre, les investissements ont fléchi de 17,3% du fait de la finalisation des chantiers engagés précédemment. La masse salariale et les effectifs ont suivi la même tendance (-1,7%).

Evolution des indicateurs consolidés du secteur commerce

(en milliards de FCFA)	2017	2018	2019	19/18
Chiffre d'affaires	1 016,8	1 040,6	1 066,4	2,5%
Valeur ajoutée	117,3	134,0	111,4	-16,8%
Investissements	21,1	22,6	18,7	-17,3%
Masse salariale	53,7	52,0	51,1	-1,7%
Effectifs (nombre d'agents)	5 848	6 007	5 905	-1,7%

Source : Enquête TBE

II.9.1 Le commerce général structuré

L'activité du commerce général structuré a marqué unlégerrepli (-0,7%), en rapport avec les difficultés d'approvisionnement des structures de distribution. Celles-ci proviennent de la nouvelle réglementation de changes qui a limité les importations et du mauvais état du réseau routier desservant l'intérieur du pays.Les investissements ont reculé de 5,3% à près de 9 milliards de FCFA. Les effectifs et la masse salariale ont également baissé respectivement de 1,8% et 4,8% sur la période.

Evolution du commerce général structuré

(en milliards de FCFA)	2017	2018	2019	19/18
Chiffre d'affaires	491,3	487,0	483,4	-0,7%
Valeur ajoutée	62,8	60,6	56,4	-6,9%
Investissements	5,6	9,5	9,0	-5,3%
Masse salariale	36,9	33,5	31,9	-4,8%
Effectifs (nombre d'agents)	4 590	4 780	4 692	-1,8%

Source : Enquête TBE

II.9.2 Le commerce des véhicules

L'amélioration des ventes des véhicules neufs (+24,7%) s'est traduite par un accroissement substantiel du chiffre d'affaires (+15,1%). Cette embellie est due à la reprise des commandes de l'Etat et des industriels (mines et BTP).

Les investissements ont chuté de moitié en 2019, du fait de l'arrivée à terme des projets démarrés au cours des exercices précédents. De même, la masse salariale et les effectifs se sont contractés respectivement de 3,4% et 4,1%, suite aux départs à la retraite et à des licenciements.

Evolution du commerce des véhicules

(en milliards de FCFA)	2017	2018	2019	19/18
Ventes de véhicules neufs (nombre)	2 264	2 671	3 331	24,7%
Chiffre d'affaires	117,1	99,0	113,9	15,1%
Valeur ajoutée	13,3	31,5	16,4	-47,9%
Investissements	2,6	2,1	1,1	-47,6%
Masse salariale	6,8	7,3	7,0	-4,1%
Effectifs (nombre d'agents)	666	623	602	-3,4%

Source : Enquête TBE.

II.9.3 Le commerce des produits pétroliers

Les ventes des produits pétroliers se sont améliorées de 3,1% à 654 108 tonnes métriques, en 2019. Cette performance est liée à la fermeté de la demande des clients industriels (mines, BTP, transports, énergie), combinée à l'ouverture et/ou à la réhabilitation des stations-services à travers le territoire. Ce qui a contribué à une amélioration de la disponibilisation des produits et à l'augmentation des capacités de stockage.

Dans ces conditions, les chiffre d'affaires s'est apprécié de près de 3,8% à 405,9 milliards de FCFA, sous le double effet des quantités vendues et du relèvement des prix, dans le cadre du système d'indexation des prix à la pompe des produits raffinés (essence et gasoil).

Dans le même temps, les investissements ont progressé de 30,8% pour atteindre 8,5 milliards de FCFA, en raison des travaux de construction et de réhabilitation des stations-services en vue de leur mise en conformité avec les normes environnementales.

Evolution du commerce des produits pétroliers

(en milliards de FCFA)	2017	2018	2019	19/18
Ventes en volumes (TM)	660 361	634 236	654 108	3,1%
Chiffre d'affaires	344,2	390,9	405,9	3,8%
Valeur ajoutée	33,28	34,35	30,5	-11,2%
Investissements	6,2	6,5	8,5	30,8%
Masse salariale	8,4	9,5	10,5	10,5%
Effectifs (nombre d'agents)	422	437	448	2,5%

Source : Enquête TBE

II.9.4 Le commerce des produits pharmaceutiques

Le commerce des produits pharmaceutiques a généré un chiffre d'affaires de 59,4 milliards de FCFA, soit un recul de 1% par rapport à l'année précédente. Cette évolution résulte de la renégociation à la baisse, par la CNAMGS, du pourcentage de prise en charge de ses assurés. Elle s'explique en outre parles retards observés dans le processus d'importation des produits causés par la nouvelle réglementation de changes.

Les investissements ont fortement baissé pour se situer à 139 millions de FCFA. Ils ont été orientés vers le renouvellement du matériel et du parc

automobile. Au niveau de l'emploi, les effectifs sont restés stables, alors que la masse salariale a progressé de 3,8% du fait du paiement de primes exceptionnelles aux agents.

Evolution du commerce des produits pharmaceutiques

(en milliards de FCFA)	2017	2018	2019	19/18
Chiffre d'affaires	60,2	60,0	59,4	-1,0%
Valeur ajoutée	7,2	7,0	7,7	10%
Investissements	0,6	4,6	0,1	-97,8%
Masse salariale	1,4	1,6	1,6	0,0%
Effectifs (nombre d'agents)	136	135	135	0,0%

Source : Enquête TBE

II.9.5 La distribution des ouvrages et périodiques

La branche du commerce des ouvrages et périodiques a enregistré une légère progression de son chiffre d'affaires (+0,3%) pour s'établir à 3,8 milliards de FCFA en 2019, consécutive au renforcement des rubriques librairie et papeterie.

Les investissements, orientés vers le renouvellement du matériel de fonctionnement, se sont établis à 10 millions de FCFA. Les effectifs ont diminué de 12,5%, soit 28 agents. Dans le même temps, la masse salariale a fortement augmenté (+30%).

Evolution du commerce des ouvrages

(en millions de FCFA)	2017	2018	2019	19/18
Chiffre d'affaires	3 990	3 770	3 780	0,3%
Valeur ajoutée	747	483	339	-29,8%
Investissements	6 160	5	10	100,0%
Masse salariale	240	264	184	-30,3%
Effectifs (nombre d'agents)	34	32	28	-12,5%

Source : Enquête TBE

II.10 LES AUTRES SERVICES

Le secteur des autres services comprend les services rendus aux particuliers, les services de mécanique générale, les services immobiliers, les services rendus aux entreprises et les services parapétroliers. Au cours de l'exercice 2019, les autres services ont enregistré une légère amélioration du chiffre d'affaires (+1,3%),attribuable aux bonnes performances des services parapétroliers et des services rendus aux particuliers.

La baisse des effectifs de 11,4%fait suite aux départs à la retraite non remplacés. Le paiement des droits de départ a induit un relèvement de 5,6% de la masse salariale.

Evolution des indicateurs consolidés des autres services

(en millions de FCFA)	2017	2018	2019	19/18
Chiffre d'affaires	222 213	306 941	310 964	1,3%
Valeur ajoutée	50 267	96 453	85 225	-11,6%
Investissements	8 885	69 622	19 822	-71,5%
Masse salariale	52 474	73 766	77 863	5,6%
Effectifs (nombre d'agents)	5 140	11 133	9 863	-11,4%

Source : Enquête TBE.

II.10.1 Les services rendus aux particuliers

Les services rendus aux particuliers regroupent les entreprises exerçant une diversité de prestations à savoir : les services médicaux, l'auto-école, les prestations funèbres, la photographie, les jeux et les loisirs, la décoration, etc.

L'activité de cette branche s'est affermie en 2019. En effet, le chiffre d'affaires a progressé de 1,7% à 43,1 milliards de FCFA. Cette amélioration s'explique, d'une part, par le développement de nouveaux produits et des actions promotionnelles dans les maisons de jeux et loisirs. Elle provient, d'autre part, de l'augmentationconcomitante des prestations des structures médicales au profit des assurés Cnamgs et des demandes de bilans médicaux. La hausse de ces derniers procède de la décision prise par le Ministère du Travail, à l'intention des entreprises, de faire effectuer des visites médicales annuelles à leurs personnels.

Parallèlement, les investissements se sont accrus de 29,6% pour atteindre 7,2 milliards de FCFA et ont été orientés vers la réhabilitation des équipements et l'acquisition de véhicules.

En matière d'emploi, les effectifs se sont renforcés de 2,5% sur la période. La masse salariale a par contre reculé de 6,1%, en lien avec le départ à la retraite du personnel expatrié.

Evolution de l'activité des services rendus aux particuliers

(en millions de FCFA)	2017	2018	2019	19/18
Chiffre d'affaires	46 896	42 397	43 110	1,7%
Valeur ajoutée	18 581	15 994	16 251	1,6%
Investissements	6 578	5 536	7 176	29,6%
Masse salariale	15 166	11 125	10 441	-6,1%
Effectifs (nombre d'agents)	1534	1274	1306	2,5%

Source : Enquête TBE

II.10.2 Les services immobiliers

Les activités des services immobiliers regroupent les transactions immobilières, le syndic d'immeubles, la location, la vente, la gestion du patrimoine et la maitrise d'ouvrages.

Au terme de l'exercice 2019, le chiffre d'affaires consolidé s'est replié de 1,8% à 8,1 milliards de FCFA. Cette situation est liée à la diminution du parc immobilier des agences et à la baisse du volume des transactions locatives. Suivant la même tendance, la valeur ajoutée a reculé de 9,7% à 1,6 milliard de FCFA.

Evolution de l'activité des services immobiliers

(en millions de FCFA)	2017	2018	2019	19/18
Chiffre d'affaires	5 024	8 282	8 133	-1,8%
Valeur ajoutée	2 033	1 779	1 606	-9,7%
Investissements	458	4 143	6 047	46,0%
Masse salariale	2 136	1 931	2 745	42,2%
Effectifs (nombre d'agents)	187	206	206	0,0%

Source : Enquête TBE

II.10.3 Les services rendus aux entreprises

Les services comptables, juridiques et fiscaux, les services informatiques, les bureaux d'études, de contrôles et d'expertises techniques, la location de

matériels et la mise à disposition de personnels composent les services rendus aux entreprises.

En 2019, la branche a enregistré un repli de 3,8% de son chiffre d'affaires qui s'est établi à 55,2 milliards de FCFA. Cette contreperformance résulte des restrictions budgétaires, de la baisse de la demande des clients, de la perte des contrats et de la concurrence des structures informelles.

Evolution de l'activité des services rendus aux entreprises

(en millions de FCFA)	2017	2018	2019	19/18
Chiffre d'affaires	38 353	57 458	55 249	-3,8%
Valeur ajoutée	10 599	36 151	33 330	-7,8%
Investissements	936	2 390	2 482	3,8%
Masse salariale	11 437	27 540	29 582	7,4%
Effectifs (nombre d'agents)	1920	6769	5456	-19,4%

Source : Enquête TBE

II.10.4 Les services de mécanique générale

Les services de mécanique générale regroupent les entreprises dont l'activité principale est la réparation des véhicules, d'engins lourds et autres moteurs.

Les entreprises de la branche ont procédé, en 2019, à un repositionnement stratégique en ouvrant des points de ventes à l'intérieur du pays et en élargissant leur gamme de produits (notamment les pièces détachées pour les poids lourds). Ce, en vue de faire face à la concurrence du secteur informel et à la baisse du carnet de commandes des principaux clients industriels. A cet effet, le chiffre d'affaires s'est stabilisé à 14,7 milliards de FCFA. La valeur ajoutée s'est par contre détériorée de 8,2%, en lien avec l'augmentation des charges d'exploitation.

Evolution de l'activité des services de mécanique générale

(en millions de FCFA)	2017	2018	2019	19/18
Chiffre d'Affaires	15 372	14 768	14 733	-0,2%
Valeur Ajoutée	3 329	2 569	2 359	-8,2%
Investissements	264	270	140	-48,1%
Masse salariale	1 810	1 873	1 894	1,1%
Effectifs (nombre d'agents)	207	218	220	0,9%

Source : Enquête TBE

II.10.5 Les services parapétroliers

Cette branche regroupe les sociétés de services pétroliers et gaziers. Elle comprend la fourniture de services et d'équipements pétroliers et gaziers dans les domaines de l'exploration et la production on shore et offshore.

Ces sociétés réalisent, pour le compte des compagnies pétrolières, les travaux d'étude et de construction nécessaires à l'exploitation des gisements d'hydrocarbures. Ces travaux concernent la réalisationd'études sismiques, la construction d'unités de raffinage et la conception d'équipements et d'outils de forage. Elles fournissent, par ailleurs, aux compagnies pétrolières du personnel et du matériel.

L'activité des services parapétroliers a consolidé les performances observées en 2018. En effet, le chiffre d'affaires s'est amélioré de 3,1% à 189,7 milliards de FCFA, du fait de la signature de nouveaux contrats. Néanmoins, la valeur ajoutée et les investissements ont baissé sur la période sous revue. Les emplois sont demeurés quasi-stables à 2 675 agents pour une masse salariale en hausse de 6,1% à 33,2 milliards de FCFA.

Evolution de l'activité des services parapétroliers

(en millions de FCFA)	2017	2018	2019	19/18
Chiffre d'affaires	116 568	184 036	189 739	3,1%
Valeur Ajoutée	15 725	39 960	31 679	-20,7%
Investissements	649	57 283	3 977	-93,1%
Masse salariale	21 925	31 297	33 201	6,1%
Effectifs (en nombre d'agents)	1 292	2 666	2 675	0,3%

Source : Enquête TBE

II.11 L'HOTELLERIE - LA RESTAURATION - LE TOURISME

En 2019, le secteur de l'hôtellerie, restauration et tourisme s'est caractérisé par une extension de l'offre de produits. En effet, chaque année, l'implantation de nouvelles unités (toute catégorie confondue) renforce la dynamique de diversification des activités et prestations connexes.

Les segments d'exploitation dans ce secteur sont:

- l'hébergement (hôtels, résidences, motels, auberges) ;
- la restauration (restaurants, catering ou restauration collective, snack bars, cafétérias, restauration ambulante.);
- le tourisme et loisirs (agences de voyages, réserves, parcs nationaux, centres de loisirs).

II.11.1 L'hôtellerie

Le nombre de structures hôtelières est en évolution continue dans les villes à forte attraction économique. Cette branche est subdivisée en trois sous branches :

- la grande hôtellerie (structures aux standards internationaux) gérée par le Groupe (Waly hôtel and Resort), des chaînes intégrées (LEGACY) et des particuliers;
- la petite hôtellerie (hôtels de taille moyenne) ;
- l'hébergement touristique commercial non hôtelier (meublés de tourisme, chambres et maisons d'hôtes, locations saisonnières).

II.11.1.1 L'hôtellerie de classe internationale

La branche de l'hôtellerie a enregistré des contreperformances du fait de la baisse du flux touristique et du manque d'évènements d'envergure. Elles se sont traduites par un retrait de 6% du nombre de chambres occupées et une perte de près de 1,6 point du taux d'occupation.

Cependant, la bonne tenue de la restauration hôtelière, des autres prestations et la hausse du prix moyen des chambres (+5,3%) ont permis de stabiliser le chiffre d'affaires à 20 milliards de FCFA.

Enfin, le ralentissement de l'activité a impacté l'emploi à traversle non-renouvellement des contrats à durée déterminée et les mises en chômage technique. Ainsi, les effectifs ont reculé de 4,7% pour une masse salariale en repli de 3,8% à 7,5 milliards de FCFA.

Evolution de l'activité des hôtels de classe internationale

(en milliards de FCFA)	2017	2018	2019	19/18
Chiffre d'affaires	23,0	20,7	20,0	-3,4%
Nombre de clients	170 774	162 742	152 972	-6,0%
Taux d'occupation %	40,92	46,15	44,53	-3,5%
Prix moyen/chambre (en FCFA)	77 499	71 786	75 596	5,3%
Masse salariale	7,4	7,8	7,5	-3,8%
Effectifs (nombre d'agents)	839	866	825	-4,7%

Source : Enquête TBE

II.11.1.2 Les hôtels de moyenne capacité

L'augmentation continue de la capacité d'accueil dans cette branche a favorisé la diversification des prestations (évènementiels, services de proximité, services en ligne, etc.) afin de dynamiser l'activité. Aussi, le chiffre d'affaires s'est-il accru substantiellement pour se situer à 2,4 milliards de FCFA.

II.11.2 La restauration

Dans ce segment, on distingue :

- les restaurants de grand standing, en implantation autonome ou dans les hôtels à dimension internationale;
- les restaurants de classe moyenne ;
- la restauration collective (ou catering) et la restauration de proximité.

Le chiffre d'affaires dans la restauration haut de gamme s'est établi à 9 milliards de FCFA, en hausse de 16% par rapport à 2018, soutenu par l'implantation de Resto Group (PAUL, KFC, etc.) et la tenue de quelques grands évènements.

Parallèlement, les prestations de la restauration collective se sont raffermies en 2019 (+12,7%), suite à la reprise de l'activité du secteur pétrolier. De même, les effectifs se sont accrus de 12,6% à 768 agents permanents, pour une masse salariale de 7,5 milliards de FCFA, en hausse de 17,2% par rapport à 2018.

Evolution de l'activité de la restauration collective

(En millions de FCFA)	2017	2018	2019	19/18
Chiffre d'affaires	10,2	21,3	24,0	12,7%
Masse salariale	2,6	6,4	7,5	17,2%
Effectifs (permanents)	458	682	768	12,6%

Source : Enquête TBE.

II.12 LES INSTITUTIONS FINANCIÈRES

II.12.1 Les banques commerciales et de développement

En 2019, le système bancaire gabonais compte 10 banques agréées. L'analyse de l'activité bancaire porte essentiellement sur sept (07) établissements, en dehors de ceux en liquidation (BHG, BGD, Postbank SA).

Les résultats enregistrés par le secteur bancaire national restent mitigés. En effet, le total agrégé des bilans des banques a augmenté de 2,4% à 2 492,1 milliards de FCFA contre 2 433,8 milliards en 2018. Les dépôts de la clientèle se sont consolidés de 1,6% à 2 105,6 milliards de FCFA. En revanche, les crédits bruts ont reculé de 4,3% par rapport à leur niveau de 2018 et le produit net bancaire (PNB) de 3,6%.

En termes de développement du secteur, les établissements de crédits ont poursuivi leur déploiement, ce qui s'est traduit par une augmentation du nombre de clients bancarisés (+10,6%) et des guichets automatiques bancaires (+3,7%).

Cette évolution a entrainé un relèvement de 10,3% à 47,1 milliards de FCFA de la masse salariale. Par contre, les banques n'ont pas renouvelé les contrats à durée déterminée (CDD), ni effectuéles remplacements d'effectifs suite aux départs à la retraite. Ainsi, le secteur bancaire compte 1643 employés sous contrats, en baisse de 7%.

Structure du secteur bancaire

	2017	2018	2019	Variation 2019/2018
Nombre d'agences	74	74	74	-
Nombre de GAB	249	243	252	3,7%
Nombre de clients	312 909	325 016	359 452	10,6%
Effectifs	1 770	1 767	1 643	-7,0%
Masse salariale (en milliards)	44,7	42,7	47,1	10,3%

Sources : banques, DGEPF

Les opérations bancaires

L'activité principale des banques concerne la collecte de fonds et l'octroi des crédits aux agents économiques.

Les ressources

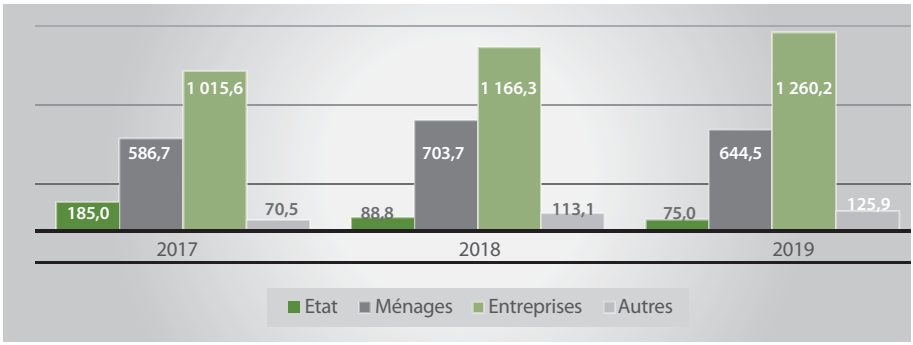
Les ressources collectées, en 2019, par le secteur bancaire gabonais se sont consolidées de 1,6% à 2 105,6 milliards de FCFA, tirées par la bonne tenue des comptes à vue et des autres comptes.

L'analyse par type de dépôts fait ressortir une hausse des ressources à vue de 13,1% à 1 437,7 milliards de FCFA, sous l'effet des augmentations conjuguées des dépôts des entreprises publiques (+52,4%), des dépôts des non-résidents (+42,9%) et des dépôts non ventilés.

En revanche, les ressources à terme constituées des comptes à terme et des comptes de dépôts à régime spécial (bons de caisse) sont en déclin de 23,3% pour s'établir à 532,3 milliards de FCFA.

L'analyse des dépôts par type de clients montre que les dépôts de l'Etat et ceux des ménages se sont amenuisés respectivement de 15,5% à 75 milliards de FCFA et de 8,4% à 644,5 milliards de FCFA. A l'inverse, les dépôts des entreprises se sont relevés de 8,1% à 1 260,2 milliards de FCFA.

`Evolution des dépôts de la clientèle par type de déposants (en milliards de FCFA



Sources : DGEPF, INSEE

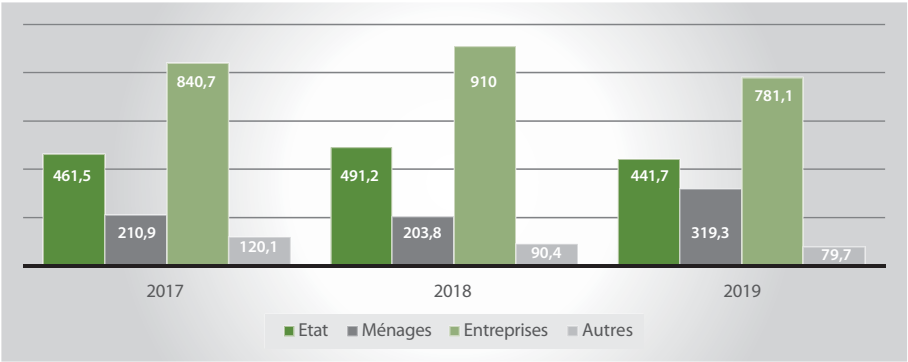
Les crédits distribués

L'encours des crédits distribués a fléchi de 4,3% pour s'établir à 1621,8 milliards de FCFA. Les entreprises faisant preuve d'un certain attentisme, les crédits distribués ont reculé de 14,2% à 781,1 milliards de FCFA.

L'analyse des crédits par type de bénéficiaire révèle une baisse des crédits octroyés à l'Etat, soit -10,1% à 441,7 milliards de FCFA, en raison de la mise

en œuvre des mesures de restrictions budgétaires visant à mieux contenir la dette publique. Par contre, les crédits consentis aux ménages ont fortement augmenté (+56,7%) en comparaison à leur niveau de 2018. En réalité, la frilosité des entreprises à relancer l'investissement a favorisé les crédits à la consommation.

Evolution des crédits distribués par type de client (en milliards de FCFA)



Sources : DGEPF, INSEE

Les opérations de gestion

Sur l'année 2019, le total des actifs des banques s'est raffermi de 3,1% à 2694,9 milliards de FCFA et les fonds propres sont restés quasi stables (+0,2%). Le ratio fonds propres sur total des actifs s'est établi à 82%, traduisant ainsi la solidité financière du secteur bancaire ou la capacité des banques à financer leurs actifs à partir de leurs fonds propres.

Les créances en souffrance se sont repliées de 45% à 159,5 milliards de FCFA pour représenter 9,8% des crédits bruts. Ainsi, on note l'amélioration de la qualité apparente du portefeuille des banques par rapport à la situation qui prévalait en 2018. En outre, le taux de couverture des créances en souffrance par les provisions s'est élevé à 74%, ce qui matérialise la prise en compte par les banques du risque d'insolvabilité de la clientèle.

Le produit net bancaire (PNB) a enregistré une baisse de 3,6% à 217,2 milliards de FCFA en 2019. Cette contreperformance est imputable, d'une part, à l'impact négatif de l'application de la nouvelle réglementation des changes de la zone CEMAC, d'autre part, au retard dans l'exécution de certains paiements internationaux des transactions des clients des banques.

Evolution des indicateurs des banques (en milliards de FCFA

Indicateurs	2017	2018	2019	Variation 2019/2018
Total des actifs	2 386,0	2 613,5	2 694,9	3,1%
Fonds propres	264,3	295,2	295,8	0,2%
Fonds propres/Total actifs	85,9%	87,4%	82,0%	-
Total prêts	1 633,2	1 695,4	1 621,8	-4,3%
Créances en souffrance	208,5	289,8	159,5	-45,0%
Prêts bancaires improductifs/Total prêts	12,8%	17,1%	9,8%	-42,5%
Résultats nets	46,1	54,6	54,5	-0,2%
PNB	204,7	225,3	217,2	-3,6%

Sources : Banques, DGEPF

Les opérations de trésorerie

Les ressources de trésorerie se sont amenuisées de 22% à 102,7 milliards de FCFA sous l'effet du repli de 35% des ressources des opérations au jour le jour et à terme, ainsi que de la baisse des ressources des opérations à vue (-12,3%).

Les emplois se sont consolidés de 2,1% à 849,8 milliards de FCFA. Ils sont majoritairement répartis entre les opérations au jour le jour et à terme (13,3%) et les opérations à vue, y compris encaissements (62,9%). Le rapprochement des ressources de trésorerie (102,7 milliards) aux emplois de trésorerie (849,8 milliards) fait ressortir un déficit de trésorerie de 6,6% à -747,1 milliards de FCFA sur l'année 2019.

Evolution des indicateurs des banques (en milliards de FCFA)

Indicateurs	2017	2018	2019	Variation 2019/2018
Emplois de trésorerie	697,2	832,3	849,8	2,1%
Ressources de trésorerie	178,9	131,7	102,7	-22,0%
Excédent/déficit de trésorerie	-518,3	-700,6	-747,1	6,6%

Sources : COBAC, DGEPF

II.12.2 Les établissements de microfinance

Le secteur de la microfinance compte 19 établissements agréés, dont six 6

coopératives d'épargne et de crédit et treize (13) sociétés anonymes. Le secteur reste fortement dominé par les sociétés anonymes, c'est-à-dire les Etablissements de MicroFinance (EMF) de deuxième catégorie.

La configuration du secteuret la clientèle des EMF

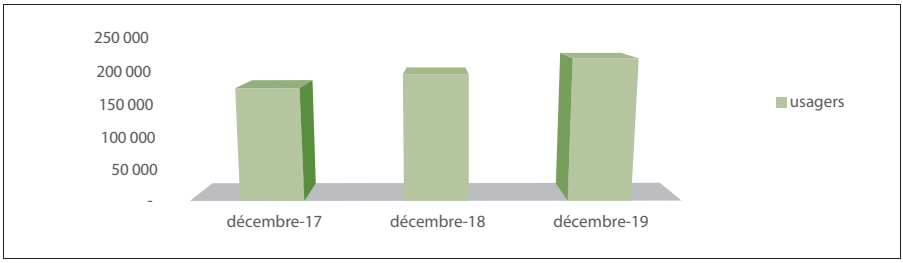
On dénombre onze (11) agences et points de vente supplémentaires en 2019. Ce qui porte leur nombre à 78 sur l'ensemble du territoire. Toutefois, les activités restent majoritairement concentrées dans les grands centres urbains (Libreville, Port-Gentil, Franceville et Oyem).

Evolution structurelle du secteur)

Indicateurs	décembre 2018	décembre 2019	Variation en %
Nombre d'EMF	14	19	35,7
Nombre d'agences	69	78	13
Usagers	194 196	221 953	14,3
Effectifs	602	612	1,7

Sources : EMF/Cellule Microfinance

L'ouverture de nouvelles agences s'est traduite par l'augmentation du portefeuille clients et des effectifs. En effet, le secteur a enregistré une hausse de 14,3% de sa clientèle qui passe de 194 196 à 221953 usagers. La cible des EMF est composée de particuliers salariés ou des personnes justifiant d'un revenu permanent régulier, notamment les PME/PMI, les commerçants et artisans, les retraités et les étudiants boursiers. En matière d'emploi, les effectifs du secteur ont augmenté de 1,7% pour se situer à 612 employés.



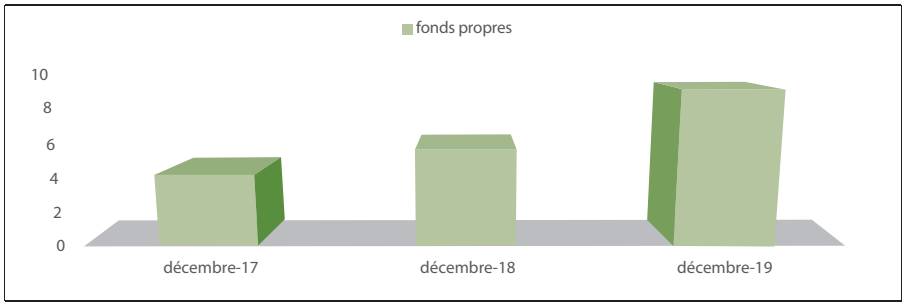
Les fonds propres et l'intermédiation financière

Les fonds propres des EMF, établis à 9,1 milliards de FCFA, ont augmenté de 59,6%, suite au renforcement, par la plupart des EMF, de leur capital social, conformément à la réglementation.

Evolution des ressources et des emplois en milliards de FCFA

	2018	2019	Variation en %
Fonds propres	5,7	9,1	59,6
Encours de dépôts	57,3	60,4	5,4
Encours de crédits	46,9	51,9	10,7

Source : EMF

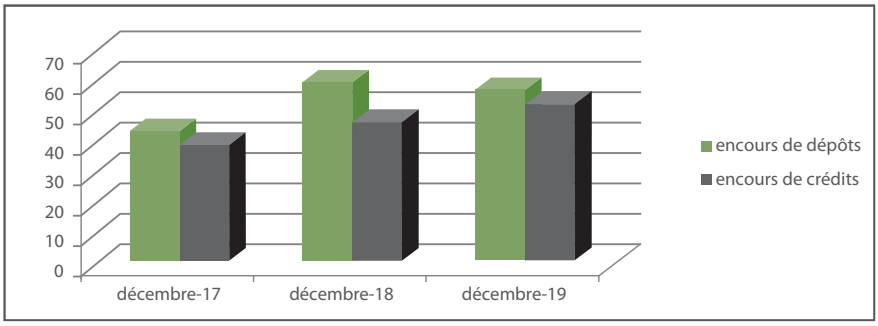


Les dépôts collectés, constitués pour l'essentiel des dépôts à vue (environ 72% de l'encours), se sont accrus de 5,5% à 60,43 milliards de FCFA contre 57,26 milliards de FCFA en 2018. Cette dynamique résulte principalement du relèvement du taux de bancarisation des EMF grâce au dynamisme des enseignes telles que Cofina (nouvelle dénomination de CSG), Finam, Loxia, EDG et Express-Union.

Évolution des dépôts des clients par type de comptes)

En milliards de FCFA	2017	2018	2019	Variation 2019/2018
Comptes à vue	31,65	43,98	43,24	-1,7
Compte à terme	4,03	4,13	11,24	172,2
Comptes de dépôts à régime spécial	7,73	7,83	5,2	-33,6
Autres comptes	0,57	1,32	0,75	-43,2
Total des dépôts	43,98	57,26	60,43	5,5

Source : EMF/Cellule Microfinance



Les crédits bruts à la clientèle, constitués pour l'essentiel des crédits à court terme, ont augmenté de 13,1% à 53,1 milliards de FCFA. Cette performance est attribuable à la disponibilité de la liquidité bancaire et l'accroissement du nombre de demandes de crédits issues des PME/PMI.

Evolution des crédits nets

En milliards de FCFA	2017	2018	2019	Variation 2019/2018
Crédits bruts	39,18	46,97	53,1	13,1%
Créances en souffrance	4,9	3,98	4,93	23,9%
Provisions pour dépréciation des comptesde la clientèle	4,03	2,77	4,73	70,8%
Crédits nets	35,15	44,2	48,37	9,4%

Source : EMF/Cellule Microfinance

L'excédent entre les dépôts et les crédits a évolué à la baisse, passant de 10,29 milliards à 7,33 milliards de FCFA. Parallèlement, le taux de couverture des crédits par les dépôts est passé de 121,9 à 113,8% en décembre 2019.

Evolution du taux de couverture

En milliards de FCFA	décembre 2017	décembre 2018	décembre 2019
Dépôts	43,98	57,26	60,43
Crédits bruts	39,18	46,97	53,1
Excédent (+) ou Déficit (-)	4,80	10,29	7,33
Taux de couverture (%)	112,25	121,9	113,80

Source : EMF/Cellule Microfinance

La structure des taux d'intérêts est restée identique par rapport à ce qu'elle était en décembre 2018 et cela, malgré une forte concurrence entre les établissements. Les taux créditeurs annuels ont varié de 4,5% à 5% et ceux débiteurs de 14% à 24%, soit un taux débiteur moyen qui varie entre 16% et 33%.Dans la plupart des EMF, le taux de recouvrement des crédits aux fonctionnaires s'est dégradé suite à la suspension par l'Etat des précomptes solde.

Opération de gestion, de trésorerie et rentabilité du secteur

L'activité des EMF a enregistré une détérioration de la qualité du portefeuille de crédits, caractérisée par des créances en souffrance évaluées à 4,93 milliards de FCFA. L'excédent de trésorerie s'est situé à près de 16,7 milliards de FCFA et est constitué des avoirs à vue et à terme auprès des banques UGB, ORABANK, ECOBANK et BGFI.

Opérations de trésorerie et rentabilité financière

En milliards de FCFA	2017	2018	2019	Variation 2019/2018
Emplois de trésorerie	18,22	17,18	23,46	36,6
Ressources de trésorerie	13,45	5,79	6,8	17,4
Excédent/déficit de trésorerie	4,77	11,39	16,66	46,3
Produit net financier	11,8	13,1	12,9	-1,5

Source : EMF/Cellule Microfinance

Le produit net financier (PNF), alimenté essentiellement par les intérêts sur crédits et les commissions sur transferts, est en retrait de 1,5% à 12,9 milliards de FCFA contre 13,1 milliards de FCFA en 2018.

II.12.3 Les compagnies d'assurance

Le secteur compte six compagnies d'assurance « Non Vie », quatre compagnies « Vie », une Société de Réassurance et vingt-quatre (24) courtiers agréés. Depuis 2016, le marché gabonais occupe le 4ème rang de la zone CIMA, avec un taux de pénétration de l'assurance très faible estimé à 4% en 2019.

Les groupes OGAR, SAHAM et la société ASSINCO ont consolidé leur position dominante sur le marché pour représenter 62% de l'encours des primes du secteur, en termes de chiffre d'affaires.

Les activités

Le marché des assurances a connu un regain d'activité en 2019. Il a amorcé une

phase de reprise progressive, après un ralentissement de l'activité au cours des trois dernières années. Ainsi, le chiffre d'affaires global a progressé de 7,1% à 99,77 milliards de FCFA contre 93,16 milliards en 2018, porté par la branche Non Vie, principale apporteur d'activité. Toutefois, cette croissance reste fragile compte tenu des difficultés financières rencontrées par la masse assurable, principalement l'Etat, les entreprises et les particuliers. A cela s'ajoutent les tensions de trésorerie liées au retard du règlement des créances de l'Etat.

Chiffre d'affaires du secteur des assurances

(en milliards de FCFA)	2017	2018	2019*	2019/2018	Répartition du C.A par branche en 2019
Non Vie	74,9	72,81	79,39	9,0%	80%
Vie	22,6	20,35	20,38	0,1%	20%
Total	97,5	93,16	99,77	7,1%	100%

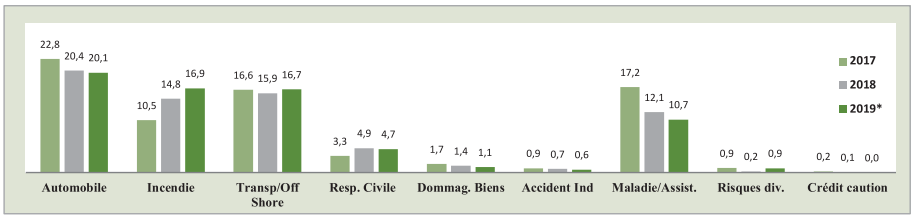
Source : les compagnies d'assurance ; AG GABON (en liquidation) ; 2019 = estimations*

La branche Non Vie

La branche Non Vie regroupe les opérations des produits d'assurance, portant sur le Transport (aérien, maritime et autres transports), Incendie, Automobile, Responsabilité Civile, Dommage aux biens, Accident individuel, Accident corporel, Vol, Maladie/Assistance, Assistance aux véhicules (aide au constat, remorquage et véhicule de remplacement), Assistance aux voyageurs, Multirisques habitations et Risques divers. Cette branche, représente 80% de l'encours des primes du secteur.

Le chiffre d'affaires de cette branche a progressé de 9% à 79,39 milliards de FCFA en 2019, porté par le raffermissement des produits dommages, principalement «Incendie» (+14,8% à 16,9 milliards) et «Total Transports/Offshore » (+5% à 16,7 milliards).

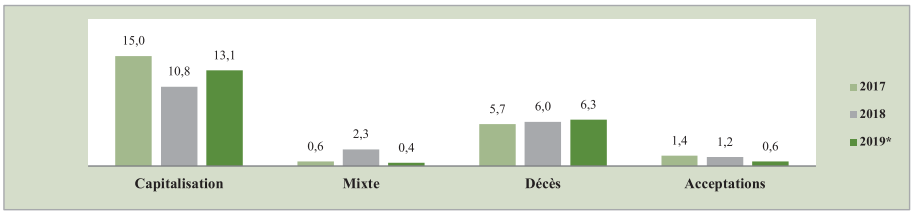
Chiffre d'affaires branche Non Vie par produit (en milliards de FCFA)



La Branche Vie

Cette branche est constituée des produits d'assurance Capitalisation, décès, mixte et Acceptations. Son chiffre d'affaires est resté quasi-stable (+ 0,2% à 20,38 milliards de FCFA) en 2019. Par ailleurs, la baisse du pouvoir d'achat des clients, au cours des trois dernières années, s'est traduit par une hausse du niveau des avances, des rachats et des résiliations des contrats d'épargne. Cette branche représente 20% du total des primes émises du secteur.

Evolution du chiffre d'affaires branche Vie par produit (en milliards de FCFA)



Commissions Versées

Le montant total des commissions versées aux intermédiaires a augmenté de 32,4% à 13,7 milliards de FCFA en 2019, suite à l'accroissement des nouveaux contrats. Conséquemment, les commissions versées pour le compte des sociétés Non Vie et Vie ont respectivement augmenté de 35,6% à 12,52 milliards de FCFA et de 6,1% à 1,21 milliard sur la période sous revue.

Sinistres réglés

La charge totale des sinistres réglés, en diminution de 18%, s'est située à 34,4 milliards de FCFA en 2019 contre 42 milliards au cours de l'exercice précédent.La branche Non Vie représente 71% des sinistres réglés du secteur. Les sinistres payés ont augmenté de 2,7% à 43,10 milliards de FCFA contre 42 milliards en 2018. En revanche, dans la branche Vie, la charge des sinistres payés a fléchi de 18,8% pour s'établir à 12,70 milliards en 2019.

Investissements physiques et Placements

Les investissements ont reculé de 48% à 9,30 milliards de FCFA. Ils ont été orientés vers l'acquisition des équipements. Parallèlement, les placements ont baissé de 4,6% à 115,06 milliards de FCFA en 2019.

Les placements au Gabon demeurent les plus importants avec 75% de l'encours contre 18% et 7% respectivement dans la zone CIMA et hors CIMA. Les actifs de la branche Non Vie représentent 39% et ceux de la branche Vie 61% de l'encours total en 2019.

Répartition des Placements du secteur par zone et par catégorie d'actifs Non Vie et Vie

(En milliards de FCFA)	Placements Globaux			19/18	Parts de marché %
	2017	2018	2019*		
Placements au Gabon	91,11	93,23	86,22	-7,5%	75%
.Immobiliers	18,90	20,64	21,60		
.Financiers	72,21	72,60	64,62		
Placements dans la zone CIMA	25,75	21,65	20,98	-3,1%	18%
.Immobiliers	0	0,00	0,00		
.Financiers	25,75	21,65	20,98		
Placements hors zone CIMA	2,19	5,76	7,86	36,5%	7%
.Immobiliers	0	0,00	0,00		
.Financiers	2,19	5,76	7,86		
Total	119,05	120,64	115,06	-4,6%	100%

Source : Sociétés d'assurance
NB : données indisponibles : Saham Vie ; 2019 = estimations*

Effectifs et masse salariale

Les effectifs et la masse salariale ont régressé respectivement de 5% pour se situer à 485 personnes et de 23% à 8,7 milliards, en raison des départs à la retraite et du non renouvellement des contrats à durée déterminée.

L'activité de Réassurance

La SCG-RE a été créée le 22 février 2012 dans le cadre d'un partenariat public-privé pour capter une partie des primes de réassurance versées hors du Gabon. Elle opère uniquement sur le marché de la réassurance.

L'activité de réassurance a été marquée par une baisse du chiffre d'affaires de 7% à 12,17 milliards de FCFA en 2019 contre 13,09 milliards en 2018.La SCG-RE a enregistré une forte sinistralité sur le plan national et sous-régional : Comilog-Setrag et la SONARA au Cameroun.

Evolution des Principaux Agrégats de la SCG-RE

(En milliards de FCFA)	2018	2019*	19/18
Chiffre d'affaires	13,09	12,17	-7%
Primes cession légale (Gabon)	7,74	8,07	4,3%
Prime facultatives	5,35	4,09	-23,6%
Commissions payées	2,01	2,18	8,5%
Sinistres réglés	3,93	5,88	49,6%
Charges de sinistres	4,2	6,36	51,4%
Primes acquises aux rétrocessionnaires	5,96	5,37	-10%
Commissions reçues des rétrocessionnaires	0,82	0,94	14,6%
Sinistres à charge des rétrocessionnaires	1,19	4,15	-
Fonds propres	8,97	8,95	-0,2%
Investissements physiques	0,26	0	-
Résultat Net	0,01	1,18	-
Placements Financiers (uniquement au Gabon)	15,04	13,31	-11,5%
Total Effectifs (Nbre)	26	27	3,8%
Masse salariale	0,75	0,65	-13,3%

Source : SCG-RE ; 2019 = données estimées*

Les Sociétés de courtage d'assurance

Le marché compte vingt-quatre courtiers agréés, membres de la Fédération Gabonaise de Courtage d'Assurance (FGCA) et sept agents généraux (professionnel indépendant exerçant l'activité d'intermédiaire pour le compte d'une compagnie d'assurance dont il a reçu un mandat). Les courtiers interviennent sur le marché en apportant des affaires aux compagnies d'assurances contre des rémunérations sous forme de commissions. Cette activité génère environ 80% des primes des sociétés d'assurance.

La société ASCOMA, leader du marché, représente près de 60% de la production globale de l'activité de courtage, en termes de chiffre d'affaires.

Le chiffre d'affaires consolidé du marché des courtiers a affiché une progression de 17% pour atteindre 8,19 milliards de FCFA en 2019, impulsée par les bonnes performances d'ASCOMA (+13,5% à 4,25 milliards).

Evolution des Principaux Agrégats des Sociétés de Courtage (en milliards de FCFA)

(En milliards de FCFA)	2017	2018	2019*	19/18
Chiffre d'affaires	9,19	7,00	8,19	17,0%
Commissions perçues	0,17	6,86	7,65	11,5%
Placements	214	7,70	8,61	11,8%
Effectif (Nombre)	362	285	264	-7,4%
Masse salariale	4,68	4,00	4,58	14,5%

Source ; stat recueillies auprès de 12/24 sociétés de courtage d'assurance agréées ; 2019 = estimations*

II.12.4 Les établissements financiers

Les établissements financiers agréés au Gabon ont pour activités principales les opérations de leasing, les crédits automobiles, le crédit-bail, les crédits d'équipement, les crédits d'investissement et de location longue durée.

A fin décembre 2019, l'activité des établissements financiers est marquée par :

- une baisse des ressources ;
- une légère contraction des emplois;
- un net recul des investissements ;
- un repli des créances impayées.

Le total bilan des établissements financiers a diminué de 5,5% à 47,7 milliards de FCFA en décembre 2019, suite à l'amenuisement des opérations d'octroi de crédits à moyen terme (-37,1% à 2,8 milliards de FCFA) et à l'érosion continue des capitaux propres (-21,2% à 10,9 milliards de FCFA). Compte tenu de la morosité des activités financières, les établissements financiers ont décidé de limiter leur production pour mettre l'accent sur les opérations de recouvrement des créances impayées des trois dernières années.

Les ressources

A fin 2019, les ressources du secteur ont régressé de 7,5% à 35,7 milliards de FCFA, en lien avec la baisse continue des capitaux propres (-21% à 10,9 milliards de FCFA). Par ailleurs, le non remboursement par le Trésor Public de l'intégralité des opérations sur les précomptes a participé à plomber les ressources de ces structures.

Malgré le contexte morose, le secteur a bénéficié d'un volant de prêts bancaires de 24,84 milliards de FCFA pour renforcer ses ressources (+0,4%).

Evolution des ressources (en milliards de FCFA)

	2018	2019	Var 2019/2018
Capitaux propres	13,8	10,9	-21%
Dettes bancaires	24,75	24,84	0,4%
Ressources	38,6	35,7	-7,5%

Source : établissements financiers

Les ressources

Au cours de la période sous revue, les emplois se sont repliés de 1% à 24,2 milliards de FCFA. L'analyse par maturité des crédits explique clairement l'évolution de ces emplois. Les crédits à court terme se sont consolidés de 73,7% pour concerner principalement les crédits de trésorerie octroyés aux entreprises, en raison de la bonne tenue des secteurs d'activités tels que les mines, le pétrole et le bois. A l'inverse les crédits à moyen terme et le crédit-bail se sont détériorés respectivement de 36,4% et 0,6%. Cette situation est imputable en grande partie à l'apathie des projets d'investissement privés, dans un contexte d'incertitude économique.

Evolution des emplois (en milliards de FCFA)

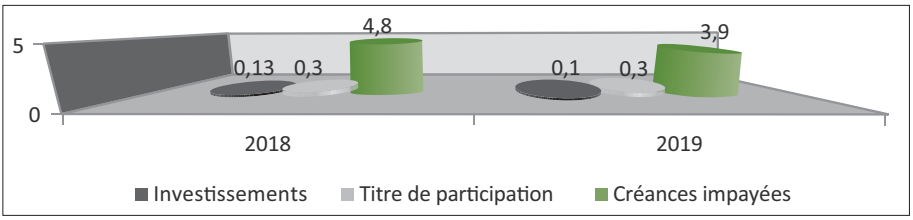
	2018	2019	Var 2019/2018
Crédits à court terme	1,9	3,3	73,7%
Crédits à moyen terme	4,4	2,8	-36,4%
Crédits à long terme	-	-	-
Crédits-bails	18,2	18,1	-0,6%
Total	24,5	24,2	-1,0%

Source : établissements financiers

Investissements et créances impayées

Les établissements financiers ont très peu investi au cours de l'exercice 2019. Les investissements se sont élevés à 0,10 milliards de FCFA contre 0,13 milliard de FCFA en 2018, soit une baisse de 23,1%. Par ailleurs, on note une baisse de 23,8% à 4 milliards de FCFA des créances impayées, en lien avec la stratégie définie par les établissements financiers dont l'axe principal a été le recouvrement des créances en souffrance des trois dernières années.

Investissements et créances impayées 2019 (en milliards de FCFA))



Les immobilisions en location

Les immobilisations en location se sont élevées à 18,1 milliards de FCFA contre 17,5 milliards de FCFA en 2018, soit une hausse de 3,1%.

Effectifs

Les établissements financiers ont employé 87 personnes contre 86 personnes en 2018, soit une hausse de 1,2%.

Les grandeurs macroéconomiques

3e partie

III LES GRANDEURS MACROECONOMIQUES

Grandeurs	Unités	2017	2018	2019	18/17	19/18
PIB en volume (aux prix de 2001)	Mds de FCFA	5 484,7	5 530,9	5 749,1	0,8%	3,9%
PIB en valeur	Mds de FCFA	8 669,0	9 368,9	9 886,9	8,1%	5,5%
PIB hors pétrole (nominal)	Ratio au PIB	80,3%	78,9%	78,6%		
PIB pétrole (nominal)	Ratio au PIB	19,7%	21,1%	21,4%		
Importations totales (yc services)	Mds de FCFA	2 153,5	2 087,3	2 133,3	-3,1%	2,2%
Importations	Ratio au PIB	24,8%	22,3%	21,6%		
Total ressources (en valeur)	Mds de FCFA	10 822,6	11 456,2	12 020,2	5,9%	4,9%
Consommation totale en valeur	Mds de FCFA	4 612,0	4 607,6	4 812,5	-0,1%	4,4%
Publique	Mds de FCFA	1 147,0	989,9	1 086,9	-13,7%	9,8%
Privée	Mds de FCFA	3 464,9	3 617,7	3 725,6	4,4%	3,0%
Consommation	Ratio au PIB	53,2%	49,2%	48,7%		
FBCF en valeur	Mds de FCFA	1 856,2	2 061,9	2 197,6	11,1%	6,6%
Publique	Mds de FCFA	152,7	197,6	223,3	29,4%	13,0%
Publique/FBCF	%	8,2%	9,6%	10,2%	16,5%	6,0%
Privé	Mds de FCFA	1 703,5	1 864,3	1 974,4	9,4%	5,9%
Dont Pétrole	Mds de FCFA	791,1	910,4	956,4	15,1%	5,0%
FBCF	Ratio au PIB	21,4%	22,0%	22,2%		
Dont Pétrole	Ratio au PIB	9,1%	9,7%	9,7%		
Exportations en valeur	Mds de FCFA	4 350,0	4 786,6	5 010,0	10,0%	4,7%
Exportations	Ratio au PIB	50,2%	51,1%	50,7%		
Absorption	Mds de FCFA	6 503,6	6 874,0	7 143,3	5,7%	3,9%
Solde biens et services non-facteurs (X-M)	Mds de FCFA	2 196,5	2 699,3	2 876,8	22,9%	6,6%
Solde biens et services non-facteurs	Ratio au PIB	25,3%	28,8%	29,1%		
Taux de couverture (Export./Import.)	%	202,0%	229,3%	234,9%	13,5%	2,4%
Emploi	Effectifs	196 584	195 561	191 362	-0,5%	-2,1%
Public y.c. collectivités locales	Effectifs	109 752	107 627	106 631	-1,9%	-0,9%
dont MONP	Effectifs	14 888	14 791	14 622	-0,7%	-1,1%
Public/Emploi Total	%	55,8%	55,0%	55,7%	-1,4%	1,2%
Privé et parapublic	Effectifs	86 832	87 934	84 731	1,3%	-3,6%
Masse salariale	Mds de FCFA	2 076,9	2 018,7	2 039,1	-2,8%	1,0%
Public y.c. collectivités locales	Mds de FCFA	767,8	735,1	723,0	-4,3%	-1,6%
Privé et parapublic	Mds de FCFA	1 309,1	1 283,6	1 316,1	-1,9%	2,5%
Masse monétaire (M2)	Mds de FCFA	2 004,8	2 309,7	2 334,5	15,2%	1,1%
Vitesse de circulation de la monnaie		4,3	4,1	4,2	-6,2%	4,4%
Prix de détail (base 100 = 2004)	Indice	133,5	139,9	142,7	4,8%	2,0%

III.1 LE PRODUIT INTERIEUR BRUT

Le produit intérieur brut (PIB) s'est nettement amélioré en 2019. L'activité économique nationale a tiré profit d'un environnement international caractérisé par une conjoncture globalement favorable, en dépit du ralentissement de la croissance observé dans la plupart des zones. Au plan national, l'activité économique a été marquée par la consolidation des effets positifs des politiques de diversification économique mises en œuvre depuis 2010, notamment dans les secteurs agriculture de rente, mines, bois, pêche et services.

Ainsi, le PIB réel a progressé de 3,9% en 2019 contre +0,8% en 2018. Ce regain d'activité est expliquépar la hausse substantielle des activités du secteur pétrolier (+13,0%) et la poursuite du dynamisme du secteur hors -pétrole (+2,9%).

Evolution du taux de croissance du PIB (en %)

(En %)	2017	2018	2019
PIB total	0,5	0,8	3,9
Pétrole	-8,5	-8,2	13,0
Hors-pétrole	1,7	2,0	2,9

Source : DGEPF

III.1.1 Le PIB par secteur d'activité

Sur le plan productif, l'activité a été dynamique dans les trois secteurs en 2019. Ainsi, les activités des secteurs primaire, secondaire et tertiaire ont progressé respectivement de +12,3%, +1,5% et +4,1%.

La hausse substantielle des activités du **secteur primaire** (+12,3% contre +0,2% en 2018) est expliquée par les performances des branches pétrole (+13,0%), mines (+25,4%), pêche (+15,3%) et la poursuite des progrès de la branche agriculture (+9,2%). En effet, la hausse d'activité du secteur pétrolier (+ 21 points en 2019) résulte notamment de la mise en exploitation du champ Simba par Perenco et de la poursuite des efforts d'investissement liés à l'optimisation des rendements des champs matures. Au total, la production du secteur s'est située à 10,9 millions de tonnes (79,6 millions de barils) en 2019.

De même, la bonne tenue de l'activité minière provient des performances record des trois opérateurs. Sur le plan technique, ces résultats sont dus aux innovations introduites sur les sites de Moanda, notamment le recours à un nouveau procédé de traitement à sec du minerai, et au renforcement des

capacités de production du gisement de Biniomi. Au total, la production du minerai de manganèse s'est élevée à 7,3 millions de tonnes en 2019 contre 5,8 millions de tonnes en 2018.

L'évolution de la sous-branche agricole, comme en 2018, résulte de l'amélioration progressive du rendement des plantations de palmiers d'Awala et de Mouila. De même, l'augmentation des surfaces de récolte et l'entrée en production des plantations d'hévéaculture de Batouri (Bitam) ont contribué à l'essor de la branche agricole. A fin décembre, la production d'huile de palme s'est établie à 55,2 milles tonnes contre 32,9 milles tonnes en 2018.

Les activités du **secteur secondaire** ont globalement ralenti en 2019 par rapport à 2018, malgré la reprise des activités des BTP (+3,1%) et le dynamisme du secteur des agro-industries (+7,3%).

En effet, les Bâtiments et Travaux Public ont bénéficié de la vigueur des investissements publics. Il s'agit notamment des travaux d'amélioration des voiries urbaines (Libreville et Akanda), de la réhabilitation de la route nationale (tronçon PK59.5/74.5), des travaux d'électrification dans les zones rurales (implantation des lampadaires solaires). A cela s'ajoutent la poursuite des programmes de construction des logements sociaux financés par le secteur privé, la poursuite du projet de réhabilitation de la voie ferrée et l'aménagement du nouveau plateau de Comilog.

Les autres industries ont bénéficié de la relance des activités des BTP et de la montée en puissance de production des certaines industries. En effet, à fin 2019, il a été observé un raffermissement de la production de ciment, un accroissement de la production de peinture, une augmentation de la production d'aluminium, du fait de l'augmentation des capacités de production, et des bons résultats de la fabrication des tôles épaisses.

Concernant les agro-industries, la hausse de la production découle de la bonne tenue de la production d'huiles et corps gras (+9,6%), d'eau minérale et des boissons gazeuses (+3,1%) ainsi que du sucre (+31%). La forte progression de la production de sucre est liée aux bonnes conditions climatiques et au rallongement d'un mois de la durée de la campagne.

Cependant, l'activité de certaines branches industrielles a ralenti en 2019. C'est le cas de l'industrie minière, qui a enregistré une baisse de 4,3% en raison notamment de la faiblesse de la demande à l'international, des difficultés d'approvisionnement en matières premières et des dysfonctionnements techniques du complexe métallurgique. De même, les activités des industries de bois ont faiblement progressé en 2019 (+1% contre +18,6% en 2018), en lien

avec la demande mondiale. Les services pétroliers ont également été en repli du fait de la faiblesse des investissements courants des opérateurs du secteur.

Le **secteur tertiaire** a bénéficié d'une hausse globale de l'activité économique notamment celle des secteurs primaire et secondaire. La croissance a été tirée par la quasi-totalité de ses branches.

En effet, l'accroissement de l'activité de transport (+16,4%) s'explique essentiellement par les bons résultats enregistrés dans les transports ferroviaire, maritime et portuaire consécutifs à l'intensification des flux de marchandises, en lien avec la bonne tenue des secteurs pétrolier, minier et sylvicole.

Le dynamisme des télécommunications (+4,5%) a été le résultat de l'activité internet haut débit et des services (+2,1%), dans le cadre des prestations rendues aux entreprises (+3,6%).

La branche hôtellerie-restauration-tourisme a également contribué positivement à l'évolution du secteur tertiaire, du fait de la bonne tenue de la branche restauration collective et de la sous branche évènementielle (+4,8%), malgré les contreperformances de l'hôtellerie.

Evolution du PIB par secteur d'activité de 2017 à 2019

En milliards de FCFA	PIB nominal ((au prix du marché)					PIB en volume (au prix de 2001)				
	2017	2018	2019	18/17	19/18	2017	2018	2019	18/17	19/18
Produit intérieur brute	**8 669,0**	**9 368,9**	**9 886,9**	**8,1%**	**5,5%**	**5 484,7**	**5 530,9**	**5 749,1**	**0,8%**	**3,9%**
PIB marchand	**7 292,5**	**8 051,5**	**8 591,5**	**10,4%**	**6,7%**	**4 424,2**	**4 497,6**	**4 726,5**	**1,7%**	**5,1%**
Secteur primaire	**2 370,4**	**2 729,3**	**2 913,3**	**15,1%**	**6,7%**	**1 074,5**	**1 077,1**	**1 210,1**	**0,2%**	**12,3%**
Agriculture, Elevage, Pêche	349,8	390,7	426,3	11,7%	9,1%	297,8	325,6	354,7	9,4%	8,9%
Exploitation forestière	106,6	118,6	122,9	11,2%	3,6%	71,2	78,3	81,0	10,0%	3,5%
Pétrole brut	1 708,6	1 979,3	2 116,7	15,8%	6,9%	613,4	563,3	636,6	-8,2%	13,0%
Mines	205,3	240,8	247,4	17,3%	2,7%	92,2	109,9	137,7	19,2%	25,4%
Secteur secondaire	**2 027,3**	**2 195,5**	**2 303,3**	**8,3%**	**4,9%**	**970,8**	**998,4**	**1 013,2**	**2,8%**	**1,5%**
Industries agro-alim, boissons	162,1	182,8	201,8	12,8%	10,4%	115,2	123,3	132,3	7,1%	7,3%
Industrie du bois	160,1	196,6	198,6	22,8%	1,0%	100,0	118,6	119,8	18,6%	1,0%
Autres industries yc minières	268,8	324,5	345,3	20,8%	6,4%	144,9	170,0	176,7	17,3%	3,9%
Raffinage	9,8	9,4	8,7	-4,1%	-6,9%	7,6	7,3	6,4	-4,4%	-12,1%
Electricité, Eau	106,7	112,6	116,6	5,5%	3,5%	53,8	53,9	54,7	0,2%	1,5%
BTP	393,2	308,3	327,8	-21,6%	6,3%	223,7	172,0	177,3	-23,1%	3,1%
Recherche, services pétroliers	926,6	1 061,2	1 104,5	14,5%	4,1%	325,7	353,4	346,0	8,5%	-2,1%
Secteur tertiaire	**2 321,2**	**2 560,0**	**2 782,6**	**10,3%**	**8,7%**	**1 865,2**	**1 904,5**	**1 983,2**	**2,1%**	**4,1%**
Transports & Communications	753,4	869,1	1 028,7	15,4%	18,4%	683,1	699,2	772,0	2,4%	10,4%
Services	976,3	1 010,0	1 053,5	3,5%	4,3%	757,0	769,2	785,3	1,6%	2,1%
Commerce	444,2	507,8	523,0	14,3%	3,0%	278,0	279,1	281,0	0,4%	0,7%
Services bancaires, assurances	254,6	282,6	279,3	11,0%	-1,2%	263,0	279,3	268,7	6,2%	-3,8%
SIFIM	-107,4	-109,5	-101,8	2,0%	-7,0%	-115,9	-122,2	-123,8	5,5%	1,3%
DTI et TVA	573,6	566,8	592,3	-1,2%	4,5%	513,7	517,5	520,1	0,7%	0,5%
PIB non marchands	**1 376,5**	**1 317,4**	**1 295,4**	**-4,3%**	**-1,7%**	**1 060,5**	**1 033,4**	**1 022,6**	**-2,6%**	**-1,0%**

Source : DGEPF

III.1.2 Le PIB par la demande

Suivant l'optique demande, en 2019, la croissance a été portée aussi bien par la demande extérieure (+19,8%) que par la demande intérieure (+2,3%).

L'accroissement de la demande extérieure s'est traduite par la hausse

substantielle des exportations des produits pétroliers (+21,6%) et hors-pétrole (+17,8%), en lien avec l'affermissement de la demande des principaux partenaires économiques du Gabon (Chine, USA, France, etc.), dans un contexte de baisse des cours des matières premières (pétrole, manganèse, bois). Dans cette dynamique, les exportations en volume des produits de rente, des mines et du bois transformé ont enregistré respectivement des performances de +38,1%, +17,0% et +6,7%. Les importations de biens ont progressé de 17,9% en 2019, en liaison avec la hausse de la demande en biens d'équipement (+35,3%), intermédiaire (+9,0%) et de consommation finale (+6,1%).

La hausse de la demande intérieure provient de la progression de l'investissement total (+2,4%) et de la hausse de la consommation totale (+2,2%). L'augmentation de l'investissement total, mesuré par la Formation Brute de Capital Fixe (FBCF), est expliquée aussi bien par l'accroissement de l'investissement public (+9,0%) que par la poursuite des investissements privés hors pétrole (+2,4%).

L'orientation favorable de l'investissement public est liée à la poursuite des investissements structurants notamment les travaux d'amélioration des voiries urbaines et autres infrastructures routières (bassin versant, axes routiers PK12-PK105, …) et l'installation des lampadaires solaires. Les investissements directs étrangers dans la ZERP, dans les secteurs miniers etdans l'énergie ont favorisé l'accroissement de l'investissement dans le secteur privé.

La progression de la consommation totale en 2019 provient aussi bien des ménages (+0,9%) que de l'administration (+6,1%). En effet, par rapport à 2018, la consommation publique est repartie à la hausse sous l'effet d'une remontée de la consommation des biens et services et des transferts. La consommation privée a profité de la hausse des revenus dans le secteur moderne, en lien avec la reprise de l'activité économique, dans un contexte d'assouplissement des pressions inflationnistes.

Evolution du PIB par la demande de 2014 à 2016

En milliards de FCFA	PIB nominal ((au prix du marché)					PIB en volume (au prix de 2001)				
	2017	2018	2019	18/17	19/18	2017	2018	2019	18/17	19/18
PRODUIT INTERIEUR BRUT	8 669,0	9 368,9	9 886,9	8,1%	5,5%	5 484,7	5 530,9	5 749,1	0,8%	3,9%
DEMANDE INTERIEURE	6 472,5	6 669,6	7 010,2	3,0%	5,1%	5 370,0	5 335,8	5 457,5	-0,6%	2,3%
DEMANDE EXTERIEURE	6 503,6	6 874,0	7 143,3	5,7%	3,9%	4 544,4	4 694,0	5 597,1	3,3%	19,2%
CONSOMMATION TOTALE	4 612,0	4 607,6	4 812,5	-0,1%	4,4%	3 603,9	3 436,7	3 512,3	-4,6%	2,2%
Ménages	3 464,9	3 617,7	3 725,6	4,4%	3,0%	2 616,3	2 605,8	2 630,5	-0,4%	0,9%
Administrations	1 147,0	989,9	1 086,9	-13,7%	9,8%	987,6	830,8	881,8	-15,9%	6,1%
INVESTISSEMENT TOTAL	1 860,6	2 061,9	2 197,6	10,8%	6,6%	1 766,1	1 899,1	1 945,1	7,5%	2,4%
Privé	1 703,5	1 864,3	1 974,4	9,4%	5,9%	1 534,7	1 649,1	1 672,6	7,5%	1,4%
dont : Pétrole	791,1	910,4	956,4	15,1%	5,0%	489,4	558,3	555,8	14,1%	-0,5%
Hors Pétrole	912,4	953,9	1 018,0	4,5%	6,7%	1 045,3	1 090,8	1 116,8	4,3%	2,4%
Administration	152,7	197,6	223,3	29,4%	13,0%	162,2	250,0	272,6	54,1%	9,0%
EXPORTATIONS TOTALES	4 350,0	4 786,6	5 010,0	10,0%	4,7%	2 329,6	2 444,6	2 944,4	4,9%	20,4%
Pétrole	3 186,3	3 469,7	3 513,7	8,9%	1,3%	1 291,0	1 191,5	1 448,6	-7,7%	21,6%
Hors Pétrole	964,3	1 128,9	1 302,4	17,1%	15,4%	988,9	1 186,1	1 429,9	19,9%	20,6%
dont : Rentes et autres produits d'exportations	287,6	345,5	517,2	20,1%	49,7%	272,5	389,5	538,0	42,9%	38,1%
Mines	373,2	410,5	412,6	10,0%	0,5%	391,7	408,0	477,3	4,2%	17,0%
Bois transformé	300,0	369,3	368,7	23,1%	-0,2%	321,4	385,0	411,0	19,8%	6,7%
Produits manufacturiers	3,5	3,6	3,9	2,7%	8,2%	3,3	3,6	3,6	9,0%	1,0%
IMPORTATIONS TOTALES	2 153,5	2 087,3	2 133,3	-3,1%	2,2%	2 214,8	2 249,4	2 652,7	1,6%	17,9%
dont Consommations	479,0	439,6	456,9	-8,2%	3,9%	392,9	406,2	431,1	3,4%	6,1%
Equipements	952,3	396,9	523,7	-58,3%	31,9%	692,4	548,3	741,9	-20,8%	35,3%
Intermédiaires	434,0	545,1	580,6	25,6%	6,5%	437,7	552,5	602,1	26,2%	9,0%

Source : DGEPF

III.2 LE BUDGET DE L'ÉTAT

Pour tenir compte des perspectives de raffermissement de l'économie mondiale et d'amélioration de l'activité économique nationale, le budget de l'Etat a fait l'objet d'une modification à la hausse en 2019.

III.2.1 L'équilibre budgétaire

Le budget révisé de 2019 a été arrêté à 3 033,4 milliards de FCFA en ressources et emplois. Il a enregistré un accroissement de 3,9% par rapport à la rectificative 2018.

Budget prévisionnel de l'Etat

En milliards de FCFA	LFR 2018	LF 2019	LF 2019/LFR 2018
Nature des ressources			
Recettes propres	2 042,2	2 113,4	3,5%
Pétrole	698,3	731,6	4,8%
Hors pétrole	1 343,9	1 381,9	2,8%
Ressources d'emprunt	876,3	920,0	5,0%
Total des ressources	**2 918,5**	**3 033,4**	**3,9%**
Nature des charges			
Service de la dette	907,1	1 025,7	13,1%
Fonctionnement	1 215,3	1 206,7	-0,7%
Investissement	352,9	381,0	8,0%
Autres dépenses	443,2	420,0	-5,2%
Total des charges	**2 918,5**	**3 033,4**	**3,9%**

Source : DGCPT

III.2.1.1 Les ressources

Les prévisions budgétaires de l'année 2019 ont tablé sur des ressources projetées à 3033,4 milliards de FCFA, en augmentation de 3,9% comparativement aux prévisions rectifiées de 2018, en raison du renforcement des ressources propres et des ressources d'emprunt.

La hausse des ressources propres résulte des perspectives d'accroissement des recettes pétrolières et hors pétrolières.

L'accroissement des recettes pétrolières est consécutif au renforcement des

recettes fiscales (+53,6 milliards de FCFA). Celui des recettes hors pétrole est relatif à la consolidation des recettes fiscales (+63,7 milliards de FCFA), malgré la diminution des recettes non fiscales (-25,7 milliards de FCFA).

L'accroissement des ressources d'emprunt provient de l'augmentation des emprunts d'équilibre (+43,4 milliards de FCFA) et des tirages sur emprunts extérieurs (+0,3 milliard de FCFA).

III.2.1.2 Les emplois

Suite à l'accroissement des ressources et pour tenir compte des exigences du PRE, le service de la dette et les autres dépenses ont été ajustés à la hausse. Par contre, les dépenses de fonctionnement et d'investissement ont été revues à la baisse.

L'augmentation du service de la dette résulte du règlement du principal et du remboursement du paiement des intérêts. En effet, le remboursement du principal progresse de 14,1% à 770,1 milliards de FCFA, suite au renforcement de l'amortissement des emprunts extérieurs (+37,9% à 354,7 milliards de FCFA), malgré le repli du principal sur emprunts intérieurs (-0,6 % à 415,7 milliards de FCFA). Le règlement des intérêts augmente de 10,2% à 255,6 milliards de FCFA, du fait de la hausse des intérêts sur les emprunts extérieurs (+6,8% à 164,2 milliards de FCFA) et intérieurs (+16,8 % à 91,4 milliards de FCFA).

L'accroissement des dépenses d'investissement s'explique par le renforcement des financements attendus sur les ressources extérieures (+69,1% à 183,6 milliards de FCFA) et par l'augmentation de la dotation du Fonds d'Entretien Routier (+93,4% à 10,7 milliards de FCFA). Ce, malgré la diminution de l'enveloppe allouée au financement des projets par les ressources propres (-13,1% à 186,7 milliards de FCFA) et l'absence de prévisions pour le financement des investissements des collectivités locales et de dotation pour le Fonds National de l'Habitat.

L'ajustement à la baisse des dépenses de fonctionnement est lié au repli des dépenses de biens et services (-8,4% à 288,5 milliards de FCFA) et des transferts et subventions (-5,4% à 245,4 milliards de FCFA), en dépit du renforcement des dépenses de personnel (+5,0% à 672,8 milliards de FCFA).

La baisse des autres dépenses est inhérente au repli des contentieux (-85,0% à 6,0% milliards de FCFA) et des prêts et avances (-6,5% à 244,2 milliards de FCFA), nonobstant la hausse des coûts sociaux relatifs à la restructuration des entreprises (+113,7% à 54,5 milliards de FCFA) et aux dépenses des comptes d'affectation spéciale (+11,9% à 111,2 milliards de FCFA).

III.2.2 L'exécution du budget

Pour la troisième année consécutive, la situation des finances publiques s'est améliorée. En effet, l'exécution du budget s'est soldée en 2019 par un excédent sur l'ensemble des soldes budgétaires (primaire, base ordonnancement, base caisse).

Entre 2018 et 2019, l'excédent primaire s'est consolidé de 246,3 milliards de FCFA à 360,5 milliards de FCFA, suite à l'accroissement des recettes budgétaires (+21,3 %) nonobstant l'augmentation des dépenses primaires (+7,1 %). En ratio du PIB nominal, le solde primaire a gagné 2,5 points pour s'établir à 3,7% en 2019.

Après quatre (4) années de déficit, le solde base ordonnancements, qui inclut la charge de la dette publique, a enregistré un excédent de 135,6 milliards de FCFA, en lien avec l'accélération du rythme de croissance des recettes budgétaires collectées. Rapporté au PIB, le solde base ordonnancements est passé de -1,2 % en 2018 à 1,4% en 2019.

En 2019, le solde base caisse affiche un excédent de 112,8 milliards de FCFA contre un déficit de 126,8 de FCFA une année auparavant, dans un contexte marqué par un excédent du solde base ordonnancements. En ratio du PIB, le solde base caisse est passé d'un déficit de 1,4% en 2018 à un excédent de 1,1% en 2019.

Evolution des soldes

En milliards de FCFA	2017	2018	2019	19/18
Recettes pétrolières	574,4	583,4	747,2	28,1%
Recettes hors pétrole	1 026,6	1 090,7	1 283,4	17,7%
Recettes totales	**1 601,0**	**1 674,1**	**2 030,6**	**21,3%**
Dépenses de fonctionnement	1 131,4	1 045,1	1 095,3	4,8%
Dépenses d'investissement	132,7	247,7	281,2	13,5%
Autres dépenses*	278,8	267,1	293,5	9,9%
Dépenses primaires	**1 542,9**	**1 559,9**	**1 670,1**	**7,1%**
Intérêts sur la dette	219,0	224,5	224,9	0,1%
Dépenses totales	**1 762,0**	**1 784,4**	**1 895,0**	**6,2%**
Solde primaire	**58,1**	**114,2**	**360,5**	**215,7%**
Solde base ordonnancements	**-160,9**	**-110,8**	**135,6**	**222,4%**
Variation des arriérés	-138,3	-15,9	-22,8	43,4%
Solde base caisse	**-299,2**	**-126,8**	**112,8**	**189,0%**
En ratio du PIB nominal				
Solde primaire	0,7%	1,2%	3,6%	
Solde base ordonnancements	-1,9%	-1,2%	1,4%	
Solde base caisse	-3,5%	-1,4%	1,1%	
PIB nominal (pour mémoire)	8 669,0	9 368,9	9 886,9	

** Hors intérêts sur la dette publique*
Sources : DGCPT, DGEPF

III.2.2.1 Les recettes budgétaires

En hausse de 21,3% par rapport à l'année précédente, le budget en recettes s'est établi à 2030,6 milliards de FCFA en 2019. Cette évolution est consécutive à l'accroissement aussi bien des recettes pétrolières (+28,1%) que des recettes non pétrolières (+17,7%). En pourcentage du PIB, les recettes budgétaires sont passées de 17,9% à 20,8%. Dans le même temps, la pression fiscale a, quant à elle, augmenté de 2,0 points à 12,2%, en deçà de la norme communautaire (17,0%).

III.2.2.1.1 Les recettes pétrolières

Pour la troisième année consécutive, les recettes pétrolières collectées se sont améliorées. Comparativement à l'année 2018, les recettes pétrolières ont

augmenté de 28,1% suite à l'accroissement substantiel de la production pétrolière et à l'appréciation du dollar par rapport au Franc CFA. Ce, en dépit de la dépréciation du cours du baril du pétrole sur les marchés internationaux. En 2019, les recettes pétrolières ont représenté 35,3% du PIB pétrolier contre 29,5% en 2018.

A l'instar des années précédentes, la redevance minière proportionnelle est la composante qui rapporte le plus de recettes dans le secteur pétrolier (41,9 % en 2019). Associée aux contrats de partage, la redevance minière proportionnelle a permis au Trésor Public d'engranger 452,8 milliards de FCFA en 2019, soit 60,6% des revenus pétroliers. L'impôt sur les sociétés pétrolières et les transferts de la Société Gabonaise de Raffinage ont rapporté respectivement 16,4% et 12,5% de recettes pétrolières. Les discounts et bonus de production se sont établis à 30,9 milliards de FCFA, soit 10,2% des recettes pétrolières. Quant à la redevance superficielle, elle a permis de collecter 1,9 milliard de FCFA, soit 0,2% des recettes pétrolières.

Evolution des recettes pétrolières

En milliards de FCFA	2017	2018	2019	19/18
Impôts sur les sociétés	84,4	86,6	122,9	41,9%
Redevance Minière Proportionnelle	228,8	267,6	313,1	17,0%
Autres	206,0	155,7	217,9	40,0%
Transferts SOGARA	55,3	73,6	93,3	26,7%
Total des recettes pétrolières	**574,4**	**583,4**	**747,2**	**28,1%**
En ratio du PIB pétrole				
Recettes pétrolières	33,6%	29,5%	35,3%	
PIB pétrole (pour mémoire)	1 708,6	1 979,3	2 116,7	

Sources : DGCPT, DGEPF

III.2.2.1.2 Les recettes hors pétrole

Pour la deuxième année consécutive, les recettes hors pétrole se sont consolidées en 2019. En effet, elles ont augmenté de 17,7% pour s'établir à 1 283,4 milliards de FCFA. Leur hausse résulte de l'embellie de l'activité économique nationale et provient :

- du recouvrement des droits de douanes ;
- des impôts directs (impôts sur les sociétés et impôts sur les personnes physiques) ;

- des autres recettes (notamment les recettes issues de l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières et les recettes issues des pénalités).

En pourcentage du PIB hors pétrole, les recettes hors pétrole ont gagné 1,8 point à 16,5%.

Evolution des recettes hors pétrole

En milliards de FCFA	2017	2018	2019	19/18
Droits de douanes	246,2	254,7	285,5	12,1%
Taxes sur les biens et services	215,4	147,8	186,6	26,2%
dont TVA	159,2	95,4	132,2	38,6%
Impôts directs	270,9	297,8	411,6	38,2%
Autres recettes	210,5	297,0	300,5	1,2%
Recettes hors comptes spéciaux	**943,0**	**997,4**	**1 184,2**	**18,7%**
Comptes spéciaux	83,6	93,3	99,3	6,4%
Total des recettes hors - pétrole	**1 026,6**	**1 090,7**	**1 283,4**	**17,7%**
En ratio du PIB hors pétrole				
Total des recettes hors pétrole	14,7%	14,8%	16,5%	
Recettes hors comptes spéciaux	13,5%	13,5%	15,2%	
PIB hors pétrole (pour mémoire)	6960,4	7389,6	7770,2	

Source : DGCPT

III.2.3 Les dépenses publiques

Les dépenses budgétaires exécutées ont augmenté de 6,2% à 1 895,0 milliards de FCFA comparativement à 2018, suite à l'accroissement simultané des dépenses de fonctionnement (+4,8 %), des dépenses en capital (+13,5%) et des autres dépenses (+9,9%), malgré la quasi-stabilité du paiement des charges liées aux intérêts de la dette (-0,1%). En pourcentage du PIB, les dépenses totales ont représenté 19,2% (+0,2 point par rapport à 2018).

III.2.3.1 Les dépenses de fonctionnement

En 2019, les dépenses de fonctionnement ont été exécutées à hauteur de 1 095,3 milliards de FCFA contre 1 045,1 milliards de FCFA en 2018, soit une hausse de 4,8%. Cette évolution a résulté du renforcement des dépenses en biens et services et des transferts et subventions, malgré la maitrise des dépenses en personnel. En ratio du PIB, elles sont demeurées stables.

En raison de la maîtrise de l'évolution de la solde permanente (-2,4%), suite aux mesures gouvernementales, les dépenses en personnel ont baissé de 1,7% pour s'établir à 688,9 milliards de FCFA. En conséquence, elles ont représenté 57,7% des recettes fiscales contre 73,3% l'année précédente. Néanmoins, elles demeurent largement au-dessus de la norme communautaire (35% au maximum).

Les dépenses en biens et services se sont établies à 156,0 milliards de FCFA en 2019. Elles se sont renforcées de 11,7% comparativement à 2018 en raison de l'augmentation des dépenses liées aux autres biens et services (+19,9% à 141,6 milliards de FCFA), malgré la diminution des dépenses en eau et électricité (-42,9% à 9,6 milliards de FCFA) et la stabilité des dépenses de télécommunication (+4,8 milliards de FCFA).

Les dépenses réalisées au titre des transferts et interventions ont été exécutées à hauteur de 250,4 milliards de FCFA. Elles ont augmenté de 22,5% suite à la hausse des autres transferts et subventions (+39,1% à 231,8 milliards de FCFA), malgré la baisse du soutien aux prix des carburants (-33,5% 18,6 milliards de FCFA) et à l'absence des fonds de souveraineté.

III.2.3.2 Les dépenses d'investissement

Les dépenses d'investissement ont enregistré une amélioration de 13,5% pour s'établir à 281,2 milliards de FCFA en 2019. Cette expansion est consécutive à la mobilisation des financements sur les ressources propres malgré le repli des prêts. En ratio du PIB, les dépenses en capital se sont consolidées de 0,2 point à 2,8%.

III.2.3.3 Les autres dépenses

Les autres dépenses (hors intérêts de la dette publique) ont été exécutées à hauteur de 293,5 milliards de FCFA en 2019 contre 267,1 milliards de FCFA une année plus tôt. Leur hausse (+9,9%) s'explique essentiellement par l'accroissement conjoint des dotations allouées au Fonds d'Entretien Routier (FER), à la CNAMGS et aux comptes spéciaux. Cette évolution a toutefois été atténuée par le repli des « prêts nets y compris prise de participation » et des dépenses destinées au Fonds National pour le Développement du Sport (FNDS). Leur part dans le PIB a sensiblement augmenté, passant de 2,9% à 3,0%.

III.2.3.4 Les intérêts de la dette

En 2019, le paiement des intérêts a été effectué pour un montant de 224,9 milliards de FCFA contre 224,5 milliards de FCFA en 2018. Ce léger repli du

règlement des intérêts de la dette publique (-0,1%) s'explique par la baisse du règlement des intérêts sur la dette intérieure (-8,9% à 84,3 milliards de FCFA), nonobstant l'accroissement du règlement de ceux sur la dette extérieure (+6,1% à 140,6 milliards de FCFA). En ratio des recettes budgétaires, le paiement des intérêts de la dette publique a diminué de 2,3 points par rapport à 2018. Ce montant représente 11,2% des recettes collectées en 2019, soit 1,2 point de plus que la norme en matière de liquidité. Par ailleurs, la charge financière de la dette a représenté 2,3% du PIB en 2019 contre 2,4% l'année précédente.

Evolution des dépenses budgétaires

En milliards de FCFA	2017	2018	2019	19/18
Fonctionnement	1 131,4	1 045,1	1 095,3	4,8%
Salaires et traitements	732,8	701,0	688,9	-1,7%
Biens et services	167,4	139,6	156,0	11,7%
Transferts et subventions	231,2	204,4	250,4	22,5%
Investissements	132,7	247,7	281,2	13,5%
Ressources propres	67,4	81,9	175,0	113,6%
Finex	65,3	165,8	106,2	-35,9%
Autres dépenses	**278,8**	**267,1**	**293,5**	**9,9%**
Prêts nets yc prise de participation	78,9	91,0	74,7	-18,0%
FER	20,0	2,9	12,3	324,1%
CNAMGS yc FNDS	33,3	25,7	47,4	84,4%
Comptes spéciaux	146,7	147,5	159,2	7,9%
Total dépenses primaires	**1 542,9**	**1 559,9**	**1 670,1**	**7,1%**
Intérêts sur la dette	219,0	224,5	224,9	0,1%
Total des dépenses	**1 762,0**	**1 784,4**	**1 895,0**	**6,2%**
En ratio du PIB nominal				
Fonctionnement	13,1%	11,2%	11,1%	
Investissements	1,5%	2,6%	2,8%	
Autres dépenses	3,2%	2,9%	3,0%	
Intérêts sur la dette	2,5%	2,4%	2,3%	
PIB nominal (pour mémoire)	8 669,0	9 368,9	9 886,9	

Sources : DGCPT, DGEPF

III.2.4 La dette publique

L'année 2019 s'est soldée par une hausse du règlement et du stock de la dette publique.

III.2.4.1 Le règlement de la dette

Une enveloppe de 793,3 milliards de FCFA a été consacrée au paiement de la dette publique contre 662,3 milliards de FCFA l'année précédente, soit une augmentation de 19,8%.

En effet, l'Etat a réglé 465,1 milliards de FCFA pour la dette extérieure, soit une progression de 23,6% par rapport à 2018. Un accent a été mis sur la dette multilatérale (145,1 milliards de FCFA contre 53,6 milliards en 2018) et sur le marché financier international (84 milliards de FCFA). En revanche, les règlements de la dette bilatérale et commerciale ont respectivement baissé de 5,1% et 1,4% en 2019 par rapport à 2018. La dette intérieure a été payée à hauteur de 328,3 milliards de FCFA dont 122,7 milliards de FCFA au titre de la dette bancaire, 138,6 milliards de FCFA pour la dette de marché et 60 milliards de FCFA pour la dette moratoire.

Dans ce contexte, la pression du service de la dette sur les recettes budgétaires a légèrement ralenti, passant de 39,6% en 2018 à 39,1% en 2019. Celle des intérêts sur les recettes budgétaires a également baissé de 2,3 points à 11,1% en 2019. Ces évolutions de ratios s'expliquent par une nette amélioration des recettes budgétaires et de la maitrise des charges de la dette, malgré le relèvement du règlement du principal.

Evolution du règlement

En milliard de FCFA	2017	2018	2019	19/18	Var 19/18
Dette extérieure	485,4	376,2	465,1	58,6%	23,6%
Multilatérale	51,0	53,6	145,1	18,3%	170,7%
Bilatérale	83,7	66,9	63,5	8,0%	-5,1%
Commerciale	151,5	174,9	172,5	21,7%	-1,4%
Marché financier international	199,2	80,8	84,0	10,6%	4,0%
Dette intérieure	**291,7**	**286,1**	**328,3**	**41,4%**	**14,7%**
Bancaire	64,6	79	122,7	15,5%	55,3%
Moratoires	13,1	90,6	60,0	7,6%	-33,8%
Divers	133,1	4,6	7,0	0,9%	52,2%
Marché financier régional	80,9	111,8	138,6	17,5%	24,0%
Total	**777,1**	**662,3**	**793,3**	**100,0%**	**19,8%**

Source : DGD

III.2.4.2 L'encours de la dette

A fin 2019, le stock de la dette publique a augmenté de 1,7% pour s'établir à 5346,5 milliards de FCFA. Cette évolution s'explique par la hausse de l'encours extérieur (+3,5%) en dépit de la baisse de l'encours intérieur (-3,0%).

L'accroissement de l'encours extérieur est consécutif au relèvement des emprunts multilatéraux, bilatéraux, sur le marché financier international, et des emprunts auprès des bailleurs commerciaux.

De même, le repli de l'encours intérieur s'explique essentiellement par la diminution de toutes les composantes malgré le renforcement de celle du marché financier sous régional. De même que les années précédentes, le portefeuille de la dette publique est dominé par la dette extérieure. Le poids de la dette intérieure a diminué de 1,4 point à 28,8%. Au total, le taux d'endettement a diminué de 2 points pour s'établir à 54,1%, en deçà du seuil communautaire (+70%).

Evolution du stock

	2017	2018	2019	19/18	Var 19/18
Dette extérieure	**3 355,8**	**3 743,7**	**3 875,6**	**72,5%**	**3,5%**
Multilatérale	913,5	1214,8	1399,9	26,2%	15,2%
Bilatérale	678,9	804,6	872,5	16,6%	8,4%
Commerciale	566,5	471,4	324,81	6,2%	-31,1%
Marché financier international	1196,9	1252,8	1278,4	23,9%	2,0%
Dette intérieure	**1451,9**	**1516,1**	**1470,9**	**27,5%**	**-3,0%**
Bancaire	826,4	772,4	686,04	12,8%	-11,2%
Moratoires	14,0	340,6	232,8	4,4%	-31,7%
Divers	240,9	7,0			
Marché financier régional	370,6	396,1	552,1	10,3%	39,4%
Total	**4807,6**	**5259,7**	**5346,5**	**100,0%**	**1,7%**
En ratio du PIB nominal					
PIB nominal (pour mémoire)	8 669,0	9 368,9	9 886,9		
Taux d'endettement	55,5%	56,1%	54,1%		
Extérieure	38,7%	40,0%	39,2%		
Intérieure	16,7%	16,2%	14,9%		

Source : DGD

III.3 LA MONNAIE ET LE CREDIT

III.3.1 Les ressources du système monétaire

En 2019, la situation monétaire large, en rapport avec l'évolution du secteur réel, des finances publiques et des échanges extérieurs, a été marquée par :

- une légère hausse de la masse monétaire (+1,1%) ;
- une dépréciation des avoirs extérieurs nets(-20,9%) ;
- une consolidation du crédit intérieur net(+5,6%) ;
- une dégradation de la Position Nette du Gouvernement ;
- un infléchissement de la politique monétaire.

Fin d'année	déc-17	déc-18	déc-19*
en milliards de FCFA			
Avoirs extérieurs nets	**549,9**	**600,4**	**479,8**
Banque centrale	307,3	418,6	385,1
Banques commerciales	242,6	181,8	94,7
Crédits intérieurs nets	**1716,6**	**1973,2**	**2084,0**
Créances nettes sur l'Etat	596,0	802,7	887,9
dont Position Nette du Gouvernement (PNG)	662,6	842,8	952,0
dont Créances nettes sur les organismes publics	-66,6	-40,1	-64,2
Créances sur le reste de l'économie	1120,6	1170,5	1196,1
Ressources = Contreparties	**2266,5**	**2573,6**	**2563,8**
Monnaie au sens large	**2004,8**	**2309,7**	**2334,5**
Circulation fiduciaire	329,0	385,2	365,9
Dépôts	1675,8	1924,5	1968,6
dont Quasi monnaie	696,8	785,7	650,8
Ressources extra-monétaires	261,7	263,9	229,3
variation annuelle en %			
Avoirs extérieurs nets	23,1%	9,2%	-20,1%
Crédits intérieurs nets	-2,6%	14,9%	5,6%
Créances nettes sur l'Etat	1,1%	34,7%	10,6%
Créances sur le reste de l'économie	-4,4%	4,5%	2,2%
Ressources = Contreparties	**2,6%**	**13,5%**	**-0,4%**
Masse monétaire	**-3,7%**	**15,2%**	**1,1%**
Circulation fiduciaire	-8,1%	17,1%	-5,0%
Dépôts	-2,7%	14,8%	2,3%

Source : Beac - déc-2019 : prévisions Beac*

III.3.1.1 La masse monétaire (M2)

Elle a progressé de 1,1% à 2334,5 milliards de FCFA en 2019, en relation avec la

consolidation du crédit intérieur net (+5,6%). On note, en revanche, une évolution contrastée des composantes de la masse monétaire. Les dépôts ont augmenté de 2,3% à 1968,6 milliards de FCFA alors que la circulation fiduciaire a ralenti de 5% pour s'établir à 365,9 milliards de FCFA.

La quasi-monnaie

La quasi-monnaie a régressé de 17,2% à 650,8 milliards de FCFA. En effet, les dépôts à terme, qui sont pour l'essentiel les dépôts des opérateurs économiques auprès des banques, se sont amenuisés eu égard au frémissement qu'a connu le secteur réel sur cette période.

III.3.1.2 Les ressources extra-monétaires

Les ressources extra-monétaires composées des emprunts extérieurs à moyen et long terme, des fonds propres du système bancaire, des allocations de DTS et des autres postes nets, ont baissé de 13,1% à 229,3 milliards de FCFA, sous l'effet de la dégradation des autres postes nets, principalement.

III.3.2 Les ressources extra-monétaires

Au cours de la période sous revue, les contreparties de la masse monétaire (avoirs extérieurs nets et crédit intérieur) se sont repliées de 0,4%.

III.3.2.1 Les avoirs extérieurs nets

Les Avoirs Extérieurs Nets (AEN) du système bancaire sont passés de 600,4 milliards de FCFA à 479,8 milliards de FCFA en décembre 2019, soit une baisse de 20,1%. Cette situation est corrélée à la détérioration simultanée des avoirs extérieurs nets de la BEAC (-8%) et des banques primaires (-47,9%) qui se sont établis respectivement à 385,1 et 97,4 milliards de FCFA.

III.3.2.2. Le crédit intérieur

Il s'est affermi de 5,6% à 2084,0 milliards de FCFA en décembre 2019, tiré par la hausse conjointe des créances nettes sur l'Etat (10,6%) et des crédits à l'économie (2,2%).

Les créances nettes sur l'Etat

En rapport avec la politique des finances publiques, la situation nette débitrice de l'Etat s'estchiffrée à 887,9 milliards de FCFA en 2019 contre 802,7 milliards de FCFA un an plus tôt, soit une hausse de 10,6%. L'Etat a tiré des ressources auprès du système bancaire pour mener à terme le Plan de relance économique.

En conséquence, la Position Nette du Gouvernement (PNG) s'est dégradée pour se situer à 952,0 milliards de FCFA, en 2019.

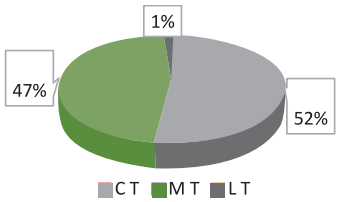
Les créances sur l'économie

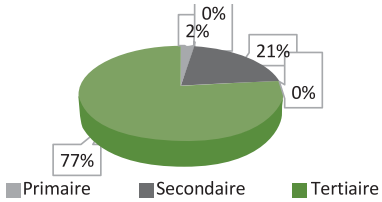
Les crédits à l'économie se sont consolidés de 2,2% à 1 196,1 milliards de FCFA. Cette évolution est liée aux concours octroyés aux ménages et aux entreprises pour compenser leurs besoins de trésorerie.

III.3.2.3 Le financement de l'économie

A fin décembre 2019, le montant des crédits bancaires recensés par la Centrale des Risques de la Beac a reculé de 15,4% à 1201,5 milliards de FCFA.

Répartition des crédits bancaires par terme et par secteur





Le secteur primaire

Les crédits consentis à ce secteur ont représenté 2% de l'ensemble des prêts bancaires à fin décembre 2019. Ils sont en augmentation de 16,8% à 30,6 milliards de FCFA sur la période, à la faveur du relèvement des crédits octroyés à l'exploitation forestière et activités connexes. Ces branches ont concentré 73% de l'encours du secteur, soit 22,4 milliards de FCFA.

Le secteur secondaire

Le secteur secondaire a absorbé 21%du total des prêts bancaires. Ils sont en hausse de 33,7% à 249,8 milliards de FCFA en décembre 2019. Cette embellie est expliquée principalement par la consolidation des concours accordés aux activités extractives et de gaz naturel et les activités annexes qui ont reçu 31,6% du financement du secteur.

Le secteur tertiaire

Il a concentré près de 77% de l'encours des crédits distribués. Les crédits octroyés à ce secteur se sont tassés, passant de 1207,3 milliards de FCFA en décembre 2018 à 921,1 milliards de FCFA à fin décembre 2019. Cette évolution est consécutive à la baisse des prêts consentis aux activités de Services.

III.4 LA BALANCE DES PAIEMENTS

Le solde de la balance de paiements est ressorti excédentaire à +170,7 milliards de FCFA contre 191,4 milliards de FCFA en 2018. Cet excédent a été favorisé par un environnement national marqué par une accélération de la croissance économique (+3,9% contre 0,8% en 2018), de l'amélioration du déficit courant (+27,8%) et de l'excédent des capitaux (+60,2%).

III.4.1 La balance des transactions courantes

Le déficit courant s'est amélioré de +27,8% pour se situer à-155,1 milliards de FCFA.Cette évolution est attribuable à l'affermissement du solde commercial (+5,1%) et des services (+16,8%), en dépit de la détérioration de la balance des revenus (-45,1%) et des transferts (-2,6%).

III.4.1.1 La balance commerciale

La balance commerciale s'est renforcée de 5,1% à 1892,2 milliards de FCFA, en 2019. Cette hausse du solde commercial est liée à l'affermissement des exportations (+8,1%) et à la progression des importations (+11,3%).

En effet, les exportations des biens ont augmenté de 8,1% à 3 719,3 milliards de FCFA. L'analyse de la répartition de ces ventes par composantes montre que les expéditions de la quasi-totalité des produits ont crû en 2019. Le pétrole, le manganèse, le bois et l'huile de palme ont respectivement progressé de 8,1%, 3,9%, 19,5% et 248,0%.

La hausse de 8,1% à 2 647,9 milliards de FCFA de la valeur des exportations de pétrole est principalement expliquée par l'accroissement substantiel du volume des exportations (+21,2%), en lien avec la production de nouveaux champs et une demande mondiale soutenue, malgré la baisse des prix du brut sur le marché international (-13,8% à 60 dollars US le baril).

L'accroissement des ventes de manganèse de 3,9% à 682,6 milliards de FCFA fait suite au renforcement du volume exporté (+23,3%), en dépit de la baisse des prix du minerai sur le marché international (-6% à 205,8 dollars/tonne).

Les ventes du bois sciés ont progressé de 19,5% à 340,1 milliards de FCFA, soutenues par l'amélioration de la demande extérieure, notamment asiatique.

Quant aux importations, elles ont augmenté de 11,3% à 1827,1 milliards de FCFA, suite au renforcement des achats des biens dans les secteurs pétrolier (+23,4%), minier (+4,4%) et bois (+41,2%), en rapport avec la reprise économique.

Evolution de la balance commerciale de 2017 à 2019

En milliards de FCFA	2017*	2018*	2019*	Var 19/18
Exportations (fob)	**3 010,0**	**3 441,4**	**3 719,3**	**8,1%**
Pétrole	2 068,8	2 449,7	2 647,9	8,1%
Manganèse	617,8	656,7	682,6	3,9%
Huile de palme	5,0	5,0	17,4	248,0%
Bois	268,7	284,7	340,1	19,5%
Or	6,4	2,0	2,6	30,0%
Autres	43,5	43,3	28,7	-33,8%
Importations (fob)	**1 680,0**	**1 640,9**	**1 827,1**	**11,3%**
Secteur pétrolier	540,7	582,6	718,9	23,4%
Secteur minier	67,6	65,4	68,3	4,4%
Secteur du bois	17,0	17,0	24,0	41,2%
Autres	1 054,6	975,8	1 016,0	4,1%
Balance commerciale	**1 330,0**	**1 800,5**	**1 892,2**	**5,1%**
Taux de couverture	179,2%	209,7%	203,6%	-

*Sources : BEAC, DGEPF * Estimations*

III.4.1.2 La balance des services

Le déficit de la balance des services s'est amélioré de 16,8% à -1 153,5 milliards de FCFA en 2019. Cette évolution est liée à l'allègement du déficit de la quasi-totalité des postes. En effet, les activités de la totalité des postes ont bénéficié des effets positifs de la reprise économique.

III.4.1.3 La balance des revenus et des transferts

Le déficit de la balance des revenus s'est dégradé de 46,1% à -835,2 milliards de FCFA. Cette évolution est liée à la hausse des paiements des salariés (+8,9% à 14 milliards de FCFA) et des revenus du capital (+47% à 821,2 milliards de FCFA).

Le déficit du compte « Transferts » s'est alourdi de 2,6% à -58,6 milliards de FCFA, en liaison avec les sorties de capitaux au titre des transferts privés.

III.4.2 La balance des capitaux

Elle est demeurée excédentaire à 473,7 milliards de FCFA, en progression de 60,2% par rapport à 2018. Cette évolution a été favorisée par l'accroissement

de 23,5% des capitaux entrants au titre des Investissements Directs Etrangers (IDE). En effet, les IDE se sont élevés à 1 045,8 milliards de FCFA, un niveau expliqué par un regain d'intérêt des investisseurs pour les activités des secteurs pétrolier, minier, agricole et transport.

Evolution de la balance globale de 2017 à 2019

En milliards de FCFA	2017*	2018*	2019*	Var 19/18
1- Transactions courantes	**-450,0**	**-214,7**	**-155,1**	**27,8%**
- Balance commerciale	1330,0	1800,5	1892,2	5,1%
- Balance des services	-1128,5	-1386,3	-1153,5	16,8%
- Balance des revenus	-595,9	-571,7	-835,2	-46,1%
- Balance des transferts	-55,6	-57,1	-58,6	-2,6%
2- Balance des capitaux	**428,5**	**295,7**	**473,7**	**60,2%**
- Investissements directs	784,0	846,5	1045,8	23,5%
- Investissements de portefeuille	131,0	165,9	176,4	6,3%
- Autres investissements	-486,5	-716,7	-748,5	-4,4%
Secteur privé	-729,1	-723,4	-730,7	-1,0%
Secteur public	246,9	208,9	234,6	12,3%
Banques commerciales	-154,3	83,1	104,7	26,0%
Autres	150,0	-285,3	-357,1	-25,2%
3- Erreurs et Omissions	**-139,8**	**110,3**	**-147,9**	**-234,1%**
BALANCE GLOBALE	**-161,3**	**191,4**	**170,7**	**-10,8%**
Pour rappel : PIB nominal**	8669,0	9368,9	9766,3	

*Sources : BEAC, DGEPF, * Estimations, ** BEAC*

III.4.3 La balance globale

Les paiements globaux se sont soldés par un excédent de 170,7 milliards de FCFA contre 191,4 milliards de FCFA en 2018. En effet, l'excédent de la balance des capitaux a permis de compenser le déficit du compte des transactions courantes.

Par ailleurs, dans le cadre du financement de la balance des paiements, la variation des avoirs extérieurs nets s'est élevée à 108,7 milliards de FCFA, traduisant une reconstitution des réserves extérieures en 2019. Cependant, le

stock des réserves, en mois d'importation est passé de 4 mois en 2018 à 3 mois en 2019 en lien avec la hausse plus importante des importations (+11,3%) notamment dans le secteur pétrolier (+23,1%) en 2019 par rapport à la variations des réserves.

Evolution des avoirs extérieurs nets de 2017 à 2019

En milliards de FCFA	2017	2018	2019
Variation des avoirs extérieurs nets (-) = reconstitution des réserves ; (+) = le pays puise dans ses réserves	64	-24,5	-108,7
En mois d'importation	5	4	3

*Source : BEAC, * Estimations*

III.5 L'EMPLOI, LES SALAIRES ET LES PRIX

III.5.1 L'emploi

En 2019, l'emploi dans le secteur moderne a baissé de 2,1% comparativement à l'année 2018. Cette évolution provient aussi bien du secteur public (-0,9%) que du secteur privé (-3,6%). Au total, l'emploi du secteur moderne s'est situé à 191 362 agents dont 106631 dans le secteur public (administration et collectivité locale) et 84 731 dans le secteur privé. Selon ces estimations, en 2019, le secteur privé représente 44,3% de l'emploi du secteur moderne formel.

Evolution des effectifs du secteur moderne

Désignation	2017	2018	2019	vat 18/17
Sociétés	86 832	87 934	84 731	-3,6%
Secteur public	109752	107627	106631	-0,9%
Total général	**196 584**	**195 561**	**191 362**	**-2,1%**

Sources : DGBFIP, DGEPF

III.5.1.1 L'emploi dans le public

A fin décembre 2019, les effectifs du secteur public ont reculé de 0,9% pour se situer à 106 631 agents salariés, en glissement annuel. Ce repli est observé aussi bien au niveau de la fonction publique (-1%) qu'à celui de la MONP (-1,1%). La diminution des effectifs de la fonction publique est consécutive au maintien des mesures gouvernementales de limitation des recrutements sur une période de trois (3) ans depuis 2018.

Evolution des effectifs

Désignation	2017	2018	2019	Var 19/18
Secteur public	1097 52	107 627	106 631	-0,9%
Fonction publique	87 638	85 610	84 783	-1,0%
MONP	14 888	14 791	14 622	-1,1%
Collectivités locales	7 226	7 226	7 226	0,0%

Source : DGEPF

III.5.1.2 Les effectifs par départements

Les effectifs de la fonction publique par département ont enregistré une

baisse de 1,0% consécutiveà la diminution des effectifs dans le secteur de l'Administration des Transports (-6,2%), l'Administration de Développement (-6,4%), les Pouvoirs Publics (-5,8%) et l'Administration Economique (-2,9%).

Par contre, certaines administrations ont enregistré une hausse du nombre de leurs agents. Il s'agit notamment de l'Administration Générale (+8,9%) suite à une meilleure codification des agents.L'accroissementdes effectifs de l'Administration de l'Education (+0,9%) s'explique par la régularisation des situations administratives.

Evolution de l'emploi par département

Départements	2017	2018	2019	var 2019/2018
Pouvoirs Publics	23 750	23 818	22 431	-5,8%
Administration Générale	14 687	13 941	15 186	8,9%
Administration Economique	7 517	7 257	7 047	-2,9%
Administration du Développement	3 902	3 747	3 506	-6,4%
Administration des Transports	1 176	1 105	1 036	-6,2%
Administration de l'Education	24 940	24 455	24 678	0,9%
Administration Sociale	11 533	11 259	10 849	-3,6%
Autres	133	28	50	78,6%
TOTAL	**87 638**	**85 610**	**84 783**	**-1,0%**

Source : DGEPF

III.5.1.3. L'évolution de l'emploi dans la MONP

Les effectifs de la Main d'Œuvre Non Permanente ont baissé de 1,1% à fin décembre 2019 pour s'établir à 14 622 agents. Cette variation s'explique par l'application des mesures gouvernementales de diminution des effectifs du secteur public, notamment, le non remplacement des agents de cette catégorie admis à la retraite. Par ailleurs, les effectifs des collectivités locales demeurent stables depuis (3) trois ans.

III.5.2 L'emploi dans les sociétés

Le secteur privé moderne a employé 84 731 agents nets en 2019, soit une diminution de 3,6% par rapport à 2018. Ce repli est lié principalement à la conjoncture défavorable dans certains secteurs d'activité.

Bien que l'économie ait enregistré une croissance de 3,9%, elle n'a pas été créatrice nette d'emploi.En effet, dans le secteur agricole, malgré une croissance robuste, l'emploi s'est contracté de 6,1% en raison de la baisse de l'offre de travail dans le planting (grand pourvoyeur de main d'œuvre dans l'agriculture de rente). L'emploi dans les services a également baissé, en raison du repli des effectifs dans les sociétés de services en sécurité.

La contraction des effectifs a été atténuée par l'augmentation nette d'emplois dans les secteurs tels que le pétrole (+2,2%), les Transports et télécommunications (+4,5%) ainsi que l'énergie (+0,5%).

Par ailleurs, les effectifs des entreprises parapubliques ont progressé de 5,8% à 4 201 salariés en 2019. Cette évolution est liée au recrutement effectué par certaines entreprises de ce secteur, notamment cellesdu transport.

Évolution de l'emploi privé par secteurs d'activité

Désignation	2017	2018	2019	var 19/18
Société	**86 832**	**87 934**	**84 731**	**-3,6%**
Parapublic	***3 889***	***3 971***	***4 201***	***5,8%***
Privé	***82 943***	***83 963***	***80 530***	***-4,1%***
Agriculture	10 964	12 681	11 907	-6,1%
Pétrole	3 637	3 852	3 935	2,2%
Mines	2 488	2 508	2 443	-2,6%
Bois	13 274	13 845	13 182	-4,8%
Industries Agro-alimentaires	5 531	5 354	4 937	-7,8%
Autres industries	5 111	4 861	4 754	-2,2%
Eau, électricité et raffinage	4 745	4 759	4 781	0,5%
Bâtiment et travaux publics	5 547	4 623	4 301	-7,0%
Transports et Télécom	8 261	8 195	8 562	4,5%
Services	9 735	9 647	8 545	-11,4%
Commerce	9 800	9 776	9 457	-3,3%
Banques et Assurances	3 850	3 862	3 726	-3,5%

Source : DGEPF)

III.5.3 Le chômage

S'agissant du chômage, l'Office National de l'Emploi (ONE) a enregistré 20 000 demandeurs d'emploi, en hausse de 12,6% par rapport à 2018. Cette évolution

est consécutive aux différents projets initiés par l'ONE, notamment le « Contrat Apprentissage Jeunesse », qui a suscité un intérêt auprès des jeunes demandeurs d'emploi.

Au cours de l'année 2019, 2 000 offres d'emploi ont été enregistrés contre 2 382 en 2018. Cette baisse (-16,0%) s'explique par une situation économique encore fragile qui ne favorise pas les recrutements dans plusieurs secteurs de l'économie.

Evolution de l'offre et la demande d'emploi

Désignation	2017	2018	2019	var 19/18
Demandeurs d'emploi	11 586	17757	20 000	12,6%
Places vacantes (offres)	1 300	2382	2 000	-16,0%

Source : ONE

III.5.4 Les salaires

A fin décembre 2019, la masse salariale du secteur moderne a augmenté de 1,0% pour s'établir à 2 039,1 milliards de FCFA. Cette hausse s'explique par la progression des salaires dans les sociétés (+2,5%), en dépit de la baisse de la masse salariale dans le secteur public (-1,6%).

Evolution des effectifs du secteur moderne

Désignation	2017	2018	2019	Var18/17
Sociétés	**1309,1,**	**1283,6**	**1316,1**	**2,5%**
Parapublique	160,4	142,8	134,9	-5,5%
Privées	1148,7	1140,8	1181,2	3,5%
Secteur public	**767,8**	**735,1**	**723,0**	**-1,6%**
Fonction publique	683,5	657,0	643,6	-2,0%
MONP	49,3	44,0	45,3	3,0%
Collectivités locales	35,0	34,1	34,1	0,0%
Total général	**2076,9**	**2018,7**	**2039,1**	1,0%

Sources : DGBFIP, DGEPF, DGCPT

III.5.4.1 La masse salariale du secteur

La masse salariale du secteur public s'est établie à 723 milliards de FCFA, en recul de 1,6% par rapport à 2018. Cette baisse est essentiellement observée

dans la fonction publique (-2%), en dépit de la hausse de la masse salariale des agents de la main d'œuvre non permanente (MONP) et la stabilité de celle des collectivités locales. Ce nouveau repli traduit les effets positifs des réformes engagées par le Gouvernement et relatives à la maitrise de la masse salariale.

III.5.4.2 La masse salariale par département

Au terme de l'année 2019, la masse salariale de la fonction publique a été exécutée à hauteur de 643,6 milliards de FCFA. A l'exception de l'Administration Générale, celle de l'ensemble des départements a baissé en 2019. Cette évolution provient particulièrement des Administrations du Transport (-9,5%), de Développement (-8,5%), des Pouvoirs Publics (-5,1%), du Social (-4,3%) et Economique (-3,9%)..

Evolution de la masse salariale par département

En milliards de FCFA	2017	2018	2019	Var 19/18
Pouvoirs Publics	184,21	182	172,7	-5,1%
Administration Générale	114,5	100,7	106,2	5,5%
Administration Economique	52,2	51	49	-3,9%
Administration du Développement	28,3	27,2	24,9	-8,5%
Administration des Transports	7,7	7,4	6,7	-9,5%
Administration de l'Education	213,1	207,5	206	-0,7%
Administration Sociale	81,9	80,8	77,3	-4,3%
Autres	1,6	0,4	0,8	100,0%
TOTAL	**683,5**	**657,0**	**643,6**	**-2,0%**

Source : DGBFIP

III.5.4.3 La Main d'Œuvre Non Permanente

La masse salariale des agents de la main d'œuvre non permanente (M.O.N.P) a progressé de 3,1% pour se chiffrer à 45,3 milliards de FCFA en 2019. Cette situation peut être expliquée par un meilleur suivi des agents de cette catégorie après les différents recensements.

III.5.4.3.1 La masse salariale des collectivités locales

Avec des effectifs restés constant depuis trois ans, la masse salariale des collectivités locales demeure également maitrisée à 34,1 milliards de FCFA en 2019.

III.5.4.4 La masse salariale des sociétés

En 2019, la masse salariale versée aux employés du secteur privé a progressé de 2,5% pour se situer à 1 316,1.milliards de FCFA. Cependant, cette évolution reste mitigée. En effet, les secteurs des transports et télécommunications (+16,7%), banque et assurance (+11,9%), l'eau - électricité – raffinage (9,7%), bois (6,7%), pétrole (+4,8%) et mines (+2,7%) ont été les principaux bénéficiaires de cet accroissement.

En revanche, le recul d'activité et le repli de l'emploi expliquent essentiellement la baisse de la masse salariale dans les branches agriculture (-15,5%), industries agro-alimentaires (-6,1%), bâtiment et travaux publics (-11,2%) et autres industries (-2,2%).

Evolution de la masse salariale des sociétés privées par secteur d'activité

Désignation	2017	2018	2019	var 19/18
Société	**1309,1**	**1283,6**	**1316,1**	**2,5%**
Parapublic	**160,40**	**142,80**	**134,89**	**-5,5%**
Privé	**1148,7**	**1140,8**	**1181,2**	**3,5%**
Agriculture	77,8	89,5	75,6	-15,5%
Pétrole	160,4	152,3	159,6	4,8%
Mines	105,7	115,8	119,0	2,7%
Bois	47,2	47,6	50,8	6,7%
Industries Agro-alimentaires	55,0	58,5	54,9	-6,1%
Autres industries	18,4	17,2	16,8	-2,2%
Eau, électricité et raffinage	86,4	89,0	97,6	9,7%
Bâtiment et travaux publics	50,2	47,4	42,1	-11,2%
Transports et Télécom	205,1	180,3	210,5	16,7%
Services	186,9	191,3	193,6	1,2%
Commerce	81,3	77,4	77,4	0,0%
Banques et Assurances	74,3	74,5	83,4	11,9%

Source : DGTCP

III.5.5 Les prix

En 2019, le taux d'inflation s'est replié à 2,0% contre 4,8% en 2018, ce qui représente une baisse de 2,8 points. Cette évolution est la conséquence du

faible accroissement des prix de la quasi-totalité des postes de dépense par rapport à l'année précédente. Il s'agit notamment des rubriques suivantes : *Produits alimentaires et boissons non alcoolisées* (+1,9% contre +3,7%), Logement, eau, gaz et électricité (+2,6% contre +4,3%), Transports (+2,2% contre +7,9%), Enseignement (+17,6% contre +28,3%) et Communications (+3,5% contre 15,8%).

L'atténuation des tensions inflationnistes sur les denrées alimentaires en 2019 résulte de la politique d'encadrement des prix initiée par le Gouvernement dans le cadre de la lutte contre la vie chère et de la mise en place d'une nouvelle mercuriale. Toutefois, certains postes de dépenses ont connu une persistance des tensions inflationnistes, en raison du relèvement de leurs cours au niveau international (selon l'indice FAO)[1] et de la faiblesse de l'offre sur le marché : Légumes et Tubercules (+11,6% contre +8,6%)[2] et Lait, Fromage et Œufs (+1,8% contre +1,3%).

L'augmentation modérée des prix du logement, gaz, électricité a découlé entres autres de la hausse des prix de l'électricité (+5,1% à 87,3 FCFA pour le prix moyen MT/KWh et +2,5% à 113,5 FCFA pour le prix moyen BT/KWh), du relèvement des prix du gaz domestique (+3,6% à 5950 FCFA la bouteille). A l'inverse, les prix des loyers bruts ont enregistré un léger fléchissement de 0,4% en 2019.

La hausse des prix des transports s'explique par celle du carburant (+4,0% le litre d'essence contre +11,7% et +7,9% le litre de gazole en 2019).

L'augmentation des prix des Communications et de l'Enseignement est tributaire de l'accroissement des coûts d'acquisition du matériel de communication (+3,5%) et des frais d'inscription dans l'enseignement primaire, secondaire et universitaire.

Ainsi, en glissement annuel, l'inflation sous-jacente (hors produits frais et énergétiques) en 2019 s'est établie à 0,5% contre 5,7% en 2018. Elle a ralenti de 2,8 points de croissance à 2,1% en 2019. Comparativement à 2018, le taux d'inflation est passé en dessous de la norme communautaire CEMAC de 3%.

---

(1) *L'indice FAO portant sur les produits alimentaires a progressé de 1,8% pour l'année 2019.*
(2) *Les prix de manioc de type obamba et de type fang ont respectivement progressé de 19,8% à 870,1 FCFA le kg et 17,4% à 790 FCFA le kg.*

Evolution de l'Indice Harmonisé des Prix à la Consommation des Ménages entre 2017 et 2019

Regroupement	Pond.	Indice moyen			Moyenne Annuelle (en %)			Glissement annuel (%)
		2017	2018	2019	2017	2018	2019	
INDICE GLOBAL	**10000**	**133,5**	**139,9**	**142,7**	**2,7%**	**4,8%**	**2,0%**	**1,0**
Produits alimentaires et boissons non alcool..	**3291**	**138,7**	**143,9**	**146,6**	**-0,7%**	**3,7%**	**1,9%**	**1,4**
Pains et céréales	673	128,4	135,9	137,1	-0,4%	5,8%	0,9%	-4,3
Viandes	720	132,9	129,9	126,8	-2,0%	-2,2%	-2,4%	-1,7
Poissons et fruits de mer	446	187,9	192,7	189,2	1,2%	2,6%	-1,8%	-0,6
Lait, fromage et œufs	243	127,2	128,9	131,2	2,0%	1,3%	1,8%	1,7
Huiles et graisses	183	131,8	132,0	126,4	2,4%	0,2%	-4,3%	-4,0
Légumes et tubercules	534	144,9	157,3	175,6	-5,2%	8,6%	11,6%	11,2
Boissons alcoolisées et tabac	**185**	**125,5**	**127,0**	**128,7**	**2,4%**	**1,1%**	**1,4%**	**1,5**
Articles d'habillement et chaussures	**794**	**137,7**	**140,2**	**144,1**	**1,3%**	**1,8%**	**2,8%**	**3,1**
Logement, eau, gaz, électricité...	**2053**	**140,1**	**146,1**	**149,9**	**9,9%**	**4,3%**	**2,6%**	**1,1**
Meubles, articles de ménages, entretien...	**561**	**123,4**	**128,3**	**128,3**	**0,7%**	**4,0%**	**-0,1%**	**-0,6**
Santé	**357**	**101,1**	**106,1**	**105,2**	**1,7%**	**4,9%**	**-0,9%**	**-3,8**
Transports	**990**	**148,9**	**160,6**	**164,2**	**4,2%**	**7,9%**	**2,2%**	**2,3**
Communications	**355**	**61,7**	**71,4**	**74,0**	**-0,2%**	**15,8%**	**3,5%**	**-1,2**
Loisirs et cultures	**503**	**121,4**	**128,5**	**129,6**	**-0,2%**	**5,9%**	**0,8%**	**1,3**
Enseignement	**170**	**126,2**	**161,9**	**190,4**	**12,6%**	**28,3%**	**17,6%**	**0,3**
Restaurants et hôtels	**466**	**129,9**	**135,0**	**132,0**	**-0,4%**	**3,9%**	**-2,2%**	**-3,0**
Biens et services divers	**275**	**147,1**	**149,9**	**150,2**	**2,3%**	**1,9%**	**0,2%**	**0,0**
Inflation sous-jacente	5719	127,8	134,0	136,8	4,6%	4,8%	2,1%	0,5

Source : DGS/DGEPF

III.6 ENCADRE SUR LA SURVEILLANCE MULTILATERALE

A la suite de la dévaluation du FCFA de 1994, il a été mis en place des pactes de convergence pour apporter des réponses aux dysfonctionnements observés sur les économies de la zone franc (déficits budgétaires et les problèmes inhérents). Au sein de l'Union Economique de l'Afrique Centrale (UEAC), il s'agit entre autres d'assurer la convergence vers des performances soutenables par la coordination des politiques économiques des Etats membres et la mise en cohérence des politiques budgétaires nationales avec la politique monétaire commune. Ainsi, dans ce contexte et sous la directive n°01/16-UEAC-093-CM-30, la surveillance multilatérale a été mise en place. C'est cette institution qui permet d'atteindre l'objectif visé et de renforcer la poursuite du processus d'intégration économique des Etats membres de l'Union au travers des critères et des indicateurs. En effet, la liste des critères de surveillance multilatérale dans l'Union, définie par la directive n°2/16-UEAC-093-CM-30 du 3 février 2016, comprend : le solde budgétaire de référence, le taux d'inflation, le taux d'endettement public et l'absence d'arriérés. Le non-respect des critères peut entraîner des sanctions décidées par le Conseil des Ministres ou l'adoption par ce même Conseil, sur proposition de la CEMAC, d'une directive portant sur l'élaboration et la mise en œuvre d'un programme d'ajustement approprié par l'Etat membre concerné.

Ainsi, à fin décembre 2019, le Gabon a respectés tous les quatre (4) critères de la surveillance multilatérale. Aussi, l'état de la convergence se présente comme suit :

Solde budgétaire de référence : en 2019, le solde budgétaire de référence a été respecté et s'est établi à -1,4% du PIB. Les efforts de recouvrement des recettes combinés à la maitrise des dépenses publiques, ont permis au Gabon de ramener cet indicateur au niveau de la norme communautaire.

- Taux d'endettement : ce critère est de nouveau respecté. A fin décembre 2019, le taux d'endettement s'est établi à 54,4% du PIB, inférieur à la norme communautaire. Ce léger repli (-0,1 point de pourcentage) par rapport au taux de 2018, montre le maintien des efforts faits par les autorités en matière de paiement de la dette publique.
- Taux d'inflation : Le critère sur l'inflation est respecté en 2019. Le taux d'inflation s'est situé à 2,0%, une déflation de 2,8 points par rapport à 2018. Il est revenu en deçà de la norme communautaire. Cette détente inflationniste relève principalement du maintien de la politique de contrôle des prix ainsi qu'à la baisse des prix du brut gabonais dont le corolaire est le repli des prix de pétrole à la pompe.
- Non – accumulation d'arriérés : Le critère de non accumulation d'arriérés sur la gestion courante a été respecté à fin décembre 2019. Le pays n'ayant pas accumulé des arriérés au niveau intérieur et extérieur en 2019.

CRITERES DE SURVEILLANCE MULTILATERALE

	Norme	2017	2018	2019	Observations
Solde budgétaire de référence (%PIB)	> ou = -1,5%	-2,1%	-2,4%	-1,4%	Respecté
Taux d'inflation	< ou = à 3 %	2,7%	4,8%	2,0%	Respecté
Taux d'endettement public	< ou = à 70 %	55,5%	54,5%	54,4%	Respecté
Non accumulation d'arriérés :	Arriérés < 120 jours	-	2	-	Respecté
▪ Intérieurs	Arriérés < 120 jours	-	-	-	
▪ Extérieurs	Arriérés < 120 jours	-	2	-	

Source : Cellule nationale de surveillance multilatérale

A fin décembre 2019, l'état des douze (12) indicateurs de surveillance multilatérale, se présente comme suit :

INDICATEURS DE SURVEILLANCE MULTILATERALE

Indicateurs	Normes	2017	2018	2019	Observations pour 2019
Taux de croissance du PIB réel	>=7%	0,5%	0,8%	3,9%	Pas suffisant. Cependant, on observe un regain d'activité en 2019 notamment dans le secteur pétrole.
Taux d'investissement (% du PIB)	>=20%	21,4%	22,0%	22,2%	Conforme aux orientations de la CEMAC et en légère amélioration par rapport à 2018
Taux de couverture extérieure de la monnaie (avoirs extérieurs/engagements à vue de la BEAC)	>=20%	58,8%	71,6%	75,1%	En amélioration en 2019 par rapport à 2018. Une évolution conforme aux orientations de la CEMAC
Taux d'inflation en moyenne annuelle	<=3%	1,5%	3,2%	3,2%	Non conforme aux objectifs de politique monétaire
Solde budgétaire primaire hors recettes pétrolières (% du PIB hors pétrole)		-7,4%	-7,8%	-5,8%	Amélioration du solde primaire hors pétrole, en lien avec les efforts de recouvrement des recettes et d'ajustement des dépenses
Taux de pression fiscale hors recettes pétrolières (recettes hors pétrole/PIB hors pétrole)	>=17%	13,3%	15,1%	17,9%	Le niveau est en dessous du seuil minimal fixé par la CEMAC. Le taux de pression fiscale est en amélioration de 2,8 points par rapport à 2018
Service de la dette/recettes fiscales		83,9%	76,8%	61,4%	La pression du service de la dette sur les recettes budgétaires a baissé de 15,5 points par rapport à 2018.
Masse salariale /recettes fiscales hors pétrole	<=35%	79,1%	73,3%	57,7%	Le ratio reste au-dessus du seuil communautaire. Cependant, la tendance baissière observée depuis 2016 s'est poursuivie en 2019. Le ratio est en baisse de 15 points par rapport à 2018, une orientation conforme à la volonté du Gouvernement de poursuivre les efforts de maitrise des dépenses de personnel
Dépenses de fonctionnement/recettes fiscales (salaires+biens et services+transferts+interets dettes)/recettes fiscales		145,8%	135,4%	110,6%	Les dépenses de fonctionnement restent encore élevées comparativement aux recettes fiscales. Toutefois, l'on observe un repli de 24,8 points du ratio en 2019 par rapport à 2018, traduisant les efforts du Gouvernement dans la maitrise des dépenses de fonctionnement de l'Etat.

La politique économique du gouvernement en 2019

4e partie

IV. LA POLITIQUE ECONOMIQUE DU GOUVERNEMENT EN 2019

La politique économique du Gouvernement s'est inscrite, en 2019, dans la poursuite du Plan triennal de Relance de l'Economie (PRE) et la mise en œuvre des mesures d'assainissement des finances publiques. En effet, au cours de cette dernière année de mise en œuvre du PRE, l'objectif était de concilier la politique budgétaire et fiscale par la correction des équilibres macroéconomiques avec des mesures sociales permettant de répondre aux besoins urgents et légitimes des populations. Pour y parvenir, le gouvernement a orienté la politique budgétaire en vue de l'optimisation des recettes et la maîtrise des dépenses, d'une part, et une politique sectorielle orientée vers le secteur productif et le développement des infrastructures, d'autre part.

IV.1 La politique budgétaire

Dans l'optique d'atteindre les objectifs fixés dans le PRE, le Gouvernement a poursuivi ses efforts d'optimisation des recettes et de maitrise des dépenses publiques. Ce plan s'articule autour de quatre leviers :

- La poursuite des réformes sur la masse salariale ;
- L'audit et le reprofilage de la dette ;
- La redynamisation et l'optimisation de la collecte des recettes ;
- La valorisation des actifs publics.

IV.1.1 Recettes

En vue d'optimiser ses recettes, le gouvernement a mis en place un dispositif d'amélioration de collecte des recettes et de rationalisation des exonérations et des régimes de faveur. En matière de fiscalité, l'Etat a procédé à plusieurs ajustements, notamment :

- L'amélioration du rendement de la TVA et la résolution des difficultés liées à la gestion des contribuables à travers le relèvement du seuil d'assujettissement à la TVA de 60 à 150 millions du chiffre d'affaires pour les entreprises, qu'elles soient ou non immatriculées ;

- La taxation des cessions de droits sociaux à l'étranger à un droit de 3%

- L'imposition de l'indemnité de services rendus, qui est due au travailleur faisant valoir ses droits à la retraite, aux ayants droit du travailleur décédé et au travailleur démissionnaire dans les conditions de départ en retraite, décès, démission et rupture à l'amiable.

- L'imposition de l'indemnité transactionnelle ou indemnité dite de bonne séparation à 50% entre les mains du bénéficiaire.

Par ailleurs, les régimes d'exonérations fiscales à l'exception du secteur touristique et des activités des zones économiques spéciales ont été abrogés et la mesure contre la vie chère a été supprimée.

IV.1.2 Dépenses

Dans ce domaine, le gouvernement a poursuivi les mesures de réduction du train de vie de l'Etat, de restructuration de la dette et de maîtrise des dépenses de personnel et de transferts.

Pour maintenir la dépense publique dans des proportions soutenables et garantir son efficacité, le gouvernement a mené des actions visant principalement la réduction du train de vie de l'Etat. Ces mesures ont porté notamment sur :

- Le maintien du plafonnement des montants pour l'acquisition des véhicules administratifs;
- le maintien de la mesure de limitation des voyages en classe affaires aux seuls membres du Gouvernement en vue de réguler et contenir le rythme de progression des frais de déplacement;
- la suppression de certains établissements publics, notamment le Conseil Gabonais des Chargeurs (CGC), le Fonds National d'Aide Sociale (FNAS), le Bureau de Coordination du Plan Stratégique Gabon Emergent (BCPSGE) et le Comité de Privatisation.

Pour la restructuration de la dette, le gouvernement, à travers le Club de Libreville, a poursuivi l'apurement de la dette intérieure à hauteur de 5 milliards FCFA par mois, sur la base de l'audit des arriérés réalisé en 2015. Cet effort de restructuration s'est poursuivi avec l'audit de la dette intérieure sur la période 2015-2017.

En vue de contenir la dépense de personnel, et conformément aux recommandations du PRE, le Gouvernement a pris un certain nombre de textes réglementaires. Ces initiatives visent principalement à ramener le ratio masse salariale/recettes fiscales à 49% en 2019 contre 54% en 2018, l'objectif à terme étant d'atteindre la cible de 35% arrêtée par la CEMAC, dans le cadre de la surveillance multilatérale. Pour y parvenir, les actions du gouvernement ont porté sur :

- la mise à la retraite systématique des agents ayant atteint la limite d'âge ;

- le contrôle de présence au poste et l'actualisation du fichier des agents publics, y compris dans les établissements publics ;
- la rupture des engagements concernant les agents civils contractuels âgés de plus de 60 ans ;
- l'encadrement renforcé des recrutements (prises de service, contrats,…), des détachements par la mise en place des procédures obligatoires ;
- la suppression des corps de la Fonction Publique dédiés à certains emplois intégralement externalisés dans les établissements publics ;
- la formalisation des cadres organiques des services administratifs et des établissements publics (structure, emploi, poste de travail et fiche de poste) ;
- la rationalisation des recrutements dans les cabinets des agents n'ayant pas le statut de fonctionnaire.

S'agissant des dépenses de transferts, l'accent a été mis sur la redéfinition des missions et du périmètre d'action des établissements publics ainsi que leur rationalisation. De plus, pour un meilleur suivi de la gestion de ces établissements publics et un meilleur encadrement de leur tutelle, il a été créé en 2019 une cellule chargée de la surveillance financière.

IV.2 Les politiques sectorielles

En matière de politiques sectorielles, le gouvernement a mis un accent sur le renforcement du secteur productif, les infrastructures et la diversification de la base productive, avec l'appui des partenaires privés. Par ailleurs, le gouvernement a poursuivi la mise en œuvre du Plan Directeur National des Infrastructures démarré depuis 2011 ainsi que les projets d'électrification et d'adduction en eau potable dans les zones rurales. En ce qui concerne la diversification de la base productive, l'accent a été mis sur les secteurs à forte utilisation de main-d'œuvre tels que l'agriculture, le bois et les hydrocarbures.

Agriculture

Dans le domaine agricole, les actions du gouvernement ont concerné :

- la régularisation du foncier agricole sur le plan national ;
- la distribution des agréments techniques aux exploitants agricoles, leur donnant droit aux facilités liées ;
- la mise à disposition de foncier agricole dans le cadre du Plan National d'Affectation des Terres ;

- la création de nouveaux centres de distribution pour la commercialisation des produits vivriers locaux ;
- l'accélération du programme GRAINE et les campagnes de sensibilisation pour augmenter le nombre de volontaires au programme et leur implication active pour des rendements optimaux ;
- la distribution des semences et intrants, et accompagnement technique pour la relance des cultures de café et cacao.

Forêt

Dans le but de renforcer la politique de préservation de la nature, le gouvernement a procédé au renforcement de la compétitivité de la filière bois par l'adoption d'un nouveau cadre règlementaire. Les actions menées dans ce secteur portent principalement sur :

- l'adoption du nouveau code forestier et des textes d'application ;
- la poursuite du contrôle de la productivité des concessions forestières et la non réattribution des permis aux opérateurs moins performants ;
- la consolidation du système national de traçabilité du bois en vue de contribuer au contrôle de l'exploitation illégale ;
- la création d'un label bois du Gabon afin de dynamiser le commerce et rendre le bois gabonais plus compétitif ;
- la création d'une bourse nationale du bois, gérée par un opérateur privé indépendant ;
- la poursuite de la promotion de l'investissement productif en 2ème et 3ème transformation du Bois à N'kok pour une meilleure valorisation des produits ;
- la promotion de l'investissement pour la mise en valeur des produits dérivés du bois (papier, etc.).

Hydrocarbures

Afin d'améliorer la compétitivité de la filière hydrocarbures, le gouvernement s'est attelé à :

- renforcer la gouvernance par la tenue régulière des conseils d'administration et la systématisation de la signature des Contrats d'Objectifs et de Performance (COP) tout en recherchant l'autonomisation financière de Gabon Oil Company (GOC) et de Gabon Oil Marketing (GOM) ;

- promouvoir l'investissement et adopter la stratégie nationale d'exploitation du gaz ;

Eau et Electricité

En matière d'électrification, l'année 2019 a été marquée par la contractualisation des partenariats publics privés

A cet effet, le FGIS, MERIDIAM et la SEEG ont signé avec la République Gabonaise un protocole d'accord pour définir les modalités de collaboration, en vue de la réalisation des études de faisabilité techniques, environnementales et économiques ainsi que, la structuration du plan de financement du projet de la centrale hydroélectrique de Kinguélé Aval.

Dans le même temps, le consortium FGIS/Eranove a signé deux conventions de concession avec la République Gabonaise pour la conception, le financement, la construction et l'exploitation des centrales hydroélectriques de Ngoulmendjim et de Dibwangui.

Par ailleurs, l'on note la poursuite des programmes d'installation de 5000 lampadaires solaires photovoltaïques dans les zones rurales et dans certaines villes ainsi que des pompes hydrauliques. Pour ce qui est de l'adduction en eau potable, des puits équipés de pompe à eau ont été installés dans les regroupements de villages.

Infrastructures

Concernant les infrastructures routières, ferroviaires et aéroportuaires, les travaux amorcés se sont poursuivis. Il s'agit notamment de :

- l'aménagement des bassins versants ;
- la construction de l'axe Port-Gentil – Omboué ;
- la réhabilitation et l'aménagement des voiries de Libreville et ses environs ;
- la réhabilitation du réseau ferroviaire.

IV.3 La politique sociale

Malgré les efforts entrepris depuis 2010, les attentes des populations demeurent fortes sur le plan social. Aussi, soucieux de répondre au mieux à l'ensemble de ces préoccupations, le gouvernement a-t-il consacré en 2019, 10% du budget de l'Etat à la santé et la protection sociale. A cet effet, un intérêt

particulier a été porté sur le renforcement des structures sanitaires et la poursuite des actions sociales entamées en 2018.

Santé

S'agissant de la santé, le gouvernement a procédé au lancement du Centre Hospitalier Universitaire (CHU) mère-enfant (Fondation Jeanne Ebori).De même, l'effort du gouvernement s'est poursuivi avec l'opération d'acquisition des cliniques mobiles au profit des zones enclavées et la mise en œuvre du mécanisme du Financement Basé sur la Performance (PBF) dont le principal objectif est l'amélioration de la qualité des soins dans les formations sanitaires. Enfin, les efforts ont davantage été consentis sur la vaccination des populations, la formation du personnel médical et la mise en place d'un système de surveillance épidémiologique afin de disposer des plans de riposte efficaces contre les éventuelles épidémies.

Education

Sur ce volet, la politique du gouvernement a été portée sur la révision des modes d'orientation des élèves et étudiants, en fonction de leurs aptitudes à faire ou pas des études de longue durée. Cette politique vise à orienter, selon des critères définis, l'apprenant vers le cycle général, technique ou professionnel, tout en améliorant l'image que l'on a de la formation professionnelle.

Pour ce faire, le gouvernement a poursuivi son programme de mise en place d'un nouveau système éducatif basé notamment sur :

- l'actualisation des programmes et filières qui devront satisfaire la triple exigence d'employabilité, de compétitivité et d'excellence ;
- l'augmentation et la réhabilitation des établissements scolaires ;
- l'augmentation et l'amélioration de la formation du personnel enseignant et d'encadrement ;
- la refonte des curricula dans toutes les filières pour s'arrimer aux besoins des secteurs porteurs de l'économie ;
- la création de pôles d'excellence dans les domaines du numérique et du développement durable.

S'agissant particulièrement des bourses, le gouvernement poursuit le chantier sur les nouvelles conditions d'attribution basées davantage sur le mérite, le statut social des parents de l'apprenant, l'âge et l'orientation scolaire.

IV.4 La politique monétaire

En glissement annuel, la politique monétaire de la Beac a reposé sur le maintien du TIAO (Taux d'Intérêt des Appels d'Offres), des autres taux directeurs et des coefficients applicables sur les DAV et les DAT.

La politique des taux d'intérêt

Le Comité de Politique Monétaire qui s'est tenu le 18 décembre 2019 a décidé de maintenir inchangés le TIAO et les autres principaux taux d'intervention. Toutefois, l'Institut d'émission a annoncé, pour début 2020, la suppression du taux de pénalité aux banques (8,30%) :

- taux d'Intérêt des Appels d'Offres (TIAO) : 3,5% ;
- taux de pénalité aux banques : 8,3% ;
- taux Créditeur Minimum : 2,45%.

De même, les facilités ont été reconduites comme suit :

- facilité marginale de prêt: 6% ;
- facilité de dépôts : 0%.

La politique des réserves obligatoires

Les coefficients applicables sur les Dépôts à Terme (DAT), sur les Dépôts à Vue (DAV) et le taux de rémunération des réserves obligatoires sont restés identiques et se présentent comme suit :

- coefficients applicables sur les Dépôts à Vue (DAV) : 7% ;
- coefficients applicables sur les Dépôts à Terme (DAT) : 4,5% ;
- taux de rémunération des réserves obligatoires : 0,05%.

Les perspectives 2020-2021

5e partie

V . LES PERSPECTIVES 2020-2021

V.1. L'ECONOMIE MONDIALE EN 2020 ET 2021

L'économie mondiale traverse l'une des périodes les plus préoccupantes, depuis la crise financière mondiale de 2008. Si jusqu'à décembre 2019, les incertitudes sur la conjoncture économique mondiale étaient essentiellement liées à la guerre commerciale entre les deux grandes puissances économiques (Etats-Unis et Chine) et aux conséquences du Brexit, désormais, l'émergence et la propagation de la Covid 19 ou corona virus, constitue la principale menace pour l'économie mondiale. Parti du centre de la Chine, ce virus s'est développé et propagé dans les cinq continents, devenant ainsi une pandémie.

S'agissant des projections d'activité, s'il est prématuré de faire un bilan des conséquences de la Covid 19 sur l'économie mondiale, le commerce des biens et services, déjà fragile (0,9% de croissance en 2019), devrait à nouveau baisser. La poursuite de la propagation du virus se traduirait par une fragilisation de nombreux secteurs (transport, tourisme, commerce, industrie du luxe…).

Dans ce contexte, l'économie mondiale entrerait en récession en 2020 avec une croissance de -4,9% contre 2,9% en 2019.

V.1.1 La conjoncture dans les principaux pays avancés

Dans les pays avancés, hormis l'impact négatif attendu de la Covid 19 sur l'économie de plusieurs grands pays (Etats-Unis, Zone Euro, Japon...), certains facteurs endogènes contribueraient à une contraction de l'activité. En effet, le retour à une politique budgétaire neutre aux Etats-Unis devrait se traduire par une rétractation de l'offre et la demande. Parallèlement, on enregistrerait une baisse de l'activité manufacturière en Europe et une demande moins forte au japon. En conséquence, la croissance des pays avancés se situerait à -8,0% en 2020.

Aux **Etats-Unis**, la situation économique se détériorerait, dans un contexte de faible inflation, un taux de chômage excédent 10% de la population active et des taux d'intérêts très bas. Ce pays étant devenu depuis le début du mois d'avril le plus impacté par la pandémie, la croissance est désormais revue à la baisse à -8,0%.

Au **Japon**, la croissance resterait en dessous de son potentiel en 2020. En effet, les différentes mesures prises par le Gouvernement en vue de relancer l'activité tardent à se faire ressentir. Par ailleurs, le gouvernement japonais ferait face à

d'autres types de difficultés qui freineraient l'expansion économique du pays. Il s'agit notamment, de la diminution de la population active, qui nuit à la productivité. Les conséquences du corona virus sur l'économie chinoise, au regard des liens commerciaux entre les deux puissances économiques asiatiques, entraineraient une baisse du PIB de l'archipel à -5,8% en 2020.

Entrés en récession, les pays de la **zone Euro** resteraient confrontés à plusieurs défis sur le plan économique. Il s'agit de relancer le secteur industriel qui peine à redécoller en Allemagne, de dynamiser une demande atone en Espagne, de relancer les exportations dans plusieurs pays, et d'aider l'Italie et la France à enrayer l'épidémie du corona virus. Au regard de ce qui précède, cet ensemble enregistrerait une forte baisse de l'activité qui se traduirait par un taux de croissance de -10,2% en 2020.

Au sein de la zone, l'évolution du PIB serait de -7,8% en **Allemagne** et -12,5% en **France**. Le PIB **espagnol** s'estimerait à -12,8%. Quant à l'Italie, la croissance chuterait à -12,8% et au **Royaume-Uni**, de -10,2%.

V.1.2 La conjoncture dans les pays émergents et en développement

La situation économique se dégraderait en 2020 au sein des pays émergents et en développement. En effet, la conjoncture économique de ces pays serait marquée par la propagation du corona virus et ses conséquences dans le monde. Il s'agit notamment de la baisse des échanges et des investissements, de la chute de la demande pour de nombreux produits de base, avec effet sur les cours mondiaux de ces commodités. Ainsi, la croissance des pays émergents et en développement serait de -3,0%.

En **Chine**, les perspectives se sont dégradées significativement au regard des effets de la pandémie virale sur l'activité. La contraction de la production de ce pays a eu des répercussions dans le monde entier, témoignant de l'importance croissante de la Chine dans les chaînes d'approvisionnement mondiales et sur les marchés de produits de base. La croissance de ce pays serait de 1,0%.

En **Inde**, en dépit des mesures de relance d'ordre monétaire et budgétaire, l'économie pâtirait des effets de la pandémie mondialeet baisserait de 4,5% en 2020.

En Amérique latine, la croissance du PIB du **Brésil**, première économie de la zone, est prévue à-9,1%. Des perspectives économiques moins bonnes sont également annoncées au Mexique (-10,5%),pays très dépendant des échanges

avec les Etats-Unis (baisse des investissements) et fortement impacté par la pandémie. Dans ce contexte d'incertitude, le taux de croissance en Amérique latine est désormais anticipé à -9,4%.

Au Moyen-Orient et Afrique du Nord, la baisse des cours du pétrole en 2020, en rapport avec la pandémie de corona virus, impacterait négativement la croissance de plusieurs états monarchiques du Golf. Dans ce contexte **l'Arabie saoudite**, enregistrerait une croissance d'environ-6,8%.

Les perspectives économiques en **Afrique subsaharienne** demeurent négatives avec une prévision de croissance à -3,2%. Ces pays restent exposés à de nombreux risques baissiers, notamment le recul de la demande mondiale, la chute des cours des matières premières, la détérioration des finances publiques et le surendettement. Ainsi, le Nigéria et l'Afrique du Sud avec des taux respectifs de -5,4% et -8,0% amorceraient une phase de récession.

V.1.3 La conjoncture dans les pays de la CEMAC

Les perspectives économiques en 2020 sont tributaires de l'évolution de la pandémie de la COVID-19, de ses effets sur l'offre et la demande globale au niveau mondial et de la sous-région. Ainsi, les effets attendus de la crise sanitaire liée à la COVID-19 sur les économies de la CEMAC seraient les suivants : (i) une dégradation importante des comptes macro-économiques, (ii) une baisse des financements extérieurs, (iii) une perturbation des échanges intracommunautaires, (iv) une fragilisation de la stabilité externe et financière et (v) un risque de montée des tensions inflationnistes.

Les canaux de transmission de la crise actuelle sur les économies de la CEMAC sont les suivants :

- la dégradation des termes de l'échange, essentiellement le fait de la chute des cours du pétrole et de plusieurs autres produits de base : avec un cours moyen du baril du pétrole exporté par les pays de la CEMAC de 35,6 USD10, contre 61,4 USD en 2019, les termes de l'échange diminueraient de 33,0 % en un an ;
- les contraintes d'offre, en raison des perturbations causées par la morbidité ainsi que par les confinements et les restrictions de mouvements de personnes et de biens, qui accroîtraient les coûts de transactions et les conditions financières et perturberaient plus directement le commerce, le tourisme, l'hôtellerie, la restauration, le transport et les transferts des migrants ;

- les contraintes de demande, qui résulteraient de la montée de l'incertitude11 , de la poussée des comportements de précaution et des efforts de confinement qui dans l'ensemble feraient baisser l'investissement, les revenus et le pouvoir d'achat des ménages ;
- l'instabilité des flux et des marchés financiers, qui serait principalement caractérisée par la limitation des financements en faveur des ménages et des entreprises, du fait des fuites des capitaux, de la baisse des financements extérieurs, de la diminution des investissements directs étrangers et du durcissement des conditions financières intérieures.

Compte tenu de l'incertitude inhérente à ces effets sur les économies de la CEMAC, les services de la BEAC ont révisé les perspectives macroéconomiques des économies de la CEMAC à travers les trois scénarios suivants : (i) un scénario optimiste qui suppose que la crise serait transitoire et rapidement maîtrisée, et un cours moyen du baril de pétrole de 35,6 USD en 2020, (ii) un scénario réaliste prévoyant une propagation rapide et de grande ampleur de la crise avec, entre autres, un cours moyen du baril de pétrole de 25 USD en 2020 et (iii) un scénario pessimiste prévoyant une propagation rapide et de grande ampleur de la crise avec, entre autres, un cours moyen du baril de pétrole de 10 USD en 2020.

Dans le cadre du scénario réaliste, la croissance reculerait de 5,9 % (-1,9 % pour le secteur pétrolier et -6,9 % pour le secteur non pétrolier), contre +2,1 % (2,1 % pour le secteur pétrolier et 2,1 % pour le secteur non pétrolier) en 2019. Le déficit du solde budgétaire global, dons compris, s'accentuerait à 4,5 % du PIB, contre 0,9 % du PIB en 2019. Cette détérioration résulterait de la baisse des recettes budgétaires (-4,9 points de PIB) et d'une augmentation relative des dépenses publiques (+1,2 point de PIB).

V.1.4 L'évolution des produits de base

En 2020, les prix des matières premières reculeraient de 18% en moyenne, dans un contexte de récession de l'économie mondiale, suite à la propagation de la pandémie du corona virus. En effet, les effets négatifs du Covid-19 induiraient la contraction de la demande mondiale de la plupart des produits de base. Ainsi, les cours du pétrole chuteraient d'environ 41,1%, pendant que les prix des matières premières hors énergie baisseraient de 0,2%.

Le Pétrole

Confrontés à un effondrement de la demande sans précédent, les cours du

pétrole brut plongeraient en 2020. En effet, la demande de l'or noir serait pénalisée par la pandémie virale et les mesures drastiques mises en place partout dans le monde pour contrer sa propagation. Ainsi, les prix du pétrole se replieraient de 42,3% pour se situer à 36,9 dollars le baril.

Les oléagineux

La production d'huiles alimentaires (palme, soja, colza) enregistrerait des disponibilités inférieures pour la nouvelle campagne. En effet, consécutivement au repli de la production mondiale occasionné par l'épidémie de coronavirus et aux restrictions des importations indiennes d'huile de palme raffinée, les cours de l'huile de palme progresseraient de 7,7% pour s'établir à 564,3 dollars la tonne.

Le caoutchouc

La propagation de la pandémie du coronavirus en l'Europe et aux Etats-Unis se traduirait par une diminution de la demande de caoutchouc. En effet, on relève une multiplication des annonces de suspension de l'activité dans la construction automobile et les pneumatiques. De ce fait, les prix régresseraient de 14,3% à 64,1 cents le kilogramme.

Le café

Le marché du café serait légèrement tiré vers le bas par la morosité sur l'ensemble des marchés de matières premières en 2020. Ainsi, le prix du Robusta reculerait de 0,5% à 79,61 cents la livre. En revanche, les inquiétudes actuelles sur les disponibilités d'Arabica sur les marchés à terme se traduiraient par une hausse des prix de 23,6% à 169,92 cents la livre.

Le cacao

Le marché mondial du cacao serait marqué par la crainte d'un repli de la consommation en Europe, premier marché mondial de chocolat, impactant la demande globale de fèves. A cela s'ajoute la révision à la baisse des estimations d'excédent par l'Organisation internationale du cacao (ICCO) sur la campagne 2019/20. Le déficit se limiterait à 85 000 tonnes contre 105 000 tonnes. La situation pourrait se traduire par un excédent dans l'hypothèse d'un retrait de la consommation face aux estimations de hausse de 1,7% de la production mondiale. Dans ce contexte, le prix du cacao refluerait de 2,4% pour se situer à 2 284,87 dollars la tonne en 2020.

Le sucre

En 2020, la faiblesse des monnaies des deux producteurs mondiaux majeurs(Brésil et l'Inde)et le choix des raffineries de canne au Brésil de produire plus de sucre que d'éthanol,suite à l'abaissement des cours du pétrole, vont accroitre les volumes sur le marché mondial et donc peser sur les prix. Ainsi, le prix du sucre reculerait de 3,6% à 11,90 cents la livre.

L'or

Après une hausse de 19% enregistrée en 2019, l'or continuerait à profiter de l'environnement macroéconomique et géopolitique. En effet, outre de nombreuses sources de tensions (Iran, Brexit, guerre commerciale entre les Etats-Unis et la Chine, propagation du corona virus), les banques centrales resteraient accommodantes en 2020 (taux d'intérêt très faibles). Cet environnement constituerait un facteur de soutien durable des cours de l'or. A cela, s'ajoute la poursuite des achats d'or physique par les banques centrales, notamment dans les pays cherchant à s'affranchir de la domination du dollar, comme l'Inde, la Chine et la Russie. Ainsi, l'once devrait être cotée à 1 564 dollars contre 1 392 dollars en 2019, soit un bond de 17,8%.

V.2 LE CONTEXTE NATIONAL

V.2.1 L'activité sectorielle

V.2.1.1 Le pétrole

Le secteur pétrolier se caractériserait en 2020 par deux chocs. La baisse des cours du pétrole liée à l'abondance de la production mondiale et le risque d'une baisse de la production pétrolière nationale en lien avec le déclin naturel des champs matures, des arrêts planifiés pour des travaux de maintenance et des problèmes opérationnels et ce, malgré les efforts d'optimisation des rendements des champs. A ces contraintes s'ajoute la mesure de réduction de production prise par l'OPEP en vue d'encourager une remontée des prix. Ainsi, la production nationale de pétrole reculerait d'au moins 4,5% à 10,4 millions de tonnes (76,0 millions de barils).

V.2.1.2 Les mines

La production nationale de manganèse s'établirait à 7,2 millions de tonnes, en repli de 1,8% par rapport à 2019, dans un contexte de propagation de la pandémie de la Covid-19 marqué par le ralentissement de la demande mondiale. Les objectifs de production de 2020 ont donc été revus à la baisse et ce, malgré l'augmentation des capacités de production nationale. En effet, la mise en exploitation du plateau d'Okouma en 2020 dans le cadre du projet Comilog 20/20 reprofilé et l'entrée en exploitation du gisement de Lebaye à Okondja, par Nouvelle Gabon Mining, devraient porter les capacités de production à 8,6 millions de tonnes. Dans le même temps, la poursuite des travaux de la voie ferrée améliorerait l'acheminement du minerai de manganèse.

V.2.1.3 La filière bois

Les industries de transformation du bois seraient marquées par un retournement de la conjoncture en raison des effets négatifs ducontexte sanitaire sur l'activité économique. Ainsi, la production de bois débités régresserait de 10,4% à 980,7 milliers de mètres cubes, suite aux difficultés d'écoulement d'une partie de la production, dans une situation de baisse de la demande mondiale.

V.2.1.4 L'agriculture

Le secteur de l'agriculture consoliderait ses performances en 2020, en raison de la montée en puissance des plantations du groupe Olam (huile de palme et caoutchouc naturel). Ainsi, la production de l'huile de palme brute doublerait

pour s'établir à 115100 tonnes contre 55200 tonnes en 2019. De même, la mise en exploitation des plantations d'hévéa d'Olam renforcerait la production globale de caoutchouc de 64%, soit 15400 tonnes contre 9400 tonnes en 2019.

V.2.1.5 Les Agro-industries

Le secteur de l'agro-industrie améliorerait ses performances. En effet, Olam Palm renforcerait son rythme de récolte et d'approvisionnement de l'usine pour porter sa production d'huile et de corps gras à 22 760 tonnes.

V.2.1.6 Les autres industries

Les performances industrielle et commerciale de la branche des autres industries de transformation se consolideraienten 2020, grâce au dynamisme de la fabrication des matériaux de construction et de la chimie.

Par contre, l'activité de transformation du minerai de manganèse en alliages ralentirait, en raison des réparations des condensateurs et du four, ainsi que des difficultés d'approvisionnement de l'usine en quartz et dolomie.

V.2.1.7 L'énergie

La branche Energie et Eau enregistrerait une hausse de sa production. Celle-ci découlerait de l'augmentation de 11,8% de la production en électricité, suite au remplacement des postes sur l'étendue du territoire national. De même, la production en eau potable progresserait de 13% à 133,66 millions de mètres cubes (m^3), soutenue par l'entrée en production de CimGabon 2 pour la région de Libreville et la mise en service des stations de traitement d'eau dans les villes de Mouila, Ndjolé, Makokou, Boué et Mitzic.

V.2.1.8 Les BTP

Le redressement de l'activité de BTP observé l'année précédente se poursuivrait en 2020, malgré l'environnement sanitaire prévalant (confinement du Grand Libreville). Cette embellie serait tributaire du lancement de nombreux grands chantiers d'amélioration du réseau routier, notamment de démarrage des travaux de la Transgabonaise, l'aménagement des voiries urbaines, la poursuite des travaux de réhabilitation de la voie ferrée, d'aménagement des bassins versants et le projet Comilog 2020. En conséquence, la production vendue devrait s'améliorer d'environ 2,8%.

V.2.1.9 Les transports et les auxiliaires de transport

Le secteur des transports et auxiliaires de transport consoliderait sa production,

du fait du maintien des activités dans les secteurs d'exportation et de l'acheminement des marchandises, malgré l'impact de la pandémie. A cet effet, le volume global de marchandises acheminées par rails et manipulées au niveau des différents ports se raffermirait d'environ 3% en 2020.

V.2.1.10 Le commerce

Le chiffre d'affaires du commerce se replierait de 2% à 965,4 milliards de FCFA en 2020, en raison des effets négatifs du confinement des populations lié à la lutte contre la pandémie du corona virus.

V.2.1.11 L'hôtellerie

Dans un contexte de baisse de la fréquentation des hôtels, lié à la fermeture des frontières et au confinement du Grand Libreville, le chiffre d'affaires de l'hôtellerie se déprécierait fortement en 2020.

V.2.1.12 Les autres services

L'activité des autres services se tasserait en 2020, en lien avec la morosité de l'économie nationale et plus particulièrement, la fermeture des entreprises de jeux et loisirs.

V.2.1.13 L'activité de réassurance

Compte tenu des effets attendus de la pandémie du coronavirus sur le secteur des assurances, l'activité de réassurance devrait être impactée négativement en 2020, réduisant ainsi l'élan de reprise initialement anticipée sur le plan commercial.

Malgré ce contexte contraignant, la société SCG-RE poursuivrait la mise en œuvre de son plan stratégique de développement dont les actions prioritaires sont le renforcement du capital social et des fonds propres, l'équilibre entre croissance, rentabilité et solvabilité, la refonte de la politique de souscription, de rétention et de rétrocession, la promotion de l'image de la société et enfin, l'obtention d'une note auprès d'une agence de notation habilité.

V2.2 La Microfinance

L'activité du secteur poursuivrait son expansion en 2020, en raison, d'une part, de la prise en compte des statistiques des cinq nouveaux EMF ne procédant pas encore au reporting trimestriel SESAME. Elle serait soutenue, d'autre part, par la poursuite de l'assainissement du secteur et la consolidation de l'assise financière des EMF en difficulté.

V.2.3 Les estimations macroéconomiques en 2020 et 2021

L'activité économique mondiale serait en récession en 2020, avec un impact important sur les grandes puissances économiques (Etats-Unis, Chine, Union européenne, etc.). Cette situation est consécutive à la crise sanitaire mondiale engendrée par la pandémie de Covid-19, et ses effets sur l'économie réelle. La baisse de l'activité mondiale engendrerait une contraction de la demande de nos principaux produits d'exportation, notamment le pétrole, dans un contexte d'abondance de l'offre de cette matière.

Ainsi, l'économie nationale devrait subir un triple choc en 2020. Deux chocs exogènes, liés à la chute de la demande mondiale de nos principaux produits d'exportation et à la baisse des cours de ces matières premières. D'autre part, un choc endogène consécutif à la baisse de certaines activités au niveau national, suite aux mesures de luttes contre la Covid 19 (ralentissement, voire arrêt momentané de certains secteurs d'activités, confinement partiel de la population, etc.).

V.2.3.1 Les principales hypothèses

Sur la base des réalisations de l'économie à fin 2019, et tenant compte des perspectives révisées des prévisions de l'économie mondiale ainsi que des effets de la demande mondiale sur les secteurs d'exportation, les prévisions de croissance reposeraient sur les hypothèses suivantes :

- une production pétrolière à 10,41 millions de tonnes en 2020 (-4,5%) et à 10,3 millions de tonnes en 2021 (-1,3%);
- une chute de 50% du prix du baril de pétrole à 30 dollars en 2020, mais en hausse de 28,3% à 38,5 dollars en 2021 ;
- un taux de change du dollar à 585 FCFA en 2020 et à 593,7 en 2021;
- une baisse de 2,5% des exportations de manganèse à 5,985 millions de tonnes en 2020 et une hausse de 19,1% en 2021 à 7,1 millions de tonnes ;
- un prix de la tonne de manganèse qui s'élèverait à 147,3 USD, en recul de 13,1% en 2020 et à 147,9 USD en 2021, soit une hausse de 0,4% par rapport à 2020;
- un repli de 10,4% de la production de bois œuvrés à 980,7 mille tonnes en 2020 suivi d'une hausse de 35,1% en 2021.

Principales hypothèses de 2020 à 2021

	2019	2020	2021	20/19	21/20
Production pétrolière (en millions de tonnes)	10,9	10,4	10,3	-4,5%	-1,3%
Prix du baril du pétrole gabonais (en $US)	60,0	30,0	38,5	-50,0%	28,3%
Production de manganèse (en milliers de tonnes)	7 330,2	7 195,8	7 831,9	-1,8%	8,8%
Exportation de manganèse (en milliers de tonnes)	6 138,4	5 985,0	7 127,0	-2,5%	19,1%
Prix de vente de manganèse (en $US/tonne)	169,5	147,3	147,9	-13,1%	0,4%
Production de l'or (en tonne)	0,1	0,3	0,3	180,4%	10,0%
Prix de vente de l'or ($US/l'once)	1 392,2	1 640,1	1 667,0	17,8%	1,6%
Production industrie minière (milliers de tonnes)	47,8	40,8	49,9	-14,5%	22,3%
Production de bois débité (milliers de m^3)	1 094,1	980,7	1 325,3	-10,4%	35,1%
Prix de bois débité ($/$m^3$)	695,9	706,9	706,4	1,6%	-0,1%
Production d'huile de palme (milliers de tonnes)	55,2	115,1	173,5	108,5%	50,7%
Production de caoutchouc (milliers de tonnes)	9,4	15,4	21,1	63,9%	37,2%
Taux de change	585,9	585,0	593,7	-0,2%	1,5%

Source : DGEPF

V.2.3.2 La formation du PIB prévisionnel en 2020

Sur la base des hypothèses énoncées plus haut, l'activité économique nationale reculerait en 2020. Le produit intérieur brut baisserait de 0,8%, soit une perte de 4,7 points de croissance par rapport à 2019. Le repli de l'activité proviendrait aussi bien du secteur pétrolier (-4,5%) que du secteur hors pétrole (-0,3%).

Evolution du taux de croissance de 2019 à 2021 (en %) 8

	2019	2020	2021
PIB total	**3,9**	**-0,8**	**4,1**
Pétrole	13,0	-4,5	-1,3
Hors-pétrole	2,9	-0,3	4,7

Source : DGTCP

V.2.3.2.1 Les ressources du pib previsionnel en 2020 et 2021

Du point de vue de la production, le secteur primaire ralentirait (+0,4%) en 2020 alors que l'activité des secteurs secondaire et tertiaire se contracterait (-1,9% et -0,2% respectivement). En en 2021, l'activité des trois secteurs se relèverait.

Le secteur primaire progresserait de 0,4% en 2020 et 5,2% en 2021 en raison de la poursuite de l'expansion de l'agriculture (+12,0% en 2020 et +14,0% en 2021), grâce à la consolidation de l'agriculture de rente, avec une production d'huile de palme attendue à 115 100 tonnes, et celle du caoutchouc prévue à 15 400 tonnes pour 2020.

Cependant, la hausse de l'activité globale de ce secteur serait atténuée par les contre-performances de la production pétrolière (-4,5% en 2020 et -1,3% en 2021), en lien avec le déclin des champs matures et la chute du prix du baril de pétrole.

S'agissant du secteur secondaire, le recul de l'activité en 2020 proviendrait des perspectives défavorables dans les industries du bois, l'industrie minière, le raffinage et les services pétroliers.En 2021, l'activité de toutes les branches du secteur serait en hausse.

La baisse de l'activité dans l'industrie du bois (-10,4%) résulterait de la faiblesse de la demande extérieure, principalement en provenance de la Chine et de la zone euro. Celle-ci contraindrait la production, malgré la forte capacité des usines locales. L'activité des services pétroliers se contracterait également en 2020 (-4,6%), en raison du ralentissement attendu du budget d'investissement des sociétés pétrolières, consécutivement à la chute des prix de pétrole en 2020.

En revanche, les contreperformances du secteur secondaire seraient atténuées par l'embellie des BTP (+ 2,7% en 2020 et +8,2% en 2021),en rapport avec l'effort d'investissement public attendu avec le démarrage prévu des travaux de la Transgabonaise, en dépit de la morosité du contexte économique.

Le secteur tertiaire serait marqué par la baisse de ses activités. Le repli des performances (-0,2%) proviendrait essentiellement du recul des branches services (-2,1%) et commerce (-1,9%), malgré la hausse des transports et télécommunications (+1,6%).

Evolution du PIB par secteur d'activité de 2019 à 2020

En milliards de FCFA	PIB nominal (au prix du marché)					PIB en volume (au prix de 2001)				
	2019	2020	2021	20/19	21/20	2019	2020	2021	20/19	21/20
Produit intérieur brut	**9 886,9**	**8 697,9**	**9 432,2**	**-12,0%**	**8,4%**	**5 749,1**	**5 705,3**	**5 938,2**	**-0,8%**	**4,1%**
PIB marchand	**8 591,5**	**7 455,0**	**8 156,6**	**-13,2%**	**9,4%**	**4 726,5**	**4 675,2**	**4 887,3**	**-1,1%**	**4,5%**
Secteur primaire	**2 913,3**	**1 739,0**	**2 057,2**	**-40,3%**	**18,3%**	**1 210,1**	**1 214,7**	**1 278,2**	**0,4%**	**5,2%**
Agriculture, Elevage, Pêche	426,3	468,5	516,7	9,9%	10,3%	354,7	397,2	452,9	12,0%	14,0%
Exploitation forestière	122,9	110,8	115,6	-9,8%	4,3%	81,0	74,3	78,1	-8,3%	5,0%
Pétrole brut	2 116,7	949,1	1 196,4	-55,2%	26,1%	636,6	607,9	600,1	-4,5%	-1,3%
Mines	247,4	210,5	228,6	-14,9%	8,6%	137,7	135,2	147,2	-1,8%	8,8%
Secteur secondaire	**2 303,3**	**2 234,5**	**2 369,9**	**-3,0%**	**6,1%**	**1 013,2**	**994,1**	**1 038,4**	**-1,9%**	**4,5%**
Industries agro-alimentaires, boissons	201,8	212,0	227,6	5,1%	7,3%	132,3	135,2	141,9	2,1%	5,0%
Industrie du bois	198,6	179,9	189,3	-9,4%	5,3%	119,8	107,4	113,8	-10,4%	6,0%
Autres industries yc minières	345,3	355,3	370,7	2,9%	4,3%	176,7	177,3	186,9	0,4%	5,4%
Raffinage	8,7	8,5	8,5	-2,2%	0,1%	6,4	6,2	6,2	-3,0%	0,0%
Electricité, Eau	116,6	121,6	129,4	4,3%	6,5%	54,7	55,7	57,4	1,9%	3,0%
BTP	327,8	346,0	386,1	5,6%	11,6%	177,3	182,1	197,1	2,7%	8,2%
Recherche, services pétroliers	1 104,5	1 011,2	1 058,2	-8,4%	4,7%	346,0	330,2	335,2	-4,6%	1,5%
Secteur tertiaire	**2 782,6**	**2 915,5**	**3 137,8**	**4,8%**	**7,6%**	**1 983,2**	**1 979,9**	**2 067,0**	**-0,2%**	**4,4%**
Transports & Communications	1 028,7	1 098,6	1 203,0	6,8%	9,5%	772,0	784,1	829,4	1,6%	5,8%
Services	1 053,5	1 084,7	1 150,8	3,0%	6,1%	785,3	768,6	791,6	-2,1%	3,0%
Commerce	523,0	539,2	576,1	3,1%	6,8%	281,0	275,7	285,3	-1,9%	3,5%
Services bancaires, assurances	279,3	288,9	302,0	3,5%	4,5%	268,7	270,2	277,0	0,6%	2,5%
SIFIM	-101,8	-96,0	-94,1	-5,7%	-2,0%	-123,8	-118,7	-116,4	-4,1%	-2,0%
DTI et TVA	592,3	566,0	591,7	-4,4%	4,5%	520,1	486,6	503,6	-6,4%	3,5%
PIB non marchands	**1 295,4**	**1 242,9**	**1 275,6**	**-4,1%**	**2,6%**	**1 022,6**	**1 030,2**	**1 050,9**	**0,7%**	**2,0%**

Source : MEGA/DGEPF

V.2.3.2.2 Les emplois du pib previsionnel en 2020 et 2021

Dans l'optique de la demande, en 2020, la récession prévue s'expliquerait par la baisse conjuguée de la demande extérieure (-2,8%) et intérieure (-2,6%).

La contraction de la demande extérieure proviendrait du repli des exportations pétrolières (-4,4%) et du ralentissement des exportations hors pétrole (+4,1% contre +20,6% en 2019). En effet, les exportations pétrolières subiraient l'effet de la diminution de la production nationale, de la nécessité du respect des quotas arrêtés par l'OPEP, en vue de favoriser la hausse des cours de pétrole. Le ralentissement des exportations hors pétrole (-16,5 points par rapport à 2019) s'expliquerait par le recul de la demande chinoise, européenne et américainede produits sylvicoles et sidérurgiques.

La baisse de la demande intérieure serait consécutive au repli de la consommation totale (-2,8%) et de l'investissement (-2,4%). En effet, la consommation totale refluerait sous l'effet du recul de la consommation privée (-1,6%) et de la consommation publique (-6,2%).

L'évolution de la consommation privée résulterait de la contraction des revenus des ménages en lien avec la morosité de l'activité économique et du marché du travail. Cependant, les efforts déployés par les pouvoirs publics en vue de limiter l'impact de la crise sanitaire et économique sur les ménages devraient permettre d'atténuer la baisse de la consommation privée.

Ces mesures concernent le soutien à la consommation à travers le paiement de primes au secteur santé, la régularisation de la situation administrative de certains agents de l'Etat, le paiement des arriérés de soldes de certaines catégories d'agents, la mise en place d'une allocation de chômage technique entre 50 et 70% du salaire brut hors primes, le maintien du revenu intégral pour les salaires compris entre 80 000 et 150 000 FCFA et l'aide aux petits propriétaires lésés, etc. Néanmoins, le pouvoir d'achat des agents économiques exerçant dans le secteur informel connaitrait une forte baisse en 2020 compte tenu de la réduction des activités pour cause de pandémie.

La réduction de l'investissement global proviendrait de celle de l'investissement privé (-4,1%) en dépit du relèvement de l'investissement public (+8,0%). En effet, la baisse de l'investissement privé procèderait de l'évolution des secteurs pétrole, mines et transport, en liaison avec conjoncture internationale. La hausse de l'investissement public résulterait de la volonté du gouvernement de maintenir certains projets de développement, malgré le contexte économique difficile (Transgabonaise, électrification, aménagement des voiries, etc.).

Evolution du PIB par la demande de 2019 à 2021

En milliards de FCFA	PIB nominal ((au prix du marché)					PIB en volume (au prix de 2001)				
	2019	2020	2021	20/19	21/20	2019	2020	2021	20/19	21/20
PRODUIT INTERIEUR BRUT	**9 886,9**	**8 697,9**	**9 432,2**	**-12,0%**	**8,4%**	**5 749,1**	**5 705,3**	**5 938,2**	**-0,8%**	**4,1%**
DEMANDE INTERIEURE	**7 010,2**	**6 770,8**	**6 870,1**	**-3,4%**	**1,5%**	**5 457,5**	**5 314,3**	**5 394,3**	**-2,6%**	**1,5%**
DEMANDE EXTERIEURE	**7 143,3**	**5 985,0**	**7 062,0**	**-16,2%**	**18,0%**	**5 597,1**	**5 442,6**	**5 770,5**	**-2,8%**	**6,0%**
CONSOMMATION TOTALE	**4 812,5**	**4 809,1**	**4 841,5**	**-0,1%**	**0,7%**	**3 512,3**	**3 415,6**	**3 463,1**	**-2,8%**	**1,4%**
Ménages	3 725,6	3 774,5	3 786,1	1,3%	0,3%	2 630,5	2 588,6	2 644,0	-1,6%	2,1%
Administrations	1 086,9	1 034,5	1 055,5	-4,8%	2,0%	881,8	827,0	819,2	-6,2%	-0,9%
INVESTISSEMENT TOTAL	**2 197,6**	**1 961,7**	**2 028,6**	**-10,7%**	**3,4%**	**1 945,1**	**1 898,6**	**1 931,1**	**-2,4%**	**1,7%**
Privé	1 974,4	1 718,3	1 790,3	-13,0%	4,2%	1 672,6	1 604,3	1 632,4	-4,1%	1,8%
dont : Pétrole	956,4	791,9	832,8	-17,2%	5,2%	555,8	530,6	539,1	-4,5%	1,6%
Hors Pétrole	1 018,0	926,4	957,4	-9,0%	3,4%	1 116,8	1 073,6	1 093,3	-3,9%	1,8%
Administration	223,3	243,4	238,3	9,0%	-2,1%	272,6	294,4	298,8	8,0%	1,5%
EXPORTATIONS TOTALES	**5 010,0**	**3 956,0**	**4 812,0**	**-21,0%**	**21,6%**	**2 944,4**	**2 916,8**	**3 157,2**	**-0,9%**	**8,2%**
Pétrole	3 513,7	2 470,0	3 117,5	-29,7%	26,2%	1 448,6	1 385,4	1 369,3	-4,4%	-1,2%
Hors Pétrole	1 302,4	1 356,8	1 560,8	4,2%	15,0%	1 429,9	1 487,9	1 744,2	4,1%	17,2%
dont : Rentes et autres produits d'exportations	517,2	613,2	764,4	18,6%	24,7%	538,0	640,5	832,8	19,1%	30,0%
Mines	412,6	397,0	426,1	-3,8%	7,3%	477,3	465,4	500,6	-2,5%	7,6%
Bois transformé	368,7	342,9	366,5	-7,0%	6,9%	411,0	378,4	407,3	-7,9%	7,6%
Produits manufacturiers	3,9	3,7	3,8	-2,8%	0,8%	3,6	3,6	3,6	-1,4%	1,0%
IMPORTATIONS TOTALES	**2 133,3**	**2 028,9**	**2 249,9**	**-4,9%**	**10,9%**	**2 652,7**	**2 525,7**	**2 613,3**	**-4,8%**	**3,5%**
dont Consommations	456,9	443,5	471,6	-2,9%	6,3%	431,1	412,8	424,1	-4,2%	2,7%
Equipements	523,7	497,6	530,0	-5,0%	6,5%	741,9	713,1	733,7	-3,9%	2,9%
Intermédiaires	580,6	547,9	585,3	-5,6%	6,8%	602,1	561,3	579,3	-6,8%	3,2%

Source : DGEPF

V.2.3.3 Les prévisions du budget

V.2.3.3.1 Les recettes budgétaires

En 2020, les recettes budgétaires s'établiraient à 1 565,0 milliards de FCFA contre 2 030,6 milliards de FCFA collectés en 2019, soit un repli de 22,9%. Cette diminution proviendrait du recul aussi bien des recettes pétrolières que hors pétrole.

La baisse des recettes pétrolières et des recettes hors pétrole est en lien avec la paralysie de l'activité économique suite à la pandémie du Coronavirus.

Par conséquent, la part des recettes budgétaires dans le PIB diminuerait de 2,5 points à 18,0% du PIB. Cependant, les recettes pétrolières se renforceraient de 13,5 points en pourcentage du PIB pétrolier, tandis que les recettes hors pétrole reculeraient de 2,3 points du PIB hors pétrole.

Prévision 2020 des recettes budgétaires

En milliards de FCFA	2018	2019	2020	20/19
Recettes pétrolières	583,4	747,2	463,5	-38,0%
Recettes hors pétrole	1 090,70	1 283,4	1 101,5	-14,2%
Recettes totales	**1 674,1**	**2 030,6**	**1 565,0**	**-22,9%**
En ratio du PIB nominal				
Recettes pétrolières	6,2%	7,6%	5,3%	
Recettes hors pétrole	11,6%	13,0%	12,7%	
Recettes totales	17,9%	20,5%	18,0%	
PIB nominal (pour mémoire)	9 368,9	9 886,90	8 697,9	
En ratio du PIB pétrole				
Recettes pétrolières	29,5%	35,3%	48,8%	
PIB pétrole (pour mémoire)	1 979,26	2 116,71	949,1	
En ratio du PIB hors pétrole				
Recettes hors pétrole	14,8%	16,5%	14,2%	
PIB hors pétrole (pour mémoire)	7 389,6	7 770,20	7 748,70	

Source : DGCPT

V.2.3.3.2 Les dépenses publiques

En 2020, les dépenses budgétaires se renforceraient de 0,3% à 1 900,5

milliards de FCFA par rapport au niveau exécuté en 2019. Cette évolution résulterait de l'accroissement du règlement des intérêts de la dette publique, nonobstant la diminution des dépenses primaires.

La hausse de la charge financière de la dette publique serait due à l'accroissement du paiement des intérêts aussi bien sur la dette intérieure (+7,0% à 90,2 milliards de FCFA) que sur la dette extérieure (+32,5% à 186,3 milliards de FCFA).

La baisse des dépenses primaires découlerait du repli des autres dépenses (-53,3%) conjugué à une maîtrise de l'évolution des dépenses de fonctionnement (+1,0%) nonobstant le renforcement des dépenses en capital (35,1%).

La diminution des autres dépenses budgétaires résulterait de la nécessité d'ajustement suite à la baisse des recettes budgétaires.

La maîtrise des dépenses de fonctionnement proviendrait de la diminution des dépenses du personnel et des dépenses de transfert, malgré le renforcement des dépenses en biens et services du fait de la riposte à la Covid 19. Ainsi, le poids des dépenses de fonctionnement dans le PIB gagnerait 1,6 point pour s'établir à 12,7 %. Dans le même temps, le ratio masse salariale rapportée aux recettes fiscales pourrait se renforcer de 0,7 point à 59,0%.

La hausse des dépenses en capital résulterait du financement sur Partenariats Public-Privé (30 milliards de FCFA) et sur ressources extérieures (+122,4% à 236,2 milliards de FCFA), en dépit du recul des financements sur ressources propres (-35,0% à 113,8 milliards de FCFA).

Prévision 2020 des dépenses budgétaires

En milliards de FCFA	2018	2019	2020	20/19
Dépenses primaires	**1 559,9**	**1 670,1**	**1 624,0**	**-2,8%**
Fonctionnement	**1 045,1**	**1 095,3**	**1 106,8**	**1,0%**
Salaires et traitements	701,0	688,9	683,0	-0,9%
Biens et services	139,6	156,0	261,4	67,6%
Transferts et subventions	204,4	250,4	162,4	-35,1%
Investissements	**247,7**	**281,2**	**380,0**	**35,1%**
Autres	**267,1**	**293,5**	**137,2**	**-53,3%**
Intérêts de la dette	**225,0**	**224,9**	**276,5**	**22,9%**
Total dépenses budgétaires	**1 784,9**	**1 895,0**	**1 900,5**	**0,3%**
En ratio du PIB nominal				
Dépenses primaires	**16,6%**	**16,9%**	**18,7%**	
Fonctionnement	11,2%	11,1%	12,7%	
Investissements	2,6%	2,8%	4,4%	
Autres dépenses primaires	2,9%	3,0%	1,6%	
Intérêts de la dette	2,4%	2,3%	3,2%	
Total dépenses budgétaires	**19,1%**	**19,2%**	**21,8%**	
PIB nominal (pour mémoire)	9 368,9	9 886,9	8 697,9	

Sources : DGBFIP, DGEPF

V.2.3.3.3 La dette publique

En 2020 le service prévisionnel de la dette publique enregistrerait une augmentation de 70,9% à 1280,6 milliards de FCFA. Cette évolution est attribuable à la hausse de l'amortissement et des charges financières relatives à la dette extérieure et à celle de la dette intérieure qui connaît une augmentation conjointe sur le principal et amortissement.

La hausse du règlement du principal de la dette extérieure (161,3%) résulte de l'augmentation de l'amortissement des prêts auprès de la quasi-totalité des composantes tandis que celle de la dette intérieure (32,5%) est consécutive à l'amortissement des emprunts courants et au remboursement des arriérés.

L'accroissement du règlement de la charge financière de la dette publique intérieure (+17,3%) est lié au reprofilage de la dette et aux nouveaux décaissements financiers.

Évolution du service prévisionnel de la dette publique

En milliards F CFA	2018	2019	2020	20/19
Dette extérieure	410,6	404,9	876,9	116,6%
Intérêts	153,6	140,6	186,3	32,5%
Principal	257,0	264,3	690,6	161,3%
Dette intérieure	**496,40**	**344,3**	**403,7**	**17,3%**
Intérêts	78,3	84,3	90,2	7,0%
Principal	418,1	260,0	313,5	20,6%
Total	**907,0**	**749,2**	**1 280,6**	**70,9%**

Sources : DGD, DGST, BEAC

V.2.3.4. La balance des paiements prévisionnelle2020-2021

En 2020, les paiements du Gabon évolueraient dans un contexte marqué par la baisse des cours du baril de pétrole de 50% à 30 dollars US le baril, suite à l'incertitude liée à la pandémie de Corona virus. Dans cet environnement incertain, la balance globale amorcerait une orientation à la baisse, passant de 170,7 milliards de FCFA à -316 milliards de FCFA en 2020. Cette détérioration serait relative à la chute de la balance courante malgré le renforcement de la balance des capitaux.

Toutefois, cette tendance s'inverserait en 2021 avec un solde global excédentaire de 169,9 milliards de FCFA, une amélioration liée à l'allègement du déficit courant (+4,2%) et à la hausse de l'excédent des capitaux.

V.2.3.4.1 La balance des transactions courantes prévisionnelle

Le déficit du compte courant se dégraderait en 2020, passant de -155,1 milliard de FCFA à -1 198,8 milliards de FCFA. Cette évolution s'expliquerait par la détérioration de la balance commerciale (-45,1%), des services (-24,1%) et des transferts (-2,5%), en dépit de la réduction du déficit du compte des revenus (-10,7%).

V.2.3.4.2 La balance commerciale prévisionnelle

L'excédent commercial reculerait en 2020 de 45,1% à 1 038,9 milliards de FCFA. Cette évolution serait liée à la baisse des exportations (-21,6%) et à l'augmentation des importations (+2,8%). En 2021, on observerait une amélioration de ce compte de +74,7% à 1814,6 milliards de FCFA.

Les exportations en valeurs s'établiraient à 2 917 milliards de FCFA, en reflux de 21,6% en 2020 par rapport à 2019. Ce fléchissement serait lié à la diminution

de 42,1% des ventes de pétrole dans un contexte international caractérisé par la chute des cours de pétrole sur le marché international. Toutefois, en 2021, les exportations augmenteraient de 30,8%.

Les importations progresseraient de 2,8% en 2020 et de 6,6% en 2021. Cette tendance s'expliquerait par l'amélioration des commandes de la quasi-totalité des secteurs.

Evolution de la balance commerciale prévisionnelle

En milliards de FCFA	2018*	2019*	2020**	2021**	Var 20/19	Var 21/20
Exportations (fob)	3 441,4	3 719,3	2 917,0	3 816,4	-21,6%	30,8%
Pétrole	2 449,7	2 647,9	1 532,3	2 248,1	-42,1%	46,7%
Manganèse	656,7	682,6	950,8	1 120,1	39,3%	17,8%
Huile de palme	5,0	17,4	31,0	43,5	77,9%	40,5%
Bois	284,7	340,1	357,7	351,5	5,2%	-1,7%
Or	2,0	2,6	3,3	3,7	27,8%	11,4%
Autres	43,3	28,7	41,9	49,6	46,1%	18,3%
Importations (fob)	**1 640,9**	**1 827,1**	**1 878,1**	**2 001,8**	**2,8%**	**6,6%**
Secteur pétrolier	582,6	718,9	578,9	774,4	-19,5%	33,8%
Secteur minier	65,4	68,3	69,6	70,2	1,9%	0,8%
Secteur du bois	17,0	24,0	26,5	28,4	10,2%	7,3%
Autres	975,8	1 016,0	1 203,2	1 128,9	18,4%	-6,2%
Balance commerciale	**1 800,5**	**1 892,2**	**1 038,9**	**1 814,6**	**-45,1%**	**74,7%**
Taux de couverture	209,7%	203,6%	155,3%	190,7%	-	-

*Sources : BEAC, DGEPF * Estimations **Projections*

V.2.3.4.3 La balance prévisionnelle des services

Le déficit des services se creuserait d'avantage, passant de -1 153,5 milliards de FCFA en 2019 à -1 431,4 milliards de FCFAen 2020. Cette évolution serait attribuable à la hausse des sorties de capitaux au titre des « fret et assurances des marchandises », des « services fournis ou reçus par les administrations publiques », des « autres transports et assurances » ainsi que des « autres services aux entreprises ». Ce déficit s'allègerait de 17,7% à -1 178,3 milliards de FCFA,l'année suivante.

V.2.3.4.4 Les balances des revenus et des transferts prévisionnelles

Le déficit de la balance des revenus s'améliorerait de 10,7%, suite à l'allègement

des paiements des investissements. Cependant, en 2021, ce déficit s'alourdirait de 10,6% sous l'effet de l'augmentation des paiements des salariés et des investissements.

S'agissant des transferts, leur déficit se creuserait en 2020 de 2,5% en lien avec la hausse des sorties de capitaux au titre des transferts privés. En 2021, la même tendance s'observerait.

V.2.3.4.5 La balance des capitaux prévisionnelle

L'excédent du compte des capitaux augmenterait en 2020, passant de 473,7 milliards de FCFA à 882,8 milliards de FCFA. Cette progression serait liée à la hausse des capitaux entrants (emprunt) au titre des autres investissements du secteur public. Cependant, en 2021, cet excédent diminuerait de 54,3% à 403,1 milliards de FCFA, suite au remboursement de la dette au titre des autres investissements du secteur public.

Evolution de la balance globale prévisionnelle

En milliards de FCFA	2018*	2019*	2020**	2021**	Var 20/19	Var 21/20
1- Transactions courantes	**-214,7**	**-155,1**	**-1198,8**	**-233,3**	**-**	**80,5%**
- balance commerciale	1800,5	1892,2	1038,9	1814,6	-45,1%	74,7%
- balance des services	-1386,3	-1153,5	-1431,4	-1178,3	-24,1%	17,7%
- balance des revenus	-571,7	-835,2	-746,2	-825,1	-10,7%	10,6%
- balance des transferts	-57,1	-58,6	-60,1	-44,6	-2,5%	25,8%
2- Balance des capitaux	**295,7**	**473,7**	**882,8**	**403,1**	**86,4%**	**-54,3%**
- investissements directs	846,5	1045,8	991,1	1023,7	-5,2%	3,3%
- investissements de portefeuille	165,9	176,4	163,1	198,1	-7,5%	21,4%
- autres investissements	-716,7	-748,5	-271,4	-818,6	63,7%	-201,6%
Secteur privé	-723,4	-730,7	-733,0	-742,3	-0,3%	-1,3%
Secteur public	208,9	234,6	296,8	141,0	26,5%	-52,5%
Banques commerciales	83,1	104,7	4,2	-6,8	-96,0%	-260,5%
Autres	-285,3	-357,1	160,5	-210,6	145,0%	-231,2%
3- Erreurs et Omissions	**110,3**	**-147,9**	**-**	**-**	**-**	**-**
BALANCE GLOBALE	**191,4**	**170,7**	**-316,0**	**169,9**	**-285,1%**	**153,8%**

*Sources : BEAC, DGEPF * Estimations **Projections*

V.2.3.4.6 La balance globale

En définitive, des risques liés aux fluctuations et contingences du marché du pétrole menaceraient les perspectives du secteur extérieur du Gabon en 2020. Dans ce contexte, les paiements du Gabon feraient ressortir un déficit du solde global suite à la détérioration du déficit du compte courant. Cependant, en 2021, la hausse projetée des cours du prix du baril de pétrole entrainerait une amélioration du déficit courant et un excédent du solde globalde la balance des paiements.

V.2.3.5 L'Emploi, les salaires et les prix

V.2.3.5.1 L'emploi

L'atonie de l'activité économique devrait se traduire par une forte dégradation de l'emploi moderne en 2020. Ce repli proviendrait essentiellement du secteur privé, dans le contexte d'une légère reprise de l'emploi public après trois années consécutivesde baisse. En effet, dans le secteur privé formel, l'emploi net devrait davantage se contracter dans les secteurs des services, de l'agriculture, du bois, des agro-industries, du pétrole et du commerce (produits pétroliers et véhicules),

En revanche, la reprise de l'emploi public, en raison de la régularisation prévue de la situation administrative des agents encours d'intégration, atténuerait la dégradation de l'emploi dans le secteur privé.

V.2.3.5.2 Les salaires

La baisse de l'emploi global induirait une diminution de la masse salariale du secteur moderne en 2020, en dépit d'une légère hausse de la masse salariale du secteur public.En effet, la régularisation de la situation administrative de certaines catégories d'agents de l'Etat se traduirait par un relèvementde la solde globale.

En revanche, dans le secteur privé, la masse salariale resterait corrélée au recul des effectifs corrigé d'éventuelles indemnités de licenciement. Ainsi, les secteurs impactés seraient l'hôtellerie et restauration, les transports, les services, le bois, l'agriculture et l'agro-industrie.

V.2.3.5.3 Les prix

Les prévisions à court terme de l'inflation tablent sur un retour des pressions inflationnistes en 2020, suivie d'une déflation en 2021. Le taux d'inflation, en moyenne annuelle, s'afficherait à 3,0% en 2020 et -0,3% en 2021. Ce relèvement des prix découlerait principalement de la hausse des prix de transport et des produits alimentaires en lien avec les mesures de confinement de la pandémie du Covid 19.

V.3 LA POLITIQUE ECONOMIQUE, FINANCIERE ET SOCIALE DU GOUVERNEMENT EN 2020-2021

L'apparition de la pandémie de la Covid-19 devrait, par ses effets, réduire considérablement les marges de manœuvres budgétaires opérées dans la loi de finances initiale. Dans ce contexte, grâce au concours des partenaires techniques et financiers, la politique budgétaire mettrait un accent sur la poursuite des réformes structurelles visant, d'une part, à optimiser la perception des recettes publiques et à en améliorer le rendement, d'autre part. Ces différents efforts devraient permettre de renforcer la fourniture des services sociaux de base au profit des plus démunis notamment, tout en soutenant la diversification des activités productives et l'emploi dans le secteur privé.

V.3.1 Les politiques sectorielles

V.3.1.1 Secteur des infrastructures

Pour tenir compte des effets négatifs liés à la pandémie de la Covid-19, le gouvernement procéderait dans le collectif budgétaire à des arbitrages concernant les infrastructures. Toutefois, il s'engage à poursuivre les principaux projets annoncés dans la loi de finances initiale. Il s'agit de :

- l'aménagement du bassin versant Terre Nouvelle ;
- la construction de la route Forasol-Mbega ;
- la finalisation de la route Port-Gentil-Omboué ;
- la construction des travaux de réhabilitation et d'aménagement des voiries municipales de Libreville ;
- la réhabilitation du Transgabonais ;
- la construction de la voie de contournement de l'aéroport de Libreville.

Enfin, la situation de confinement occasionnée par la crise sanitaire actuelle a davantage révélé les problèmes d'adduction en eau potable rencontrés par les populations, principalement dans les grandes agglomérations, dont le Grand Libreville.

A cet effet, dans le cadre de l'augmentation de l'offre en matière énergétique et d'adduction en eau, le Gouvernement s'engage à poursuivre le Programme intégré pour l'alimentation en eau potable et l'assainissement de Libreville. Cette ambition devrait également atteindre les milieux ruraux qui verraient la poursuite de la mise en œuvre du projet d'équipement d'accès à l'eau et à l'énergie.

V.3.1.2 La diversification de la base productive

Dans le cadre du projet de loi de finances rectificative, le gouvernement poursuivra et amplifiera sa politique de soutien au secteur productif, notamment aux entreprises fortement touchées par le ralentissement de l'activité suite aux mesures de lutte contre la propagation de la Covid-19.

En ce qui concerne l'agriculture, l'ambition du gouvernement est de réduire de moitié la facture des importations alimentaires par le développement des zones franches agricoles, à travers l'organisation des campagnes de régularisation du foncier agricole.

S'agissant de la pêche et de l'aquaculture, les principales mesures envisagées tourneront autour de l'amélioration du système de régulation de la pêche artisanale et du renforcement des infrastructures de débarquement en collaboration avec l'Agence Nationale des Parcs Nationaux.

Pour ce qui est du secteur forêt, le gouvernement entend mettre l'accent sur la promotion de l'aménagement des concessions forestières et la lutte contre les trafics, pour favoriser l'industrialisation de la filière.

V.3.1.3 Le soutien aux entreprises et à l'emploi dans le secteur privé

Suite à l'apparition de la pandémie de la Covid-19, de nombreuses entreprises ont enregistré une baisse ou un arrêt des activités. Afin d'accompagner ces dernières, le gouvernement a mis en place un guichet de financement d'urgence d'une valeur de 225 milliards de FCFA. Ce, en vue de répondre aux besoins urgents de trésorerie des entreprises confrontées aux problèmes de financement des salaires et des charges de structure.

Dans le même temps, des précautions ont été prises auprès des banques afin de permettre aux entreprises en cessation d'activités de bénéficier du ré-échelonnement de leurs dettes sans aucune pénalité.

Aussi, en vue de préserver le pouvoir d'achat des travailleurs du secteur privé, confrontés au chômage technique, il a été institué une allocation de chômage technique leur permettant de conserver entre 50 et 70% de leur salaire brut mensuel hors primes.

Ces différentes mesures viennent en complément de celles relatives aux remises d'impôts et à la défiscalisation des primes octroyées aux entreprises ayant fait preuve de solidarité et de citoyenneté, malgré la restriction d'activités.

V.3.2 La politique sociale

La situation de crise sanitaire a emmené le gouvernement à renforcer sa

politique sociale, à travers les mesures visant l'amélioration des services sociaux de base au profit des populations. Il s'agit des actions liées au système de santé, à la protection sociale, à la solidarité nationale, ainsi qu'à la poursuite des initiatives de promotion du capital humain.

V.3.2.1 La santé

S'agissant de ce volet, le Gouvernement entend poursuivre la mise en œuvre de la réforme de son système de santé pour apporter une réponse efficace à la crise sanitaire. A cet effet, en sus des mesures annoncées dans la loi de finances initiale, les mesures à mettre en œuvre porteraient notamment sur :

- la réorganisation du système de santé pour faire face à la pandémie et assurer la continuité des prestations pour les pathologies courantes ;
- la mise en place d'un laboratoire avec une capacité de 10.000 tests Covid-19 par jour, baptisé « Laboratoire Pr GAHOUMA », dirigé par des spécialistes nationaux ;
- la création d'une « indemnité Covid-19 », destinée à récompenser les efforts du personnel de santé, fortement sollicité pendant la période de crise sanitaire ;
- la création des centres de tests sur l'ensemble du territoire afin d'assurer un dépistage massif ;
- la mise à disposition des équipements de protection pour les personnels de santé ;
- l'approvisionnement des structures sanitaires en stocks de médicaments ;
- le renforcement des unités de soins intensifs dans les hôpitaux par la dotation en appareils respiratoires, ambulances et kits d'imagerie mobile par province.

Aussi, l'année 2020 serait marquée par la poursuite de l'exécution des mesures d'urgence. Celles-ci, concernent la disponibilité des médicaments dans les structures sanitaires, dont les antirétroviraux, les anticancéreux, les antituberculeux, ainsi que la création au Centre Hospitalier Universitaire de Libreville d'un pôle médical spécialisé dans les pathologies cardiovasculaires.

V.3.2.2 La protection sociale et la solidarité nationale

Le gouvernement poursuivra le déploiement de son système de protection sociale en faveur des couches les plus vulnérables. Il s'agira essentiellement de pérenniser les acquis de l'assurance maladie universelle.

Ainsi, dans le collectif budgétaire 2020, le gouvernement entend poursuivre

la mise en œuvre d'une feuille de route, dont l'objectif est d'améliorer le fichier de la CNAMGS et de valider l'outil de ciblage des Gabonais Économiquement Faibles (GEF) par l'organisation d'une enquête nationale. Les conclusions de cette enquête contribueront à la création d'un fonds pour les travailleurs indépendants, les artisans et plus globalement le secteur informel.

De plus, en vue de mieux cibler les actions envisagées dans le cadre de la préservation des filets sociaux, le gouvernement poursuivrait un ensemble d'actions visant à protéger les couches vulnérables. Ces initiatives porteraient sur :

- la protection de la famille et de l'enfance ;
- l'accompagnement des mères célibataires ;
- l'accompagnement des personnes âgées ;
- la protection des veuves et orphelins ;
- l'aide à l'insertion professionnelle des jeunes de 18 à 25 ans.

Par ailleurs, faisant suite aux décisions prises dans le cadre de la riposte à la propagation de la pandémie de la Covid-19, le gouvernement a pris un ensemble de mesures d'aide exceptionnelle, financées essentiellement par un fonds créé et dédié à cet effet. Ces mesures concernent principalement :

- la prise en charge des factures d'eau et d'électricité pour les personnes les plus fragiles et économiquement faibles ;
- la création d'une banque alimentaire pour aider les personnes en situation de détresse et d'urgence ;
- la prise en charge par l'Etat des pertes des petits propriétaires liées à la suspension du paiement des loyers ;
- la gratuité des transports terrestres.

V.3.2.3 L'éducation

Dans ce domaine, le gouvernement maintiendra la mise en œuvre des mesures urgentes annoncées dans la loi de finance initiale. Il s'agit de :

- la fourniture de quatre-vingt-dix mille (90.000) table-bancs ;
- la réhabilitation et de la transformation de sept-cents-trois (703) écoles primaires ;
- la construction et l'équipement de trois (3) lycées dans le Grand Libreville ;
- la construction et l'équipement de dix-sept (17) établissements scolaires

à Libreville et Port-Gentil, avec le concours de l'Agence Française de Développement.

Par ailleurs, la situation de fermeture des établissements scolaires décidés par le gouvernement pour faire face à la propagation de la Covid-19, a mis en exergue le besoin urgent de réformer notre système éducatif par l'intégration de différentes solutions d'enseignement à distance.

Nonobstant les aléas liés à l'insuffisance de l'offre informatique et technologique, l'enseignement à distance permettrait d'assurer la continuité des activités pédagogiques et d'encadrer la production des contenus pédagogiques pour atténuer les effets du confinement sur la scolarisation des élèves en classe d'examen.

V.3.2.4 L'enseignement supérieure

Le projet de loi de finances rectificative consacrerait la poursuite des projets de réhabilitation des campus et des résidences universitaires de l'Université Omar Bongo, de l'Université des Sciences de la Santé et de l'Université des Sciences et Techniques de Masuku. Concomitamment, il serait procédé à la mise aux normes des structures de formation des enseignants ainsi qu'à la mise à niveau des contenus pédagogiques par la réforme des programmes.

V.3.2.5 La formation professionnelle

S'agissant de la formation professionnelle, le projet de loi de finances rectificative poursuivrait la mise en œuvre du projet « appui à l'employabilité des jeunes». Ce projet a pour cible les jeunes sans diplômes, ayant le niveau minimum 5ème année primaire.

De plus, avec le concours d'EXIMBANK CHINA, le Gouvernement poursuivra la construction et l'équipement de trois (3) centres de formation professionnelle dans différents domaines industriels à Nkok, Mvengué et Port-Gentil.

V.3.3 La politique budgétaire

Les mesures envisagées dans ce volet portent aussi bien sur le recouvrement des recettes que sur l'exécution des dépenses courantes.

V.3.3.1 Les mesures visant à optimiser les recettes

Dans un contexte de crise sanitaire, la loi de finances rectificative maintient les différentes mesures d'élargissement et de sécurisation de l'assiette fiscale annoncées initialement, tout en veillant à soutenir les entreprises dont la

capacité contributive a fortement été impactée par les mesures de ralentissement et d'arrêt d'activité. Les mesures concernant l'assiette fiscale sont les suivantes:

- La révision du code général des impôts ;
- La taxation des revenus fonciers et les biens immobiliers ;
- La lutte contre toutes les formes de fraudes fiscales ;
- la dématérialisation des procédures fiscales par la continuation des projets mobit@x ;
- le renforcement de l'action en recouvrement ;
- la promotion du civisme fiscal.

L'année 2020 serait également marquée par la poursuite des initiatives prises pour minimiser les pertes en recettes consécutives aux exonérations fiscales accordées à certains opérateurs. Les actions retenues dans ce cadre porteraient notamment sur :

- l'évaluation de l'impact de l'ensemble des dépenses fiscales ;
- la mise en place d'une nouvelle nomenclature des régimes de faveur pour un meilleur suivi ;
- le renforcement des contrôles des obligations légales des bénéficiaires des avantages fiscaux.

Par ailleurs, en vue de prendre en compte les aléas occasionnés par la pandémie de la Covid-19, le gouvernement a pris un ensemble de mesures fiscales visant à soutenir et accompagner les entreprises. Celles-ci portent sur la création d'un guichet fiscal et le report des différentes échéances de paiement des impôts.

S'agissant de la création d'un guichet fiscal, il s'est agi de mettre en place des mécanismes visant à préserver les emplois dans le secteur privé et à maintenir le pouvoir d'achat des travailleurs. La mise en place de ce guichet fiscal est soutenue par les mesures suivantes :

- la baisse des patentes et de l'impôt synthétique libératoire (ISL), applicable pour l'exercice 2020 uniquement aux entreprises n'ayant pas encore payé l'ISL et la patente de l'exercice considéré ;
- la remise d'impôts aux entreprises citoyennes (IS et IRPP), applicable pour les dettes fiscales portant sur les exercices antérieurs à 2020 et à celles de l'exercice 2020, mais également pour les échéances fiscales futures. Elle porte sur tous les impôts et taxes, à l'exclusion de ceux pour lesquels l'entreprise n'est que collectrice pour le compte de l'Etat ;

- la défiscalisation de toutes les primes octroyées aux employés qui ont exercé leur activité professionnelle durant la période de confinement concerne toutes les entreprises mais ne porte que sur l'impôt sur le revenu des personnes physiques (IRPP).

En sus de ces mesures, le gouvernement a autorisé le report d'échéance de toutes les taxes fiscales prélevées par l'Etat afin de permettre aux entreprises de surmonter la crise liée à la pandémie du Coronavirus. A titre d'illustration, il a été exceptionnellement accordé le report au 31 juillet 2020 de la date des dépôts des déclarations statistiques et fiscales (DSF) et des déclarations annuelles des salaires (DAS).

Concernant l'optimisation des recettes minières, le gouvernement s'active à mettre en œuvre un plan de renforcement des capacités opérationnelles du secteur. A ce titre :

- des études seront menées sur : (1) le mécanisme de fixation des prix de manganèse par les producteurs nationaux, (2) le cadrage sur la reprise des projets Bélinga, Niobium et Mabounié, (3) la faisabilité économique et environnementale de la transformation locale du manganèse en ferro et sillico-manganèse, (4) la finalisation de l'étude de faisabilité économique et environnementale de la transformation de la barytine et du talc, (5) la maitrise du marché international et l'optimisation de recettes de l'Etat, (6) le contrôle de la production minière nationale ;
- un renforcement des capacités et une rentabilisation du partage de production dans le secteur minier seront opérés;
- un stock d'or sera constitué et une raffinerie installée à Nkok ;
- un effort supplémentaire pourrait être fait pour libérer le capital social de la Société Equatoriale des Mines (SEM);
- la valorisation des gisements de manganèse de Mbembekani et de fer de Mont-Mbilan.

V.3.3.2 Les mesures de maîtrise et d'efficacité de la dépense

Dans le cadre du projet de loi de finances rectificative, les actions initiées par le Gouvernement se poursuivraient et s'intensifieraient dans le but d'améliorer l'efficacité de la dépense publique. Ces différentes actions porteraient sur l'ajustement des dépenses de personnels ainsi que la rationalisation des dépenses de biens et services et de transferts.

L'ajustement des dépenses de personnels

Dans l'optique de maintenir le niveau des dépenses de personnels, conformément aux recommandations des partenaires techniques et financiers, le Gouvernement maintiendrait principalement les mesures concourant à la maitrise de la masse salariale. A cet effet, l'accent sera mis sur :

- le nettoyage du fichier des agents de l'Etat à la suite du recensement biométrique ;
- l'amélioration des contrôles en matière de recrutement afin de gérer plus efficacement la masse salariale ;
- le gel des recrutements et des stages professionnels ;
- l'élaboration d'un système d'information et de gestion des ressources humaines capable de mettre en évidence la composition du salaire, les zones d'emploi, le type d'emploi, le type de travailleur ;
- la suspension et la radiation des agents non recensés ;
- la révision et l'harmonisation du statut des personnels des Etablissements Publics de l'Etat ;
- l'assainissement continu du fichier solde ;
- le renforcement de la lutte contre le cumul des rémunérations.

La rationalisation des dépenses de biens et services et de transferts

En 2020, le Gouvernement soutiendrait les mesures de maitrise des dépenses courantes annoncées dans la loi de finances initiale, tout en garantissant l'accès des couches les plus vulnérables aux biens, services et transferts essentiels. A ce titre, les actions retenues pour les biens et services porteraient sur :

- la rationalisation des baux administratifs ;
- la maitrise des consommations publiques (eau, électricité et téléphone) ;
- la maitrise des dépenses relatives aux frais de mission et de déplacement des agents publics.

S'agissant des dépenses de transferts, les actions porteraient sur :

- la répartition de la subvention allouée aux mairies et conseils départementaux dans chaque unité opérationnelle pour un meilleur suivi de l'exécution des dépenses de l'Etat ;
- l'amélioration du mode de présentation des états financiers des organismes publics (EPE, Collectivité locales) afin de maîtriser la

destination finale des subventions accordées par l'Etat ;

- la poursuite de la réforme des produits subventionnés (pétrole et farine) ;

- la poursuite des initiatives portant sur la justification du versement des différentes cotisations internationales.

CONCLUSION

L'évolution des différents secteurs de l'économie gabonaise au cours de l'année 2019 confirme un retour à la croissance avec une amélioration significative des performances globales, tirées principalement par la bonne tenue de la demande extérieure, en dépit du ralentissement du commerce mondial. Ce résultat traduit la pertinence des actions mises en œuvre par le Gouvernent, dans le cadre du Plan de Relance initié en 2017.

En effet, malgré le recul des prix des principaux produits exportés (pétrole et manganèse) par rapport à 2018, la fermeté de la demande de ceux-ci sur le marché international et l'augmentation des capacités de production, ont permis d'enregistrer une hausse de la croissance aussi bien dans le secteur pétrole que dans les activités hors pétrole. Avec une croissance globale qui remonte à 3,9% contre 0,8% en 2018, l'économie gabonaise a renoué en 2019 un cercle vertueux qui restait à consolider, notamment sur son segment hors pétrole.

Ces progrès sont constatés à la fois dans le secteur réel avec l'augmentation de la production dans les principales filières, les finances publiques aves l'amélioration de la mobilisation de recettes fiscale et une solde budgétaire excédentaire, les comptes extérieurs qui s'améliorent et le secteur monétaire qui se consolide.

Malheureusement, le début de l'année 2020 se caractérise par la propagation d'une pandémie qui devrait avoir des effets néfastes, de nature à remettre en cause cette lancée. La baisse de la demande internationale attendue avec une économie mondiale en récession devrait avoir pour effet, un écroulement des prix des principaux produits de base et une réduction des exportations du Gabon en volume et en valeur. Sur le plan des finances publiques, le Gabon devrait renouer avec un déficit budgétaire induit par la baisse des recettes et la prise en compte de nouvelles dépenses liée à la pandémie. Les avancées enregistrées sur le plan monétaire pourraient également être remises cause, du fait de la dégradation des avoirs extérieurs, induite par la baisse des exportations.

Dans ce contexte, le Gouvernement, en plus des mesures urgentes à mettre en œuvre pour faire face à la pandémie et atténuer les effets immédiats, devra mettre en place une nouvelle stratégie pour relancer les activités économiques après la pandémie. Cette stratégie devra avoir pour objectif global l'amélioration à terme de la résilience économique et sociale du pays, en tirant toutes les leçons des périodes de crises récentes.

annexes

Tableau 1 : les principales hypothèses

	Historique									Projections	
	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Production de pétrole (en millions de tonnes métriques)	12,4	12,1	11,6	11,0	11,0	11,9	11,5	10,5	9,6	10,9	10,4
Production de pétrole (en millions de Barils)	90,8	88,6	84,9	80,4	80,2	87,0	83,8	76,7	70,4	79,6	76,0
Prix du baril du pétrole gabonais (en $US)	77,3	109,7	110,8	106,6	95,6	48,1	40,5	52,5	69,4	60,0	30,0
Prix moyen de Brent (en $US)	-	111,0	112,0	108,8	98,9	52,4	43,7	54,3	70,8	64,0	36,9
Exportation de manganèse (en milliers de tonnes)	3 203,8	3 380,7	3 038,0	3 928,0	3 791,3	3 890,9	3 404,4	5 061,5	5 246,5	6 138,4	5 985,0
Prix de vente de manganèse (en $US/tonne)	288,9	298,0	247,8	237,2	213,2	164,2	155,3	206,2	219,0	169,5	147,3
Production de l'Or (en tonne)	-	-	0,6	1,2	1,1	1,5	1,0	0,1	0,1	0,1	0,3
Prix de vente de l'Or ($US/l'once)	1 224,7	1 568,6	1 668,8	1 411,1	1 266,2	1 160,1	1 248,3	1 257,1	1 269,1	1 392,2	1 640,1
Production de gaz (milliers de m3)	-	-	352,8	320,2	437,7	466,4	530,1	491,2	511,4	463,9	482,9
Prix de vente de gaz (USD/m3)	-	-	0,2	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Taux de change (en dollars/F.CFA)	495,4	471,4	510,2	493,9	493,6	591,2	592,8	582,1	555,2	585,9	585,0
Production de Manganèse (en milliers de tonnes)	3 200,6	3 702,0	3 447,1	4 011,0	3 862,6	4 179,5	3 586,2	4 904,9	5 846,7	7 330,2	7 195,8
Silico manganèse (milliers de tonnes)	-	-	-	-	-	14,5	15,1	21,5	41,0	39,6	33,9
Manganèse métal (milliers de tonnes)	-	-	-	-	-	1,8	5,3	6,5	8,9	8,2	7,0

Source : DGEPF

Tableau 2 : répartition sectorielle du PIB à prix constant

(En milliards de franc CFA, Prix = 2001)	Historique									Projections	
	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Secteur primaire	**1 015,0**	**1 010,0**	**982,7**	**975,4**	**991,9**	**1 069,3**	**1 066,9**	**1 074,5**	**1 077,1**	**1 210,1**	**1 214,7**
Agriculture, Elevage, Pêche	180,7	186,0	193,4	202,9	217,2	236,8	266,2	297,8	325,6	354,7	397,2
Agriculture	147,8	154,0	159,9	167,7	179,2	195,9	223,1	252,4	278,0	303,7	342,7
Vivrière	134,0	139,5	145,9	153,5	166,2	182,5	209,3	231,9	248,2	261,8	272,0
Rente	13,9	14,5	14,0	14,2	13,0	13,4	13,8	20,4	29,9	41,9	70,6
Chasse et Elevage	16,1	16,7	17,0	17,4	18,0	19,4	19,9	21,5	23,2	22,9	23,3
Pêche	16,8	15,3	16,6	17,9	20,1	21,5	23,1	23,9	24,4	28,1	31,2
Exploitation forestière	41,0	40,7	43,9	45,2	54,9	57,8	62,7	71,2	78,3	81,0	74,3
Pétrole brut	726,7	709,3	679,5	643,1	641,2	696,2	670,7	613,4	563,3	636,6	607,9
Mines	66,6	74,1	66,0	84,2	78,5	78,5	67,4	92,2	109,9	137,7	135,2
Gaz	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Secteur secondaire	**784,6**	**925,0**	**960,8**	**1 020,0**	**1 038,3**	**1 023,8**	**1 057,3**	**970,8**	**998,4**	**1 013,2**	**994,1**
Industries agro-alimentaires, boissons	81,6	86,8	92,8	96,8	110,8	110,5	117,7	115,2	123,3	132,3	135,2
Industrie du bois	41,0	50,0	57,9	56,3	72,4	77,0	90,6	100,0	118,6	119,8	107,4
Industries minières	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	5,4	6,7	9,2	16,4	15,7	13,4
Autres industries	109,2	121,8	126,6	129,4	128,0	126,4	142,0	135,7	153,6	161,0	163,9
Raffinage	32,1	11,2	14,3	8,1	7,8	8,7	9,7	7,6	7,3	6,4	6,2
Electricité, Eau	37,1	39,0	41,5	43,9	49,5	51,7	53,4	53,8	53,9	54,7	55,7
BTP	181,1	304,2	296,9	334,6	298,4	287,4	284,2	223,7	172,0	177,3	182,1
Recherche, services pétroliers	302,4	312,1	330,8	351,0	371,4	356,7	352,9	325,7	353,4	346,0	330,2
Secteur tertiaire	**1 224,5**	**1 241,3**	**1 344,9**	**1 465,3**	**1 558,5**	**1 647,4**	**1 730,4**	**1 865,2**	**1 904,5**	**1 983,2**	**1 979,9**
Transports & Communications	310,5	333,8	366,1	403,3	436,9	492,5	521,8	683,1	699,2	772,0	784,1
Transport	156,0	172,0	176,7	194,0	204,3	217,6	225,1	333,6	347,6	404,5	408,8
Communications	154,4	161,8	189,5	209,3	232,6	274,9	296,7	349,6	351,7	367,5	375,3
Services	599,8	647,8	684,1	726,5	760,7	759,2	785,3	757,0	769,2	785,3	768,6
Commerce	236,5	244,5	259,7	272,7	281,9	280,0	278,8	278,0	279,1	281,0	275,7
Services bancaires, assurances	192,6	163,7	184,8	212,4	230,6	245,4	261,7	263,0	279,3	268,7	270,2
Services non marchands	**669,6**	**783,4**	**880,2**	**946,7**	**1 001,7**	**1 046,2**	**1 044,7**	**1 060,5**	**1 033,4**	**1 022,6**	**1 030,2**
Education	95,0	106,6	112,9	115,4	288,4	302,5	302,3	302,9	297,1	299,8	300,7
Santé	49,2	52,9	58,4	58,2	138,0	144,2	143,3	144,1	140,6	135,5	136,3
Autres services non marchands	525,4	623,9	708,8	773,0	575,3	599,5	599,1	613,5	595,6	587,2	593,1
PIB au coût des facteurs	**3 693,7**	**3 959,7**	**4 168,6**	**4 407,4**	**4 590,4**	**4 786,7**	**4 899,3**	**4 971,0**	**5 013,4**	**5 229,0**	**5 218,8**
DTI et TVA	450,5	478,4	502,5	527,1	557,0	560,4	559,5	513,7	517,5	520,1	486,6
PIB au coût du marché	**4 144,1**	**4 438,0**	**4 671,1**	**4 934,5**	**5 147,4**	**5 347,1**	**5 458,9**	**5 484,7**	**5 530,9**	**5 749,1**	**5 705,3**

Source : DGEPF

Tableau 3 : répartition sectorielle du PIB à prix courant

(En milliards de franc CFA)	Historique						Projections				
	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Secteur primaire	**2 660,4**	**3 368,3**	**3 458,5**	**3 086,1**	**2 910,6**	**2 458,4**	**2 103,6**	**2 370,4**	**2 729,3**	**2 913,3**	**1 739,0**
Agriculture, Elevage, Pêche	224,6	243,8	242,8	238,6	260,7	291,6	322,2	349,8	390,7	426,3	468,5
Agriculture	181,3	202,1	208,2	215,1	233,9	261,9	290,8	317,0	354,9	389,4	429,2
Vivrière	169,5	183,1	193,1	202,5	226,7	254,8	282,9	304,1	336,6	362,9	388,4
Rente	11,8	19,0	15,1	12,5	7,2	7,1	7,9	13,0	18,2	26,5	40,7
Chasse et Elevage	16,0	14,9	15,5	16,3	17,7	19,8	20,6	21,8	24,4	23,4	24,2
Pêche	27,3	26,8	19,1	7,2	9,1	9,9	10,7	11,0	11,5	13,4	15,2
Exploitation forestière	53,7	50,7	51,2	50,7	64,8	75,0	91,1	106,6	118,6	122,9	110,8
Pétrole brut	2 082,8	2 805,4	2 946,7	2 526,8	2 357,8	1 937,3	1 566,1	1 708,6	1 979,3	2 116,7	949,1
Mines	299,2	268,3	217,7	270,0	227,3	154,5	124,2	205,3	240,8	247,4	210,5
Gaz	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Secteur secondaire	**1 543,0**	**2 150,9**	**1 992,4**	**2 122,8**	**2 153,8**	**2 005,5**	**2 056,7**	**2 027,6**	**2 195,5**	**2 303,3**	**2 234,5**
Industries agroalimentaires, boissons	96,7	106,7	120,1	124,9	144,9	151,2	161,8	162,1	182,8	201,8	212,0
Industrie du bois	62,2	79,2	92,5	84,6	114,1	139,7	153,1	160,1	196,6	198,6	179,9
Industrie minière	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	6,3	6,9	9,4	16,7	12,8	10,0
Autres industries	138,2	187,7	220,9	237,7	254,8	231,6	273,3	259,4	307,9	332,5	345,3
Raffinage	20,8	18,6	23,9	13,6	12,6	8,9	10,0	9,8	9,4	8,7	8,5
Electricité, Eau	58,1	61,2	65,4	70,7	84,7	91,0	96,5	106,7	112,6	116,6	121,6
BTP	270,2	446,0	480,4	560,6	505,6	495,5	505,4	393,2	308,3	327,8	346,0
Recherche, services pétroliers	896,7	1 251,5	989,1	1 030,7	1 036,9	881,4	849,6	926,9	1 061,2	1 104,5	1 011,2
Secteur tertiaire	**1 516,1**	**1 523,7**	**1 634,0**	**1 765,3**	**1 883,3**	**1 979,4**	**2 096,4**	**2 320,7**	**2 560,0**	**2 782,6**	**2 915,5**
Transports & communications	313,7	334,8	365,0	388,3	433,8	476,1	515,8	753,0	869,1	1 028,7	1 098,6
Transport	215,2	244,9	263,2	286,0	318,3	369,2	420,5	640,9	733,0	879,1	935,1
Communications	98,4	89,9	101,8	102,3	115,5	106,8	95,3	112,1	136,1	149,7	163,5
Services	755,6	812,4	819,9	869,5	894,1	934,3	990,3	976,3	1 010,0	1 053,5	1 084,7
Commerce	329,8	363,1	410,3	432,9	450,2	440,8	448,7	444,2	507,8	523,0	539,2
Services bancaires, assurances	197,7	157,2	171,1	197,9	217,5	232,3	247,7	254,6	282,6	279,3	288,9
Services non marchands	790,4	838,2	958,6	1 003,7	1 293,8	1 339,5	1 368,6	1 376,5	1 317,4	1 295,4	1 242,9
Education	103,3	107,2	123,3	130,4	161,7	182,7	189,6	190,0	184,9	186,4	187,5
Santé	56,0	58,0	62,4	65,7	78,2	84,9	86,7	85,5	84,3	80,8	82,1
Autres services non marchands	**631,2**	**673,1**	**772,9**	**807,6**	**1 054,0**	**1 071,9**	**1 092,2**	**1 101,0**	**1 048,1**	**1 028,2**	**973,3**
PIB au coût des facteurs	6 509,9	7 881,0	8 043,5	7 977,9	8 241,5	7 782,7	7 625,3	8 095,3	8 802,1	9 294,6	8 131,9
DTI et TVA	601,6	700,5	723,0	712,6	746,9	720,7	685,3	573,6	566,8	592,3	566,0
PIB au coût du marché	**7 111,5**	**8 581,6**	**8 766,5**	**8 690,5**	**8 988,3**	**8 503,5**	**8 310,6**	**8 668,9**	**9 368,9**	**9 886,9**	**8 697,9**

Source : DGEPF

Tableau 4 : répartition du PIB emploi en volume

(En milliards de franc CFA, Prix = 2001)	Historique									Projections	
	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
PIB total	**4 144,1**	**4 438,0**	**4 671,1**	**4 934,5**	**5 147,4**	**5 347,1**	**5 458,9**	**5 484,7**	**5 530,9**	**5 749,1**	**5 705,3**
Pib pétrole	726,7	709,3	679,5	643,1	641,2	696,2	670,7	613,4	563,3	636,6	607,9
Pib hors pétrole	3 417,5	3 728,8	3 991,6	4 291,3	4 506,2	4 650,9	4 788,2	4 871,3	4 967,6	5 112,5	5 097,4
Importations totales	**2 108,6**	**2 372,0**	**2 589,0**	**2 654,9**	**2 863,7**	**2 556,3**	**2 388,8**	**2 214,8**	**2 249,4**	**2 652,7**	**2 525,7**
Biens	1 622,1	1 896,3	2 203,3	2 347,7	2 497,7	2 255,9	2 080,5	1 923,1	1 507,0	1 775,2	1 687,2
Consommations	293,5	339,1	358,6	403,4	385,7	394,2	384,1	392,9	406,2	431,1	412,8
Equipements	859,4	962,4	1 224,0	1 272,8	1 310,5	1 204,5	1 059,6	1 092,4	548,3	741,9	713,1
Intermédiaires	469,2	594,8	620,7	671,5	801,5	657,2	636,8	437,7	552,5	602,1	561,3
Services	486,5	475,7	385,6	307,2	366,1	300,5	308,3	291,8	742,5	877,5	838,5
Total des ressources	6 252,7	6 810,1	7 260,1	7 589,3	8 011,1	7 903,4	7 847,7	7 699,5	7 780,4	8 401,8	8 231,1
Consommation totale	**2 781,0**	**3 008,6**	**3 191,8**	**3 490,7**	**3 638,0**	**3 651,6**	**3 677,6**	**3 674,3**	**3 436,7**	**3 512,3**	**3 415,6**
Ménages	1 882,0	2 017,8	2 143,4	2 318,1	2 446,5	2 546,8	2 605,4	2 616,3	2 605,8	2 630,5	2 588,6
Administrations	898,9	990,8	1 048,4	1 172,6	1 191,5	1 104,8	1 072,3	1 058,0	830,8	881,8	827,0
Investissement total	**1 362,9**	**1 587,8**	**1 935,2**	**1 972,9**	**2 239,0**	**1 932,7**	**1 917,5**	**1 695,7**	**1 899,1**	**1 945,1**	**1 898,6**
Formation brute de capital fixe	1 468,2	1 774,9	1 995,4	2 135,9	2 301,5	1 942,7	1 917,3	1 696,9	1 899,1	1 945,1	1 898,6
Administration	741,1	890,2	899,6	871,7	644,8	453,6	407,3	162,2	250,0	272,6	294,4
Secteur privé	727,1	884,7	1 095,7	1 264,2	1 656,7	1 489,1	1 510,0	1 534,7	1 649,1	1 672,6	1 604,3
Pétrole	291,3	329,2	444,7	507,5	771,4	617,1	500,2	489,4	558,3	555,8	530,6
Hors pétrole	435,8	555,5	651,0	756,7	885,3	872,0	1 009,8	1 045,3	1 090,8	1 116,8	1 073,6
Variation des stocks	-105,3	-187,1	-60,2	-163,0	-62,5	-10,0	0,2	-1,2	0,0	0,0	0,0
Exportations	2 108,9	2 213,6	2 133,1	2 125,8	2 134,2	2 319,0	2 252,6	2 329,6	2 444,6	2 944,4	2 916,8
Biens	2 060,8	2 165,6	2 085,0	2 077,7	2 086,2	2 269,5	2 204,2	2 279,9	2 377,6	2 878,6	2 873,3
Pétrole	1 415,9	1 497,3	1 434,6	1 361,4	1 357,5	1 505,5	1 439,3	1 291,0	1 191,5	1 448,6	1 385,4
Hors pétrole	645,0	668,3	650,5	716,3	728,6	764,0	765,0	988,9	1 186,1	1 429,9	1 487,9
Rentes	290,8	196,0	183,3	186,4	170,2	178,6	184,3	272,5	389,5	538,0	640,5
Mines	245,8	277,2	247,0	313,8	293,0	301,8	264,1	391,7	408,0	477,3	465,4
Bois transformé	108,4	195,1	220,1	216,2	265,5	281,1	313,6	321,4	385,0	411,0	378,4
Autres produits (manufacturiers, manganèse métal et sillo-manganèse, etc.)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	2,4	3,0	3,3	3,6	3,6	3,6
Services	48,1	48,1	48,1	48,1	48,1	49,5	48,3	49,6	67,0	65,8	43,5
Total des emplois	**6 252,7**	**6 810,1**	**7 260,1**	**7 589,3**	**8 011,1**	**7 903,4**	**7 847,7**	**7 699,5**	**7 780,4**	**8 401,8**	**8 231,1**

Source : DGEPF

Tableau 5 : répartition du PIB emploi en valeur

(En milliards de franc cfa, Prix = 2001)	Historique									Projections	
	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
PIB total	7 111,5	8 581,6	8 766,5	8 690,5	8 988,3	8 503,5	8 310,6	8 668,9	9368,9	9886,9	8697,9
Pib pétrole	2 082,8	2 805,4	2 946,7	2 526,8	2 357,8	1 937,3	1 566,1	1 708,6	1979,3	2116,7	949,1
Pib hors pétrole	5 028,7	5 776,2	5 819,7	6 163,7	6 630,6	6 566,2	6 744,5	6 960,3	7389,6	7770,2	7748,7
Importations totales	**2 239,7**	**2 467,5**	**2 752,0**	**2 892,0**	**2 606,6**	**2 374,0**	**2 168,9**	**2 153,5**	**2087,3**	**2133,3**	**2028,9**
Biens	1 859,4	2 100,4	2 321,4	2 410,5	2 275,5	2 059,4	1 860,1	1 865,3	1381,6	1561,2	1488,9
Consommations	319,4	378,6	413,1	459,0	445,2	457,2	452,7	479,0	439,6	456,9	443,5
Equipements	1 003,9	1 059,7	1 168,2	1 261,3	1 060,0	970,6	820,9	952,3	396,9	523,7	497,6
Intermédiaires	536,0	662,1	740,2	690,2	770,2	631,6	586,5	434,0	545,1	580,6	547,9
Services	380,3	367,1	430,7	481,5	331,1	314,5	308,8	288,3	705,7	572,0	540,0
Total des ressources	**9 351,2**	**11 049,1**	**11 518,5**	**11 582,5**	**11 594,9**	**10 877,4**	**10 479,5**	**10 822,4**	**11456,2**	**12020,2**	**10726,8**
Consommation totale	**3 138,3**	**3 464,1**	**3 811,3**	**4 061,9**	**4 434,8**	**4 477,5**	**4 577,5**	**4 612,0**	**4607,6**	**4812,5**	**4809,1**
Ménages	2 179,1	2 366,2	2 581,3	2 805,6	3 100,1	3 217,6	3 360,8	3 464,9	3617,7	3725,6	3774,5
Administrations	959,1	1 097,9	1 230,0	1 256,3	1 334,7	1 259,9	1 216,8	1 147,0	989,9	1086,9	1034,5
Investissement total	**2 112,2**	**2 286,3**	**2 364,0**	**2 535,9**	**3 158,4**	**2 485,6**	**2 242,4**	**1 856,4**	**2061,9**	**2197,6**	**1961,7**
Formation brute de capital fixe	2 233,5	2 461,2	2 431,6	2 602,4	3 208,4	2 485,6	2 242,4	1 856,2	2061,9	2197,6	1961,7
Administration	867,3	942,7	818,1	875,2	610,7	436,8	424,6	152,7	197,6	223,3	243,4
Secteur privé	1 366,2	1 518,5	1 613,5	1 727,2	2 597,7	2 048,9	1 817,8	1 703,5	1864,3	1974,4	1718,3
Pétrole	833,8	906,2	927,1	963,2	1 760,0	1 232,0	932,0	791,1	910,4	956,4	791,9
Hors pétrole	532,4	612,3	686,4	764,0	837,7	816,9	885,8	912,4	953,9	1018,0	926,4
Variation des stocks	-121,3	-174,9	-67,6	-66,5	-50,0	0,0	0,0	0,2	0,0	0,0	0,0
Exportations	**4 100,7**	**5 298,6**	**5 343,2**	**4 984,7**	**4 001,7**	**3 914,3**	**3 659,6**	**4 354,1**	**4786,6**	**5010,0**	**3956,0**
Biens	3 990,5	5 191,8	5 210,7	4 848,3	3 818,8	3 715,5	3 454,3	4 154,7	4598,6	4816,1	3826,8
Pétrole	3 181,1	4 450,0	4 590,2	4 218,7	3 164,5	2 931,8	2 704,7	3 186,3	3469,7	3513,7	2470,0
Hors pétrole	809,4	741,8	620,5	629,6	654,3	783,7	749,6	968,4	1128,9	1302,4	1356,8
Rentes	340,4	321,7	204,8	176,1	155,6	166,8	181,1	294,2	345,5	517,2	613,2
Mines	321,0	217,9	183,7	230,5	215,6	269,9	219,3	373,2	410,5	412,6	397,0
Bois transformé	148,0	202,2	231,9	223,0	283,0	344,8	346,5	297,6	369,3	368,7	342,9
Autres produits (manufacturiers, manganèse métal et sillo-manganèse, etc.)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	2,3	2,7	3,5	3,56	3,85	3,75
Services	110,2	106,8	132,6	136,3	182,9	198,8	205,4	199,4	188,1	194,0	129,2
Total des emplois	**9 351,2**	**11 049,1**	**11 518,5**	**11 582,5**	**11 594,9**	**10 877,4**	**10 479,5**	**10 822,4**	**11456,2**	**12020,2**	**10726,8**

Source : DGEPF

Tableau 6 : taux de croissance du PIB sectoriel

(En milliards de franc CFA, Prix = 2001)	Historique									Projections	
	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Secteur primaire	**7,1%**	**-0,5%**	**-2,7%**	**-0,7%**	**1,7%**	**7,8%**	**-0,2%**	**0,7%**	**0,2%**	**12,3%**	**0,4%**
Agriculture, Elevage, Pêche	4,7%	2,9%	4,0%	4,9%	7,1%	9,0%	12,4%	11,9%	9,4%	8,9%	12,0%
Agriculture	5,1%	4,2%	3,8%	4,9%	6,9%	9,3%	13,9%	13,1%	10,2%	9,2%	12,8%
Vivrière	4,7%	4,1%	4,6%	5,2%	8,3%	9,8%	14,7%	10,8%	7,0%	5,5%	3,9%
Rente	9,6%	4,8%	-3,8%	1,7%	-8,7%	3,1%	3,2%	47,9%	46,3%	40,3%	68,6%
Chasse et Elevage	16,6%	4,0%	1,5%	2,5%	3,5%	8,0%	2,7%	7,8%	8,0%	-1,6%	2,0%
Pêche	-7,5%	-9,1%	8,3%	7,7%	12,4%	7,0%	7,5%	3,5%	2,0%	15,3%	10,9%
Exploitation forestière	-33,1%	-0,8%	8,0%	2,8%	21,5%	5,3%	8,5%	13,5%	10,0%	3,5%	-8,3%
Pétrole brut	5,2%	-2,4%	-4,2%	-5,3%	-0,3%	8,6%	-3,7%	-8,5%	-8,2%	13,0%	-4,5%
Mines	190,1%	11,3%	-11,0%	27,7%	-6,8%	0,0%	-14,2%	36,8%	19,2%	25,4%	-1,8%
Gaz	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	36,7%	6,6%	13,6%	-7,3%	0,0%	-17,1%	-9,4%
Secteur secondaire	**15,3%**	**17,9%**	**3,9%**	**6,2%**	**1,8%**	**-1,4%**	**3,3%**	**-8,2%**	**2,8%**	**1,5%**	**-1,9%**
Industries agro-alimentaires, boissons	2,1%	6,3%	6,9%	4,4%	14,5%	-0,3%	6,5%	-2,2%	7,1%	7,3%	2,1%
Industrie du bois	35,2%	21,8%	15,9%	-2,8%	28,5%	6,4%	17,7%	10,3%	18,6%	1,0%	-10,4%
Industrie minière	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%			23,3%	37,2%	78,8%	-4,3%	-14,5%
Autres industries	0,5%	11,5%	4,0%	2,2%	-1,1%	-1,3%	12,3%	-4,4%	13,2%	4,8%	1,8%
Raffinage	1479,8%	-65,1%	27,3%	-43,5%	-2,9%	11,4%	11,0%	-21,2%	-4,4%	-12,1%	-3,0%
Electricité, Eau	9,1%	4,9%	6,4%	5,9%	12,8%	4,5%	3,2%	0,7%	0,2%	1,5%	1,9%
BTP	23,3%	68,0%	-2,4%	12,7%	-10,8%	-3,7%	-1,1%	-21,3%	-23,1%	3,1%	2,7%
Recherche, services pétroliers	8,6%	3,2%	6,0%	6,1%	5,8%	-3,9%	-1,1%	-7,7%	8,5%	-2,1%	-4,6%
Secteur tertiaire	**6,9%**	**1,4%**	**8,3%**	**9,0%**	**6,4%**	**5,7%**	**5,0%**	**7,8%**	**2,1%**	**4,1%**	**-0,2%**
Transports & Communications	5,1%	7,5%	9,7%	10,2%	8,3%	12,7%	6,0%	30,9%	2,4%	10,4%	1,6%
Transport	3,9%	10,2%	2,7%	9,8%	5,3%	6,5%	3,4%	48,2%	4,2%	16,4%	1,1%
Communications	6,3%	4,8%	17,1%	10,5%	11,1%	18,2%	7,9%	17,8%	0,6%	4,5%	2,1%
Services	5,4%	8,0%	5,6%	6,2%	4,7%	-0,2%	3,4%	-3,6%	1,6%	2,1%	-2,1%
Commerce	2,7%	3,4%	6,2%	5,0%	3,4%	-0,7%	-0,4%	-0,3%	0,4%	0,7%	-1,9%
Services bancaires, assurances	15,4%	-15,0%	12,9%	14,9%	8,6%	6,4%	6,6%	0,5%	6,2%	-3,8%	0,6%
SIFIM	-1,8%	29,3%	0,9%	-0,2%	1,4%	-14,5%	-9,6%	-1,1%	5,5%	1,3%	-4,1%
Services non marchands	**5,7%**	**17,0%**	**12,4%**	**7,5%**	**5,8%**	**4,4%**	**-0,1%**	**1,5%**	**-2,6%**	**-1,0%**	**0,7%**
Education	10,2%	12,2%	6,0%	2,2%	149,8%	4,9%	-0,1%	0,2%	-1,9%	0,9%	0,3%
Santé	8,9%	7,4%	10,5%	-0,3%	136,9%	4,5%	-0,6%	0,5%	-2,4%	-3,6%	0,6%
Autres services non marchands	4,6%	18,8%	13,6%	9,0%	-25,6%	4,2%	-0,1%	2,4%	-2,9%	-1,4%	1,0%
PIB au coût des facteurs	**8,4%**	**7,2%**	**5,3%**	**5,7%**	**4,2%**	**4,3%**	**2,4%**	**1,5%**	**0,9%**	**4,3%**	**-0,2%**
DTI et TVA	-2,9%	6,2%	5,0%	4,9%	5,7%	0,6%	-0,1%	-8,2%	0,7%	0,5%	-6,4%
PIB au coût du marché	**7,1%**	**7,1%**	**5,3%**	**5,6%**	**4,3%**	**3,9%**	**2,1%**	**0,5%**	**0,8%**	**3,9%**	**-0,8%**

Tableau 7 : Taux de croissance du PIB emploi en volume

(En milliards de franc CFA, Prix = 2001)	Historique									Projections	
	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Pib total	**7,1%**	**7,1%**	**5,3%**	**5,6%**	**4,3%**	**3,9%**	**2,1%**	**0,5%**	**0,8%**	**3,9%**	**-0,8%**
Pib pétrole	5,2%	-2,4%	-4,2%	-5,3%	-0,3%	8,6%	-3,7%	-8,5%	-8,2%	13,0%	-4,5%
Pib hors pétrole	7,5%	9,1%	7,0%	7,5%	5,0%	3,2%	3,0%	1,7%	2,0%	2,9%	-0,3%
Importations totales	**31,6%**	**12,5%**	**9,1%**	**2,5%**	**7,9%**	**-10,7%**	**-6,6%**	**-7,3%**	**1,6%**	**17,9%**	**-4,8%**
Biens	26,3%	16,9%	16,2%	6,6%	6,4%	-9,7%	-7,8%	-7,6%	-1,1%	17,8%	-5,0%
Consommations	13,4%	15,5%	5,8%	12,5%	-4,4%	2,2%	-2,6%	2,3%	3,4%	6,1%	-4,2%
Equipements	30,1%	12,0%	27,2%	4,0%	3,0%	-8,1%	-12,0%	3,1%	-20,8%	35,3%	-3,9%
Intermédiaires	28,6%	26,8%	4,3%	8,2%	19,4%	-18,0%	-3,1%	-31,3%	26,2%	9,0%	-6,8%
Services	52,9%	-2,2%	-18,9%	-20,3%	19,2%	-17,9%	2,6%	-5,4%	7,3%	18,2%	-4,4%
Total des ressources	**14,3%**	**8,9%**	**6,6%**	**4,5%**	**5,6%**	**-1,3%**	**-0,7%**	**-1,9%**	**1,1%**	**8,0%**	**-2,0%**
Consommation totale	7,7%	8,2%	6,1%	9,4%	4,2%	0,4%	0,7%	-0,1%	-4,6%	2,2%	-2,8%
Ménages	7,5%	7,2%	6,2%	8,2%	5,5%	4,1%	2,3%	0,4%	-0,4%	0,9%	-1,6%
Administrations	8,2%	10,2%	5,8%	11,8%	1,6%	-7,3%	-2,9%	-1,3%	-15,9%	6,1%	-6,2%
Investissement total	**29,3%**	**16,5%**	**21,9%**	**1,9%**	**13,5%**	**-13,7%**	**-0,8%**	**-11,6%**	**7,5%**	**2,4%**	**-2,4%**
Formation brute de capital fixe	32,7%	20,9%	12,4%	7,0%	7,8%	-15,6%	-1,3%	-11,5%	11,9%	2,4%	-2,4%
Administration	227,7%	20,1%	1,1%	-3,1%	-26,0%	-29,7%	-10,2%	-60,2%	54,1%	9,0%	8,0%
Secteur privé	-17,4%	21,7%	23,9%	15,4%	31,1%	-10,1%	1,4%	1,6%	7,5%	1,4%	-4,1%
Pétrole	-36,0%	13,0%	35,1%	14,1%	52,0%	-20,0%	-18,9%	-2,2%	14,1%	-0,5%	-4,5%
Hors pétrole	2,6%	27,5%	17,2%	16,2%	17,0%	-1,5%	15,8%	3,5%	4,3%	2,4%	-3,9%
Variation des stocks	101,0%	77,6%	-67,8%	170,9%	-61,6%	-84,0%	-101,6%	-867,6%	-100,0%	-	-
Exportations	**14,8%**	**5,0%**	**-3,6%**	**-0,3%**	**0,4%**	**8,7%**	**-2,9%**	**3,4%**	**4,9%**	**20,4%**	**-0,9%**
Biens	15,2%	5,1%	-3,7%	-0,4%	0,4%	8,8%	-2,9%	3,4%	4,3%	21,1%	-0,2%
Pétrole	4,5%	5,7%	-4,2%	-5,1%	-0,3%	10,9%	-4,4%	-10,3%	-7,7%	21,6%	-4,4%
Hors pétrole	48,6%	3,6%	-2,7%	10,1%	1,7%	4,9%	0,1%	29,3%	19,9%	20,6%	4,1%
Rentes	8,6%	-32,6%	-6,5%	1,7%	-8,7%	5,0%	3,2%	47,9%	42,9%	38,1%	19,1%
Mines	190,0%	12,8%	-10,9%	27,0%	-6,6%	3,0%	-12,5%	48,3%	4,2%	17,0%	-2,5%
Bois transformé	33,2%	80,0%	12,8%	-1,8%	22,8%	5,9%	11,5%	2,5%	19,8%	6,7%	-7,9%
Autres produits (manufacturiers, manganèse métal et sillo-manganèse, etc.)	0,0%						25,7%	8,0%	9,0%	1,0%	-1,4%
Services	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	3,0%	-2,4%	2,7%	35,0%	-1,8%	-33,8%
Total des emplois	14,3%	8,9%	6,6%	4,5%	5,6%	-1,3%	-0,7%	-1,9%	1,1%	8,0%	-2,0%

Équipes de Rédaction

DIRECTION DES PROGRAMMES SECTORIELS (DPS)

Directeur
M. Lambert OTO'O NGOUA

Directeur Adjoint
M. Ferdin LEMAMI

Chefs de Service
Mme LEKOGO Annette Clarisse
M. OBAME NANG Didier

Chargés d'Etudes
Mme. MATSANGA Carla Marlène ép. BOUASSA
Mme. OKOUMBA ALILA Hortense
Mme. ESSENG MEZUI Chimène
Mme. ESSENE OGNANE Sandrine
Mme. KODIVO MOUCKALA Louise Emmanuelle
Mme. OYE NKIET ép. BASSIVA Diane Christelle
Mme. NYINZE Gildas Armande
M. BANGUEBE Aldrin Jules
M. BOUPANA Gérald
M. ENGANGOYE NKORI Huygens
M. EMVO EKORO Jonathan
M. NZIENGUI MOMBO Amour
M. EKOMY NGUEMA Yvan Bertin
M. ABOUROU EYA Lucien M. ODOUMA Larick

DIRECTION DES INSTITUTIONS FINANCIERES (DIF)

Directeur
M. Anicet OGANDAGA

Directeur Adjoint
M. Jean Justin NANG ONDO

Chefs de Service
Mme. Cécile MAGANGA NZIENGUI
M. Christophe LEKOUGHA OYOUOMI
M. Aymard NGOUA ONA

Chargés d'Etudes
Mme. NZIENGUI BOUANZA ép. KEDI ONGODA
Mme. Shirley Nolita TSONO OPHOU
Mme. LEYAMBA ODJIARI Praxède
M. Wilfried ALLOGHE EYEGHE
M. Guy de Luxe BONGO BOETOUMBA
M. OBANDJI Guy Ulrich M. Florent MANEMBE

DIRECTION DE LA PREVISION ET DES ANALYSES ECONOMIQUES (DPAE)

Directeur
M. Prosper EBANG EBANG

Directeur Adjoint
M. Valentin MBA MENGUE

Chefs de Service
Mme. Lucie NSANNE EMANE
Mme. Julie Sandrine NTSAME
Mme Rita NGANDOU
M. Dan Romaric OBOUMADZOGO

Chargés d'Etudes
Mme. Stéphanie Josiane AVOME NGUEMA ép. LOUEMBET
Mme. Estimée BOUABE NDJALATSIA ép. NDOUNOU
Mme. Elzy Yolène BOUYOU
Mme. Anuarite LOUBAKI DIMBOU
Mme Sidonie MIKILOU WIDAH
Mme Prudence Castella YEBESSE, ép. BADJIMBA
Mme Farelle NGANA MALANDA
M. Martial MBA BISSIGHE
M. Gildas Romaric MATANGOYE
M. Raphael MBA N'NANG
M. Albain MOKAMBO
M. Didier NKOGHE OBAME

M. Euloge Bernadin LENGOUNGA
M. Brice YOUOMO
M. Georges Freddy MOUNANGA
M. Patrick Patrici NZUE EDOU
M. Fred MOUYENDI MOUYENDI
M. Zéphirin EYAGUI
M. Kevin IDIEDIE BAMBEDA
M. Jean Martin LIBAMA
M. Narcisse RAPONDA

DIRECTION DES SYNTHESES ET DE LA PROMOTION ECONOMIQUE (DSPE)

Directeur
Mme Juliette NZIENGUI ép. LOEMBA BAYONNE

Directeur Adjoint
M. Ghislain ILOUGOU

Chefs de Service
M. Patrick Renaud LOEMBA
M. Kevin BOUNGOUNGOU

Chargés d'Etudes
Mme. Pauline LEMBOUMBA NGOUNDA
Mme. Marie Irène IBOMBO
Mme Milène OMBAGAMBOUGA ép. N'GANGAI

CELLULE MICROFINANCE

Chef de Service
Mme Raïssa NTSAME DZIGHE ép. WORA

Chargés d'Etudes
M. Béchir MAHAMAT LEBOUBA
M.LIPOCKO MOMBO

INSTRUMENTS D'ÉTUDES

- Modèle MEGA (modèle de l'économie gabonaise) : modèle bisectoriel de prévision à court terme
- Modèle EGC

PUBLICATIONS

- TABLEAU DE BORD DE L'ÉCONOMIE GABONAISE

- NOTE DE CONJONCTURE DE L'ÉCONOMIE GABONAISE

- TABLEAU DE BORD MONÉTAIRE MENSUEL

- LES NOTES DE LA DEM

- LE BULLETIN DE LA SYNTHÈSE

- ÉCO-RATIOS

- INDICATEURS DE NIVEAU D'ACTIVITÉ

- BULLETIN TRIMESTRIEL D'ANALYSES MONÉTAIRES

- TABLEAU DE BORD MENSUEL

- TABLEAU DE BORD SOCIAL.

DGEPF

Direction Générale de l'Economie et de la Politique Fiscale

www.dgepf.ga

Achevé de rédiger en Juillet 2020
par les services de la Direction Générale de l'Économie
et de la Politique Fiscale
Ministère de l'Economie et de la Prospective

Multipress Gabon D. 0646- 08/20